



Plan Local d'Urbanisme

**Diagnostic territorial
Etat initial
de l'environnement**

Commune de Nesles-la-Montagne



GEOGRAM sarl

16 rue Rayet Liénart - 51420 WITRY-LES-REIMS

Tél. : 03.26.50.36.86 - Fax : 03.26.50.36.80

bureau.etudes@geogram.fr

Sommaire

INTRODUCTION.....	5
▶ <i>Les objectifs d'un P.L.U.....</i>	<i>5</i>
▶ <i>Le Plan Local d'Urbanisme : Définition</i>	<i>5</i>
▶ <i>Le Plan Local d'Urbanisme : Contenu.....</i>	<i>6</i>
▶ <i>Le Plan Local d'Urbanisme : Modalités de la concertation</i>	<i>13</i>
 1^{ERE} PARTIE : DIAGNOSTIC COMMUNAL	 14
 1] APPROCHE GLOBALE DU TERRITOIRE.....	 15
1.1 - <i>Situation administrative et géographique</i>	<i>15</i>
1.2 - <i>Intercommunalité et structures intercommunales.....</i>	<i>17</i>
1.3 - <i>Historique de la planification locale</i>	<i>23</i>
1.4 - <i>Histoire locale</i>	<i>23</i>
 2] LES COMPOSANTES DE LA COMMUNE	 26
2.1 - <i>Approche sociodémographique du territoire.....</i>	<i>26</i>
2.2 - <i>Habitat.....</i>	<i>30</i>
2.3 - <i>Approche socioéconomique du territoire</i>	<i>32</i>
2.4 - <i>Réseaux.....</i>	<i>40</i>
 3] COMPATIBILITE ET ARTICULATION DU PLU AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME, PLANS OU PROGRAMMES	 48
3.1 - <i>Prescriptions territoriales d'aménagement</i>	<i>48</i>
3.2 - <i>Patrimoine archéologique.....</i>	<i>54</i>
 4] SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE ET CONTRAINTES TERRITORIALES	 58
4.1 - <i>Servitudes d'utilité publique</i>	<i>58</i>
4.2 - <i>Projet d'intérêt général.....</i>	<i>64</i>
4.3 - <i>Contraintes particulières</i>	<i>66</i>
 5] POLITIQUES CONTRACTUELLES ET DEMARCHES INTERCOMMUNALES	 68
5.1 - <i>Habitat.....</i>	<i>68</i>
5.2 - <i>Plan Départemental de l'habitat</i>	<i>69</i>
5.3 - <i>Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD)</i>	<i>69</i>
5.4 - <i>Accueil des gens du voyage</i>	<i>70</i>
5.5 - <i>Schéma de développement commercial.....</i>	<i>71</i>

2^{EME} PARTIE : ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT 73

1] LE MILIEU PHYSIQUE	74
1.1 - Relief.....	74
1.2 - Contexte géologique.....	74
1.3 - Hydrologie.....	78
1.4 - Climatologie	81
1.5 - Qualité de l'air	87
2] ENVIRONNEMENT NATUREL	89
2.1 - Approche paysagère.....	89
2.2 - Les milieux naturels identifiés.....	98
2.3 - Les risques naturels.....	110
3] LE PATRIMOINE BATI	115
3.1 - Organisation des zones bâties	115
3.2 - Caractéristiques principales des constructions	117
3.3 – Transports et déplacements	119
4] ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES AGRICOLES, NATURELS ET FORESTIERS	127
4.1. Analyse de la consommation d'espaces entre 2000 et 2010 sur le territoire communal de Nesles-la-Montagne	127
4.2. Analyse de la consommation d'espaces depuis 2010	128
5] IDENTIFICATION DES CAPACITES DE DENSIFICATION	129

Introduction

► Les objectifs d'un P.L.U.

La commune de Nesles-la-Montagne est dotée d'un Plan d'Occupation des Sols approuvé le 26 mars 2002 et modifié le 13 janvier 2009. La commune de Nesles-la-Montagne a décidé de réviser ce POS (qui deviendra caduc en avril 2017) pour les raisons suivantes :

- Etablir un équilibre entre le renouvellement urbain et le développement urbain, la maîtrise et le développement de l'espace rural,
- Préserver les espaces agricoles, viticoles et protéger les espaces naturels en respectant les objectifs de développement durable,
- Diversité des fonctions urbaines et une mixité sociale dans l'habitat urbain,
- Définir des objectifs chiffrés en matière de développement démographiques de la commune cohérente avec la capacité des équipements ;
- Rendre compatible les dispositions du PLU avec le SCOT élaboré par l'U.C.C.S.A. (Union des Communautés de Communes du Sud de l'Aisne).
- Prendre en compte le P.P.R.icb (Plan de Prévention des Risque Inondations et Coulées de Boue) approuvé le 01 avril 2015.
- Tenir compte du patrimoine local ;

► Le Plan Local d'Urbanisme : Définition

Le PLU constitue le document fondamental de la planification locale. Comme le POS, le PLU définit de façon précise le droit des sols applicable à chaque terrain. Il fixe les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols qui peuvent notamment comporter l'interdiction de construire, délimite les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger et définit, en fonction des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions.

Il permet d'assurer :

✓ L'équilibre entre :

- Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables.
- Les besoins en matière de mobilité.

✓ La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville»

- ✓ La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;
- ✓ La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

► Le Plan Local d'Urbanisme : Contenu

Le PLU comprend :

1 – Le rapport de présentation qui :

- ✓ Expose un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services.
- ✓ Analyse l'état initial de l'environnement, présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et justifie les objectifs de modération de cette consommation et de lutte contre l'étalement urbain arrêtés dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard, notamment, des objectifs fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale, et des dynamiques économiques et démographiques ;
- ✓ Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable et, le cas échéant, les orientations d'aménagement et de programmation ; il expose les motifs de la délimitation des zones, des règles et des orientations d'aménagement et de programmation des zones, des règles qui y sont applicables, notamment au regard des objectifs et orientations du projet d'aménagement et de développement durables.
- ✓ Évalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement et expose la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

- ✓ Précise les indicateurs qui devront être élaborés pour l'évaluation des résultats de l'application du plan prévue à l'article L. 153-27 du code de l'urbanisme¹.

2 - Le **Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)** définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.

Il arrête les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs.

Il fixe les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Le PADD présente le projet communal pour les années à venir. Il est la clé de voûte du PLU. Les autres documents du PLU n'en sont que sa traduction.

3 – Les **Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)** comprennent des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements, dans le respect des principes énoncés dans le PADD.

- ✓ Concernant *l'aménagement*, elles peuvent définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de ville et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune. Elles peuvent favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation, un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces.

Elles peuvent comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants. Elles peuvent porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager. Elles peuvent prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics.

¹ Art. L. 153-27 « Neuf ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme, ou la dernière délibération portant révision complète de ce plan, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur en application du présent article, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article L. 101-2 et, le cas échéant, aux articles L. 1214-1 et L. 1214-2 du code des transports. L'analyse des résultats donne lieu à une délibération de ce même organe délibérant ou du conseil municipal sur l'opportunité de réviser ce plan.

- ✓ En ce qui concerne l'habitat, elles définissent les actions et opérations d'aménagement visant à poursuivre les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergement, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale et à améliorer l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées en assurant entre les communes et entre les quartiers d'une même commune une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements.
- ✓ En ce qui concerne les transports et les déplacements, elles définissent l'organisation des transports de personnes et de marchandises, de la circulation et du stationnement.

Dans le cadre d'un PLU communal, seule la partie « aménagement » est obligatoire.

4 – Le **règlement fixe en cohérence avec le PADD**, les règles générales et les servitudes qui permettent d'atteindre les objectifs mentionnés. Le règlement se compose d'un document écrit et de documents graphiques.

Les **documents graphiques** font apparaître le plan de zonage de l'ensemble du territoire communal. Il existe plusieurs types de zones :

- ✓ Les **zones urbaines dites « zones U »** : peuvent être classées en zone urbaine les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.
- ✓ Les **zones à urbaniser dites « zones AU »** : peuvent être classées en zones à urbaniser les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation. Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone, prévus par le PADD et le règlement.
- ✓ Les **zones agricoles dites « zones A »** : peuvent être classées en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole sont seules autorisées en zone A.
- ✓ Les **zones naturelles et forestières dites « zones N »** : peuvent être classés en zone naturelle et forestière les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

Les documents graphiques du P.L.U., outre le zonage, peuvent également faire apparaître les espaces boisés classés, les emplacements réservés ainsi que les terrains cultivés à protéger et inconstructibles, etc.

Le **règlement écrit** fixe les règles applicables à l'intérieur de chacune de ces zones.

5 – Des annexes qui comprennent à titre informatif :

- ✓ La liste des servitudes d'utilité publique applicables sur le territoire communal et les bois et forêts soumis au régime forestier,
- ✓ Les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets, existants ou en cours de réalisation, etc.

PROCÉDURE d'ELABORATION du PLU

Le Conseil Municipal et le Maire :
Conduisent la procédure, arrête et approuve le PLU.

Bureau d'Etudes :
Réalise les études et les documents du

**Qui peut
Participer au Plan
Local d'Urbanisme
?**

La population de la commune est consultée :
- Lors de la concertation,
- Lors de l'enquête publique.

Les personnes publiques associées à la procédure sont :

- l'Etat,
- le président du Conseil Régional,
- le président du Conseil Général,
- le représentant de l'autorité compétente en matière d'organisation de transports urbains,
- le représentant de l'autorité compétente en matière de Plan Local de l'Habitat,
- les représentants des chambres consulaires,
- les représentants des organismes de gestion des parcs naturels régionaux, s'il y a lieu,
- le président de l'EPCI chargé du suivi du SCOT si la commune en est membre ou limitrophe.

Ces personnes :

- reçoivent la notification de la délibération prescrivant l'élaboration du PLU,
- peuvent demander à être consultées pendant toute la durée de la procédure,
- le projet arrêté leur est transmis pour avis,
- leur avis sur le projet de PLU est annexé au dossier de PLU soumis à enquête publique.

Les personnes publiques consultées si elles le demandent :

- les présidents des EPCI voisins ou leurs représentants
- les maires des communes voisines ou leurs représentants

Ces personnes peuvent également être consultées à l'initiative du maire au cours de la procédure.

Elles peuvent demander à recevoir le projet de PLU arrêté pour émettre un avis. Leur avis sur le projet de PLU est annexé au dossier de PLU soumis à enquête publique.

Sont consultées également obligatoirement, si elle le demandent, les associations locales d'usagers agréés et les associations agréées de protection de l'environnement : les textes ne prévoient pas qu'elles puissent émettre un avis sur le projet arrêté.

Les consultations particulières obligatoires :

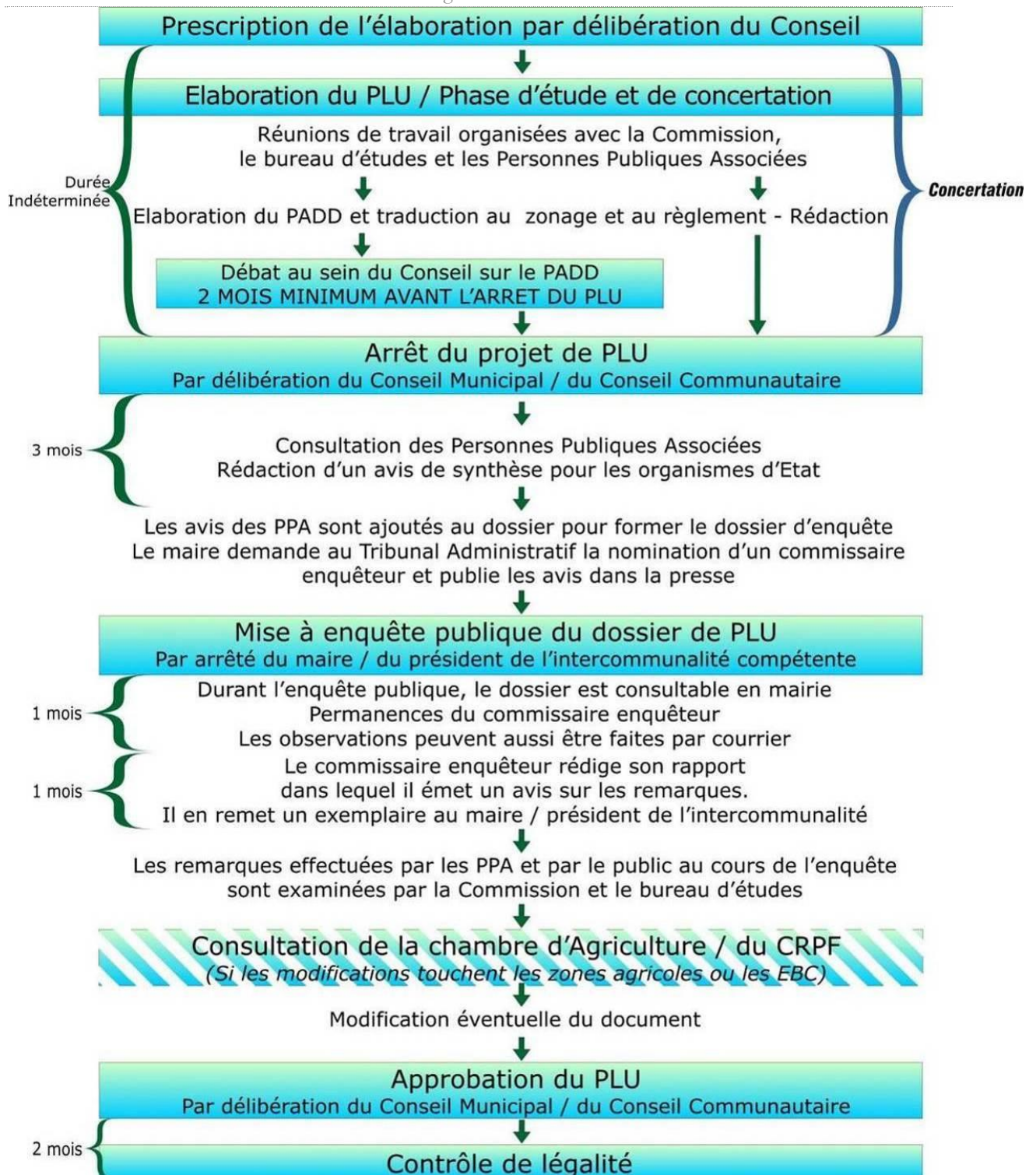
Selon les effets que peuvent induire le projet de PLU, le maire est tenu de consulter :

- la Chambre d'Agriculture, dès lors que le projet de PLU porte sur la réduction des espaces agricoles,
- le Centre Régional de Propriété Forestière, en cas de réduction des espaces forestiers,
- l'Institut National des Appellations d'Origine Contrôlée, en cas de réduction d'espace situé en zone AOC.

Toute réduction des espaces agricoles et forestiers effectuée après l'enquête publique, même pour tenir compte des avis émis au cours de cette enquête, nécessitera un avis de ces organismes avant l'approbation du PLU.

Les consultations facultatives :

Le maire peut recueillir l'avis de tout organisme ou association compétent en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture, d'habitat et de déplacements.



COMPOSITION du DOSSIER de P.L.U.

1 - Le Rapport de Présentation :

- expose le diagnostic
- explique les choix retenus dans le PADD, les OAP et le règlement
- analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers
- justifie les objectifs du PADD
- évalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement.

*Engendrer les
orientations
du PADD*



2 - Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables :

Définition des orientations d'aménagement et d'urbanisme qui peuvent porter sur :

- habitat
- transport et déplacement
- développement des communications numériques
- équipement commercial
- développement économique et loisirs



3 - Les Orientations d'Aménagement et de Programmation :

La partie programmation reste facultative.

Dans le respect des orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables, les OAP comprennent des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements.

*Traduction
réglementaire des
orientations
du PADD*



4 - Le Règlement :

Traduction du PADD

Des pièces écrites :

Fixent les règles applicables à l'intérieur de chacune des zones du PLU

Des documents graphiques :

- les plans de zonage du territoire qui délimitent les zones **U****A****U****N****A**

5 - Les Annexes Sanitaires et Servitudes :

Qui se composent :

Des pièces écrites :

- liste et texte des servitudes d'utilité publique applicables au territoire communal
- données concernant l'eau potable, l'assainissement, les ordures ménagères

Des documents graphiques :

- plans des servitudes d'utilité publique, du réseau d'eau, du réseau d'assainissement ...

► Le Plan Local d'Urbanisme : Modalités de la concertation

Avant la réforme SRU, l'obligation de concertation, dans le cadre des POS, ne s'imposait que pour les révisions ou modifications destinées à ouvrir à l'urbanisation des zones urbanisables à terme. La loi SRU oblige désormais à recourir à la concertation, non plus seulement en cas de révision, mais encore dès le début de la procédure d'élaboration du PLU.

La concertation permet d'informer et d'associer les habitants en amont des décisions qui concernent leur cadre de vie, de mieux définir les objectifs d'aménagement au travers d'une démarche globale appuyée sur un large débat public. Il s'agit d'informer le public et de lui permettre de réagir dès le stade des études préalables avant que l'essentiel des décisions soit pris de façon irréversible.

⇒ Qui définit les modalités de la concertation ?

Le conseil municipal, quand il prescrit la révision du POS et l'élaboration du PLU. Il est d'ailleurs prévu pour la révision du PLU de NESLES-LA-MONTAGNE :

- Affichage en mairie et mise à disposition du public d'éléments explicatifs avec tenue d'un recueil des observations ;
- Information sur le projet par une note dans les boîtes aux lettres,
- Animation d'une réunion publique,
- Permanences d'élus,

⇒ Y a-t-il des modalités obligatoires ?

NON, la commune est totalement libre de choisir les modalités de concertation qui lui paraissent les mieux appropriées compte tenu notamment de la taille de la commune, de la situation et des traditions locales, de l'importance des modifications apportées au PLU, en cas de révision.

Ces modalités peuvent être très variées : informations par les journaux locaux, bulletins municipaux, brochures, lettres, expositions (en mairie), permanences d'élus et de techniciens, consultation du public, réunions publiques, réunion d'une commission d'urbanisme élargie...

⇒ Quand la concertation a-t-elle lieu ?

Pendant toute la durée de l'élaboration ou de la révision du PLU. La commune définit les modalités de la concertation en même temps qu'elle décide de prescrire l'élaboration ou la révision du PLU.

Dans sa délibération, la commune peut prévoir des modalités différentes pour les différentes phases de l'étude, par exemple mettre à la mairie une boîte à idée quand les études ne sont pas encore avancées, organiser une information ensuite et prévoir une plus grande association du public au fur et à mesure de l'avancement de l'étude.

⇒ Qui participe ?

Toutes les personnes intéressées. Le conseil municipal ne peut pas établir une liste limitative des personnes ou des associations susceptibles de participer à la concertation.

⇒ Qui tire le bilan de la concertation ? Le conseil municipal, au cours de l'arrêt de projet au plus tard.

1^{ère} Partie :

Diagnostic communal



1] Approche globale du territoire

1.1 - Situation administrative et géographique

<i>Canton</i>	Château-Thierry
<i>Arrondissement</i>	Château-Thierry
<i>Département</i>	Aisne
<i>Population</i>	1 241 habitants (2013 ²)
<i>Superficie</i>	17,21km ²



La commune de NESLES-LA-MONTAGNE est située au Sud du département de l'Aisne, au Sud-Est de Château-Thierry, aux portes du département seine-et-marnais. NESLES-LA-MONTAGNE se situe à 4kms du chef-lieu d'arrondissement, à 50kms de Meaux et à 60kms de Reims.

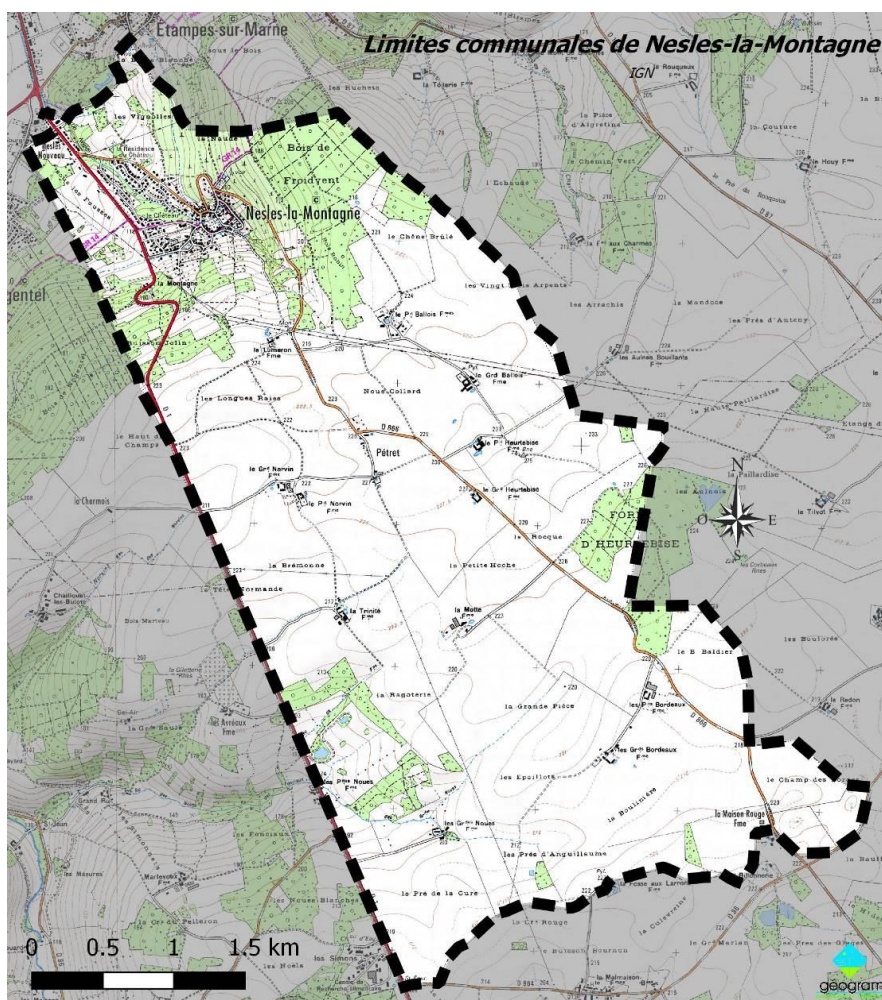
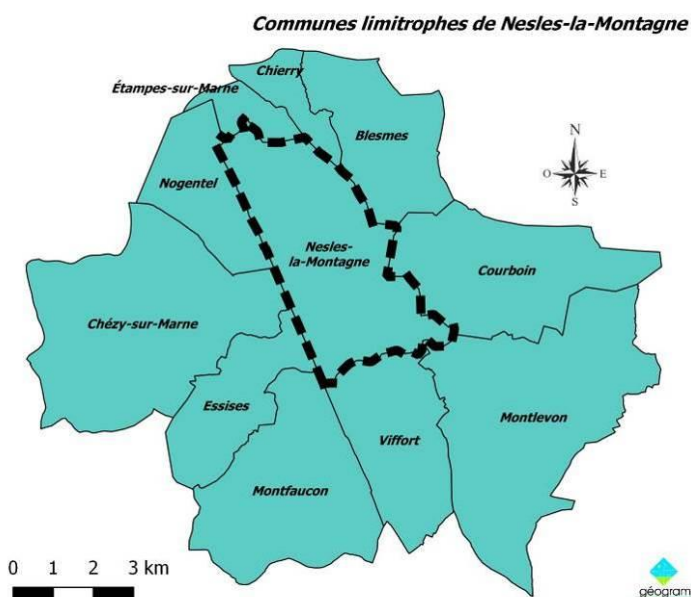
Ses habitants peuvent alors bénéficier de l'attraction de ces pôles aussi bien en termes d'emplois que d'équipements divers.

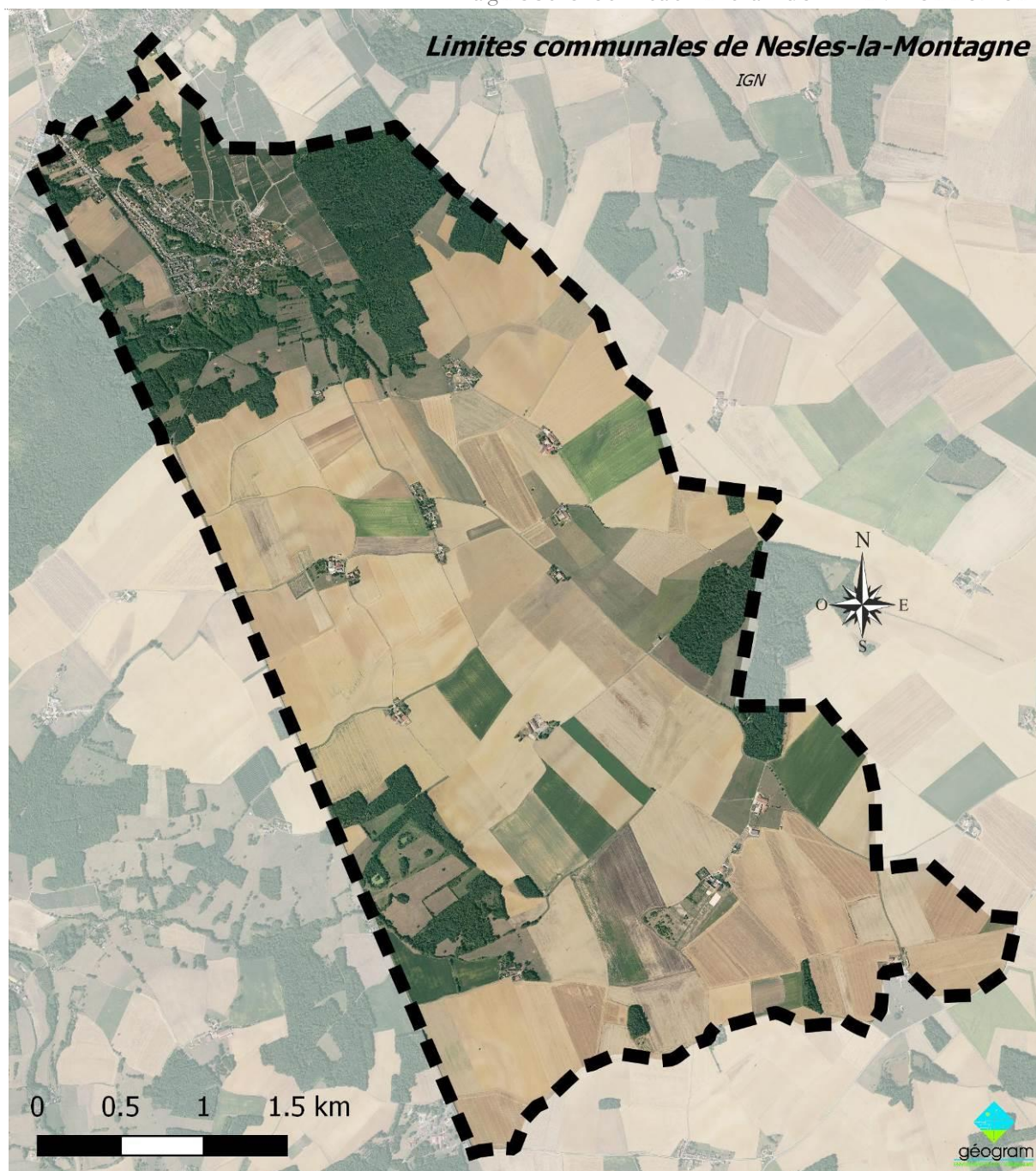
Le territoire communal est situé à une altitude variant de 72 à 233 mètres NGF. Le village se profile à une altitude moyenne de 140 mètres. La topographie est fortement marquée, aux abords de la zone bâtie, au Nord-Ouest de la commune.

D'un point de vue administratif, NESLES-LA-MONTAGNE appartient au Canton de Château-Thierry et à l'arrondissement de Château-Thierry. Elle comptait 1 241 habitants en 2013 et son territoire s'étend sur 17,21km². Sa superficie la met au contact des communes suivantes :

² Données légales 2013, sans double compte, entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2016.

- Nogentel, Etampes-sur-Marne et Chierri au Nord ;
- Blesmes et Courboin à l'Est ;
- Montlevon, Viffort et Montfaucon au Sud
- Essises et Chézy-sur-Marne à l'Ouest.

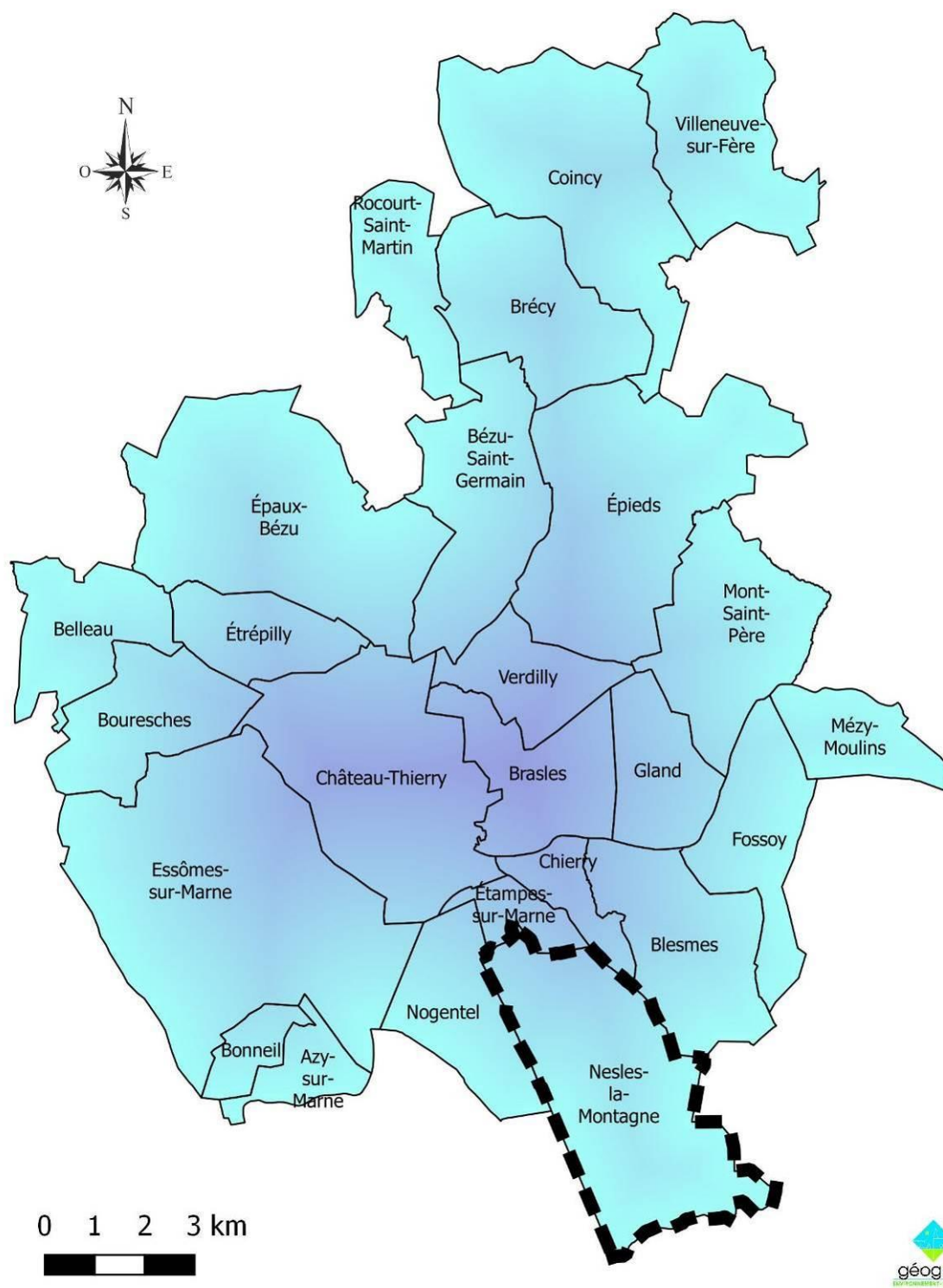




1.2 - Intercommunalité et structures intercommunales

NESLES-LA-MONTAGNE fait partie de la Communauté de Communes de la Région de Château-Thierry, qui regroupe 25 communes, soit 31 403 habitants d'après les données légales 2012 entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2015. Elle s'étend sur près de 130 km². Cet établissement public de coopération intercommunale a été créé le 1^{er} janvier 1996. La Communauté de Communes de la Région de Château-Thierry exerce les compétences suivantes, pour le compte des communes membres :

Communauté de Communes de la Région de Château-Thierry



COMPÉTENCES OBLIGATOIRES	
Aménagement de l'espace communautaire	<p>Schéma de cohérence territoriale ;</p> <p>Aménagement rural : développement des NTIC ;</p> <p>ZAC dès lors que cette opération d'urbanisme concerne au moins 2 communes membres de la communauté ;</p> <p>Schéma local éolien ;</p> <p>Zones de Développement de l'Eolien ;</p> <p>Transports urbains ;</p> <p>Zone d'aménagement concertée de la Moiserie les Etangs comprise dans le secteur délimité par l'autoroute A4, la route d'Etrepilly, le chemin de Lauconnois et route départementale n°1001.</p>
Développement économique	<p>Accueil, conseil, recherche et accompagnement des créateurs et chefs d'entreprises (service développement économique) ;</p> <p>Aménagement, entretien et gestion de zones communautaires d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, friches industrielles existantes ou à venir ;</p> <p>Mise en œuvre, suivi et animation des procédures et outils opérationnels de soutien au commerce, à l'artisanat, aux activités agricoles et viticoles et aux industries ;</p> <p>Construction et gestion d'hôtels d'entreprises, pépinières d'entreprises et bâtiments, relais et hall d'exposition ;</p> <p>Politique de développement touristique.</p> <p>La communauté peut également :</p> <ul style="list-style-type: none"> • participer financièrement aux opérations communales d'investissement liées au développement des commerces et services de proximité, • participer financièrement aux politiques d'insertion professionnelle
Nouvelle compétence	<p><i>Gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles)</i></p>

COMPÉTENCES OPTIONNELLES ET FACULTATIVES	
Politique du logement	<p>Sont déclarés d'intérêt communautaire :</p> <ul style="list-style-type: none">• contractualisation ou accompagnement des procédures visant à l'amélioration de l'habitat par la rénovation du patrimoine immobilier, en faveur notamment du logement locatif (OPAH)• contractualisation ou accompagnement de procédures favorisant la création de logements aidés• la mise en place d'un plan local de l'habitat (PLH)• la construction et gestion d'une aire d'accueil des gens du voyage <p>Est déclaré d'intérêt communautaire pour le financement du logement :</p> <ul style="list-style-type: none">• la garantie partielle ou totale d'emprunts pour le logement social collectif et/ou individuel• le versement de subventions aux opérations de constructions de logements sociaux collectifs et/ou individuels <p>Au titre de la compétence politique du logement, la communauté de communes peut également participer aux opérations de logement rentrant dans le cadre du plan départemental du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées</p>

<p>Protection et mise en valeur de l'environnement</p>	<p>Collecte sélective des déchets ménagers et assimilés ;</p> <p>Aménagement et gestion des centres d'apports volontaires (déchèterie, recyclerie) ;</p> <p>Préservation de la ressource en eau ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • contrat territorial • sous-bassins versants au titre des études (uniquement) à l'exclusion de toute maîtrise d'ouvrage, arrêtés selon la liste suivante : <ul style="list-style-type: none"> • rivière Marne dans la traversée du territoire de la communauté de communes et ses affluents • rivière Clignon et ses affluents en amont de la commune de Belleau incluse • rivière Ordrimouille en amont de la commune de Coincy-l'Abbaue incluse • ru Garnier en amont de la commune de Rocourt-Saint-Martin incluse <p>Politique de soutien aux énergies renouvelables.</p>
<p>Equipements culturels, sportifs, de loisirs</p>	<p>Études, construction, réhabilitation, extension, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, sportifs, de loisirs et à caractère social ;</p> <p>Aide financière de certains travaux de réhabilitation d'équipements sportifs existants ;</p> <p>Soutien financier de manifestations et activités sportives ;</p> <p>Politique de développement culturel d'intérêt communautaire dans le cadre d'un projet culturel local.</p>
<p>Politique de développement éducatif d'intérêt communautaire dans le cadre d'un projet éducatif local</p>	<p>Sont déclarés d'intérêt communautaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les services à la petite enfance (structures multi-accueil, halte-garderie itinérante, relais d'assistantes maternelles) ; - L'étude en prévision d'un plan éducatif local ; <p>Mise en place et gestion d'un service de portage de repas à domicile.</p>
<p>Prévention de la délinquance</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD) ; - Contrat intercommunal de sécurité (CIS).

Contribution au fonctionnement du service départementale d'incendie et de secours	Contingent incendie
--	---------------------

La commune fait également partie du périmètre retenu dans le cadre du **Pays du Sud de l'Aisne**. Depuis le 1^{er} janvier 2013, le Pays du Sud de l'Aisne se compose de 125 communes, ce qui représente 72 862 habitants (données INSEE 2012). Il est animé par le Syndicat Mixte de l'UCCSA, Union des Communautés de Communes du Sud de l'Aisne, auquel adhèrent 5 Communautés de Communes :

- Communauté de Communes de la Région de Château-Thierry ;
- Communauté de Communes du Canton de Charly-sur-Marne ;
- Communauté de Communes du Canton de Condé-en-Brie ;
- Communauté de Communes du Tardenois ;
- Communauté de Communes de l'Ourcq et du Clignon.

Le Pays se situe aux confins de trois régions : la Picardie, la Champagne-Ardenne et l'Ile-de-France. Cet espace aux enjeux économique, touristique et culturel communs reste néanmoins soumis à l'influence de la région parisienne.

Le contrat de Pays du Sud de l'Aisne a été signé le 19 janvier 2005. La finalité est de faire du Sud de l'Aisne un pôle d'excellence en bâtiment durable. Trois grandes orientations ont été identifiées :

- Faire du Pays un pôle de développement économique durable, réactif de rayonnement interrégional ;
- Faire de la qualité de vie des habitants et des cohésions sociales et territoriales des vecteurs d'attractivité économique résidentielle ;
- Développer la notoriété et le rayonnement interrégional du Pays et accompagner son attractivité économique résidentielle.

La commune est incluse dans le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale du Pays du Sud de l'Aisne, approuvé le 18 juin 2015. Il comprend l'ensemble des communes de l'Union des Communautés de Communes du Sud de l'Aisne (UCCSA).

Le PLU devra être compatible avec les grandes orientations de ce document supra communal et ne doit pas remettre en cause l'économie générale du SCOT (respect de ses principes tout en laissant une certaine marge d'appréciation aux communes).

L'UCCSA a également réalisé un Plan Climat-énergie Territorial (PCET), document approuvé le 4 décembre 2014. Certaines orientations du PCET sont intégrées au SCOT. Le PLU devra être compatible avec celles-ci.

Outre son appartenance à la Communauté de Communes, NESLES-LA-MONTAGNE a intégré les structures suivantes :

- L'Union de Secteurs d'Energie du Département de l'Aisne (USEDA), qui a en charge les réseaux de distribution de l'électricité et de l'éclairage public sur le département ;
- Syndicat d'assainissement de la région de Château-Thierry, créé par arrêté préfectoral du 24 mai 1966, compétent en matière d'assainissement individuel et collectif auprès de 19 communes ;
- Union des Services d'Eau du Sud de l'Aisne, créé par arrêté préfectoral du 12 août 1964, qui regroupe 102 communes. Il intervient pour le traitement, l'adduction et la distribution de l'eau potable ;
- Syndicat intercommunal pour le fonctionnement d'un service d'aide-ménagère de la région d'Essômes-sur-Marne créé par arrêté préfectoral du 14 juin 1974 et qui regroupe 18 communes. Il est compétent en matière d'aide sociale ;
- Syndicat intercommunal d'aménagement du rû de Nesles, créé par arrêté préfectoral du 21 octobre 1996 et regroupe 4 communes.

1.3 - Historique de la planification locale

NESLES-LA-MONTAGNE dispose d'un Plan d'Occupation des Sols approuvé le 26 mars 2002. Ce document a fait l'objet d'une procédure de modification, approuvé le 13 janvier 2009.

1.4 - Histoire locale

Ce village de l'ancienne Brie Champenoise, se nommait en 1147 « la Galvèse ». Ce nom semble être la contraction des deux mots latin gallia-vetus, vieille gaule, dont Château-Thierry passe pour avoir été la capitale.

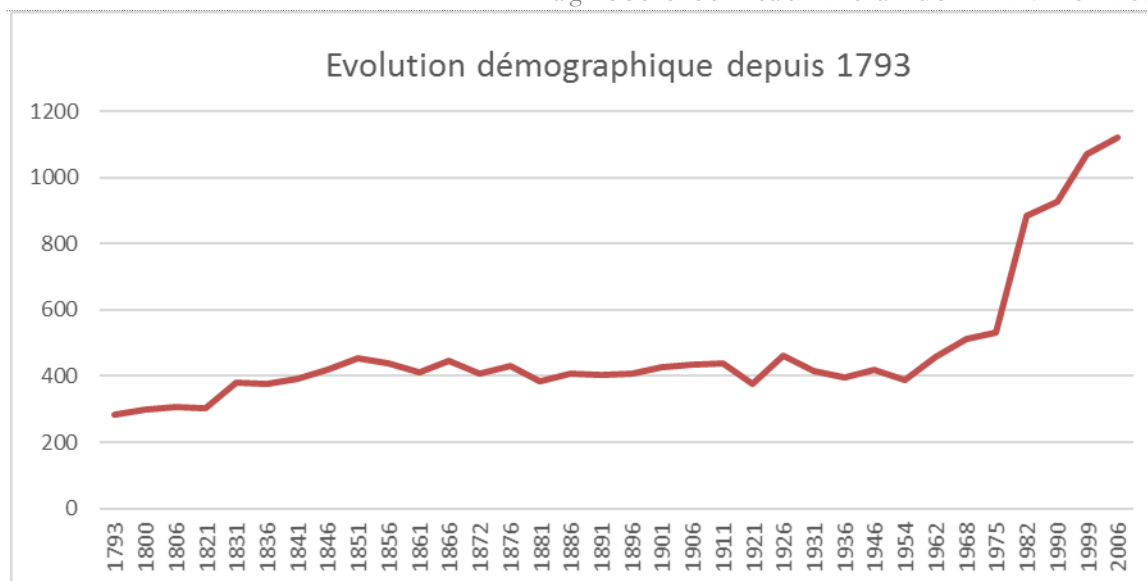
La commune va changer de nom et devient en 1247 Nigella, puis en 1355 Neelle-lez-Château-Thierry, ensuite Nesles-Notre-Dame et enfin Nesles-la-Montagne.



Nesles fut donnée par Charles le Chauve à l'Abbaye « Saint Jean des Vignes » de Soissons en 858 en même temps que d'autres villages.

Aux XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècle les petits seigneurs de Nesles s'appelaient « Sapincourt ». Ils possédaient un petit château construit au début du XVI^{ème} dont l'emplacement se situait dans le haut de la place des fêtes actuelle.

La commune de Nesles-la-Montagne fut également le siège d'une bataille. Le 12 Février 1814 vers 13 heures, Von Horn et Von Jurgass décident de tenir la position. L'infanterie de la garde impériale enlève le hameau des Noues. Sur le plateau, le 10^{ème} hussard repousse les Dragons prussiens et les russes vers Nogentel. L'artillerie française décime les positions ennemies. La ferme du Lumeron, située sur le plateau, conserve la salle à grande cheminée où Napoléon a rédigé le Bulletin de la victoire, ordonné la défense de Soissons et passé la nuit du 12 au 13 Février 1814 avant de rejoindre ses troupes à Château-Thierry.



Les recensements effectués depuis la fin du 18^{ème} siècle, indiquent d'importantes variations démographiques avec une forte hausse au début des années quatre-vingt (883 habitants en 1982). Depuis, l'évolution démographique n'a cessé de progresser : on dénombrait 1 241 habitants en 2013.

Un monument inscrit à l'inventaire des monuments historiques est présent sur la commune :

- L'Eglise du 12^{ème}, 14^{ème} et 16^{ème} siècle est inscrite à l'inventaire des monuments historiques, par l'arrêté du 31 décembre 1979.



► Tout projet émanant à moins de 500 mètres de cet édifice, est soumis à l'avis conforme de l'architecte des bâtiments de France (lorsque le projet est en situation de covisibilité avec un édifice classé).

2] Les composantes de la commune

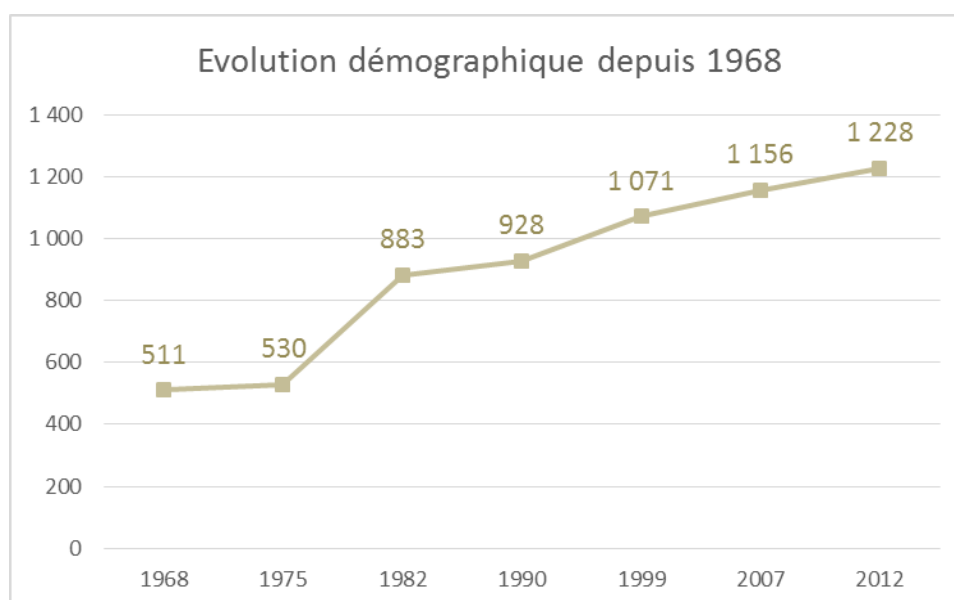
Les données statistiques sont issues des recensements effectués par l'INSEE entre 1968 et 2013.

2.1 - Approche sociodémographique du territoire

- **Population sans double compte en 2013** : 1 241 habitants ;
- **Superficie du territoire communal** : 17,21 km² ;
- **Densité en 2013** : 72 habitants / km².

a) Démographie

D'après les données du Recensement Général de la Population (RGP) de 2012, la commune de NESLES-LA-MONTAGNE compte 1 228 habitants, dont 625 femmes et 603 hommes.



Depuis la fin des années soixante-dix, le nombre d'habitants a fortement augmenté à NESLES-LA-MONTAGNE. On dénombreait 511 habitants en 1968 et 1 228 en 2012, soit une évolution de plus de 140%. On peut remarquer une hausse remarquable de 1975 à 1982, avec une évolution de plus de 66 %.

La situation de la commune de NESLES-LA-MONTAGNE est à examiner au regard de la situation de l'intercommunalité à laquelle elle appartient, à savoir la Communauté de Communes de la Région de Château-Thierry. Sur l'ensemble de l'intercommunalité, la population a augmenté de 38% entre 1968 et 2012.

Au 1^{er} janvier 2012, 1 228 personnes habitaient la commune.

Cette évolution résulte principalement du flux migratoire, notamment entre 1975 et 1982.

	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2007	2007-2012
Taux démographiques (moyennes annuelles)						
Taux d'évolution globale	+0.5%	+7.5%	+0,6%	+1,6%	+0,9%	+1,2%
Dû au solde naturel	+0,4%	+0,9%	+0,7%	+0,7%	+0,7%	+0,8%
Dû au solde migratoire	+0,1%	+6,6%	-0,1%	+1,0%	+0,2%	+0,4%

Avec une superficie de 17,21km² et une population atteignant 1 241 habitants, la densité est de 72 habitants/km². Ce taux est quasiment égale à la moyenne départementale, qui était de 73 habitants/km² en 2012.

Le dernier recensement de la population communale confirme cette tendance à la hausse de la population puisqu'on dénombre en 2013

Population municipale	Population comptée à part	Population totale
1 241	35	1 276

Selon les informations communales on dénombre en 2016, **1230 habitants** sur le territoire.

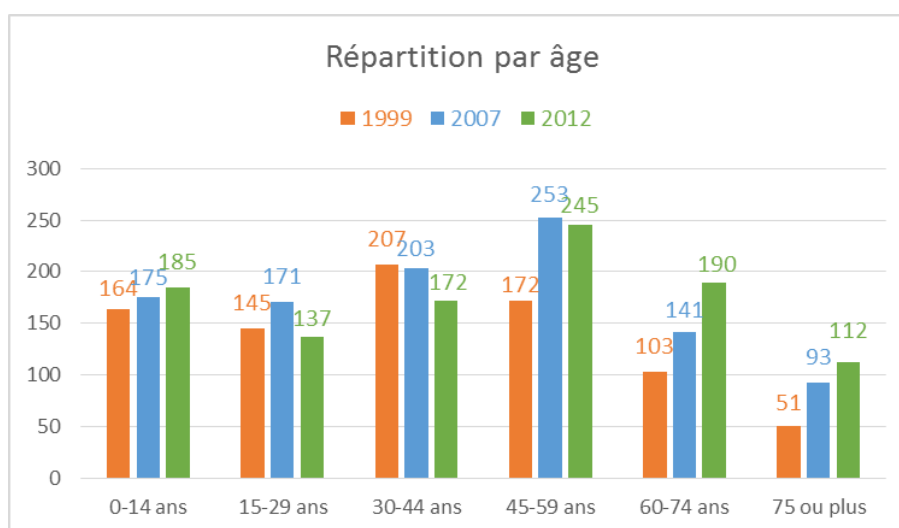
b) Répartition par sexe

L'évolution démographique n'a pas modifié la répartition des habitants : on compte presque qu'autant d'hommes que de femmes à NESLES-LA-MONTAGNE. Les hommes étaient et sont toujours légèrement minoritaires ; ils représentent 49% de la population totale.

c) Répartition par âge

Depuis 1990, la population a augmenté profitant au moins de 15 ans et surtout aux plus de 45 ans.

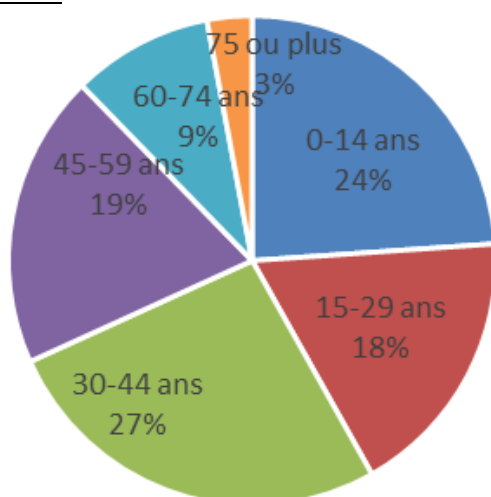
Entre 1999 et 2012,



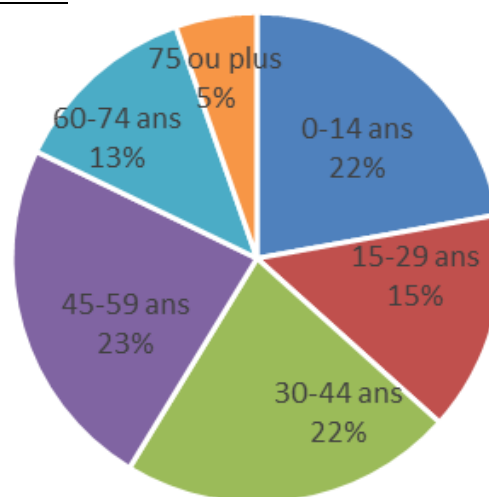
la représentativité des plus de 45 ans a nettement progressé. La part de 45-59 ans est passée de 19 à 23%, celle des 60-74 de 9 à 13% et celle des plus de 75 ans de 3 à 5%. A contrario, la part des 30-44 ans a perdu 5 points.

Répartition de la population par âge

En 1999

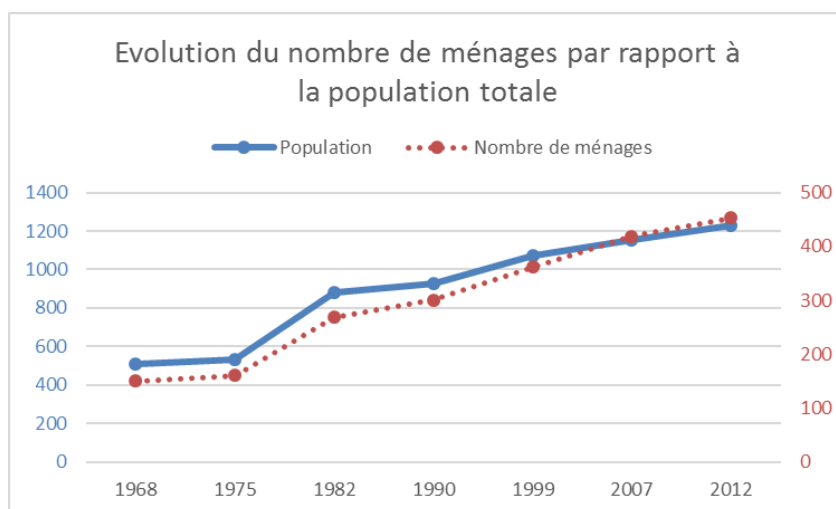


En 2012



d) Ménages

Parallèlement à l'augmentation de la population, le nombre de ménages a également évolué depuis 1982, passant de 268 à 453 (+69.02%).



	1982	1990	1999	2007	2012
Population	883	928	1071	1156	1228
Nombre total de ménages	268	300	362	419	453
Taille moyenne	3.3	3.1	3.0	2.8	2.7

Durant la même période, la population a augmenté de 39%. Similairement à la tendance nationale, la taille des ménages diminue à NESLES-LA-MONTAGNE. Alors qu'un ménage se composait de 3,3 personnes en 1982 ; aujourd'hui, la taille moyenne avoisine les 2,7.

⇒ **Maintien de la population – « point mort »**

- *Hypothèse : Maintien du nombre d'habitants actuel*

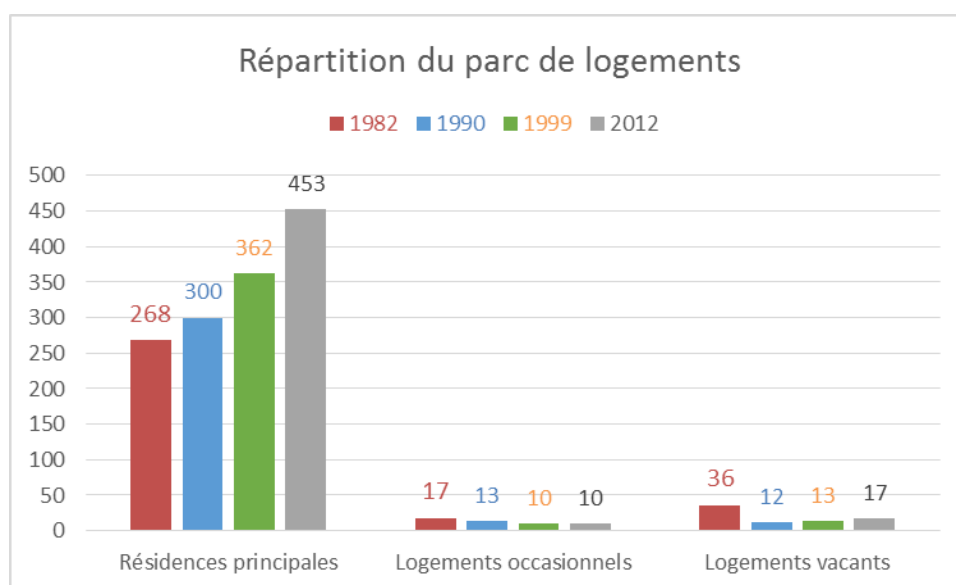
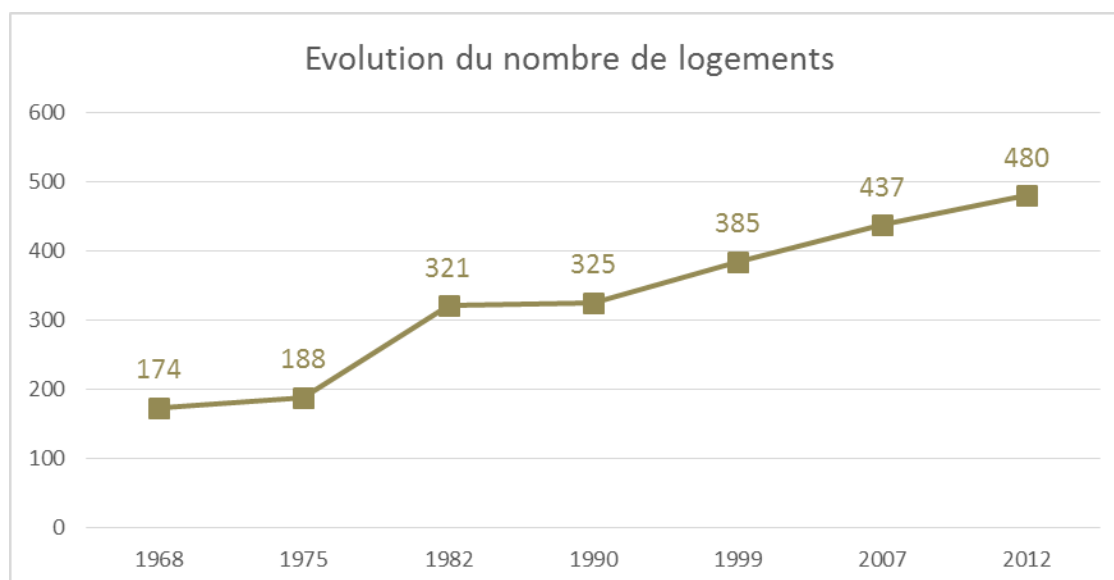
	1982	1990	1999	2012		2025
<i>Population</i>	883	928	1071	1228		1228
<i>Taille des ménages</i>	3.3	3.1	3	2.7		2.5
<i>Taux annuel d'évolution de la taille des ménages</i>	-0,67%					
<i>Nombre de ménages</i>	268	300	362	453		491

Si l'évolution de la taille des ménages poursuit son rythme actuel, d'ici 2025, un ménage se composera de 2,5 personnes (taux annuel : -0,68% constaté entre 1999 et 2012). *Une quarantaine de logements* sont nécessaires au maintien du nombre d'habitants actuels.

Les revenus nets annuels moyens des habitants de Nesles-la-Montagne sont légèrement supérieur à ceux du reste du département. En 2012, le revenu moyen par foyer fiscal était de 21 500,00 euros contre 21 460,57 euros pour le département de l'Aisne, 23 513,10 euros pour la Picardie et 25 512,20 euros pour l'ensemble du territoire national.

2.2 - Habitat

Le parc de logements s'est développé pour répondre à la demande de résidences. Cette augmentation touche classiquement le nombre de résidences principales. Celui-ci est passé de 174 en 1968 à 480 en 2012 (+306 logements en près de 45 ans).



Parallèlement, entre 1982 et 2012, le nombre de résidences secondaires a diminué, passant de 17 à 10. On peut supposer une mutation de ces catégories de logements en résidences principales.

Le nombre de logements vacants a diminué également depuis 1982 pour légèrement augmenter en 2012. Ils représentent 3,5% du parc, conformément à la tendance observée à l'échelle de la Communauté de Communes (8,3%).

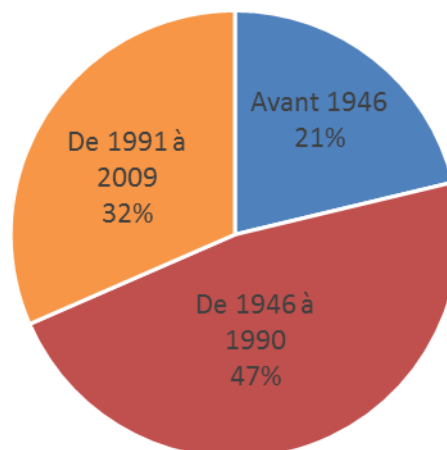
Avec une part de 94% des logements, les résidences principales représentent l'essentiel du parc de NESLES-LA-MONTAGNE. En 2012, le parc de logements se composait essentiellement de maisons individuelles (98%) mais aussi de quelques appartements (2%). 85,2% des occupants sont propriétaires de leur logement.

On comptait 16 logements HLM lors du dernier recensement, sur les **62 logements composant le parc locatif.**

A signaler au lieu-dit le Château la construction de 23 logements locatifs sociaux.

Le parc de logements n'est pas très ancien. Un cinquième du parc a été construit avant 1946. Entre 1991 et 2009, 141 logements ont été réalisés, soit 7 constructions par an en moyenne.

Ancienneté du parc de logements



Depuis, le rythme s'est maintenu. D'après les données statistiques du ministère de l'écologie, du développement et de l'énergie (sitadel2), 27 demandes de logements ont été accordées à NESLES-LA-MONTAGNE entre 2013 et 2015, soit 8 en moyenne chaque année.

Les logements semblent confortables. Ils sont spacieux. En 2012, ils comptaient en moyenne 4,8 pièces par logement mais 9 ne disposaient pas de salle d'eau.

► L'évolution démographique est moins vive que le développement du parc de logements. Entre 1990 et 2012, le nombre de résidences principales est passé de 300 à 453 (+51%) et le nombre d'habitants, de 928 à 1 228 (+32,3%).

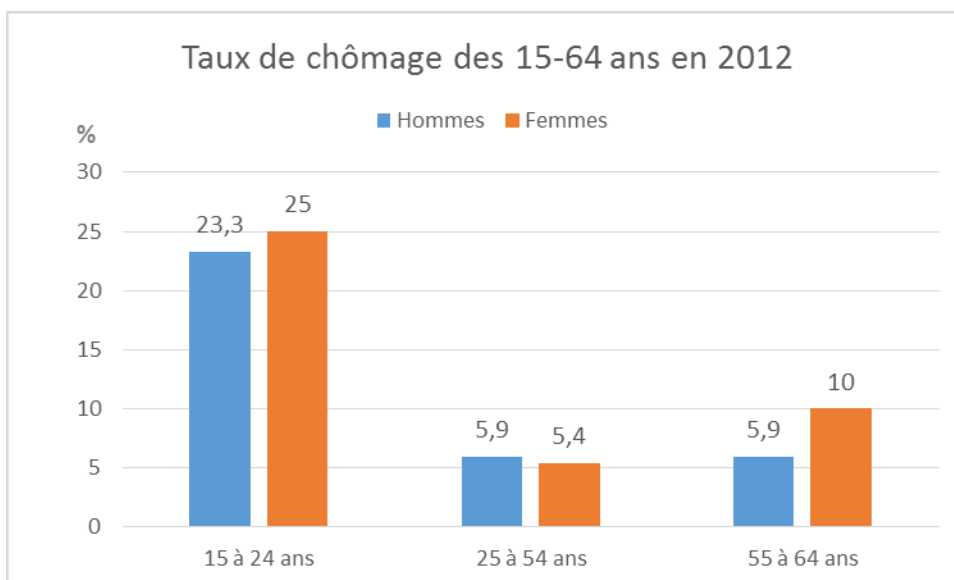
2.3 - Approche socioéconomique du territoire³

a) Emploi

	NESLES-LA-MONTAGNE	Aisne
Population active totale	608	242 695
Chômeurs	45	40 776
Taux de chômage	7,4%	16,8%
Population active ayant un emploi :	563	201 920
- Salariés	500	
- Non-salariés	66	
dont Indépendants	42	
dont Employeurs	23	
dont Aides familiaux	1	

La commune compte 608 actifs, dont 563 ayant un emploi, soit 68.1% de la population totale. Il s'agit pour l'essentiel d'un travail salarié (88.4% des actifs occupés).

Avec un taux de 7,4% en 2012, le taux de chômage était en deçà de la moyenne départementale (16,8%).



Cette moyenne masque des disparités importantes : le chômage touche davantage les 15-24 ans (23.3% des hommes et 25% des femmes).

b) Déplacements domicile – travail

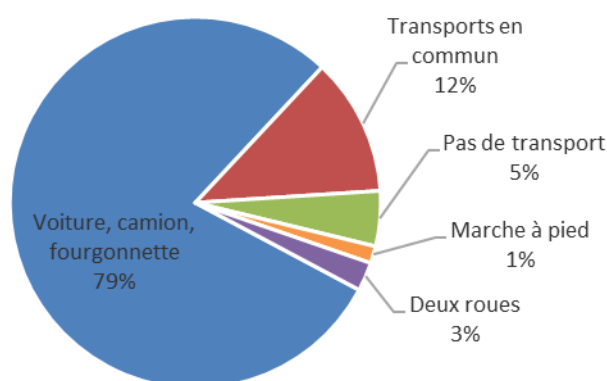
Sur les 566 actifs occupés de NESLES-LA-MONTAGNE, 64 travaillent sur la commune, soit 8,84% des actifs occupés. Les autres exercent pour 368 d'entre eux au sein du département de l'Aisne, et 133 dans une autre région. Cela s'explique par la proximité de NESLES-LA-MONTAGNE, avec l'Ile-de-France et la Champagne-Ardenne.

³ Source : Données INSEE 2012. Les données sont issues de calculs et d'arrondis.

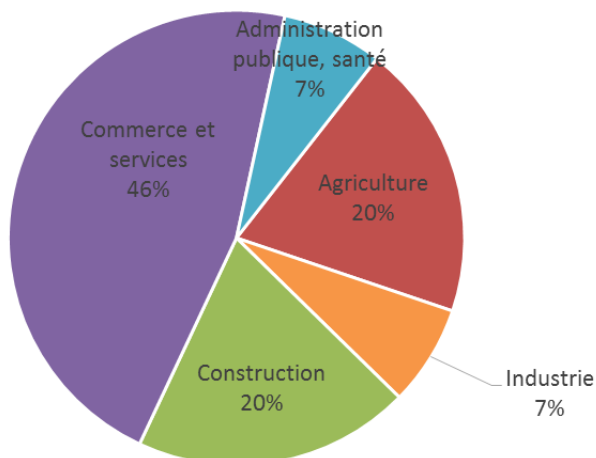
Population active occupée	566
Travaillent et résident dans la même commune	64
Travaillent et résident dans 2 communes différentes	502
- du même département	368
- d'autres départements de la région	1
- d'une autre région	133
- hors métropole (DOM et étranger)	0

95,6% des ménages dispose d'au moins une voiture. Plus de moitié (55%) en dispose d'au moins deux. Ce moyen de transport est utilisé dans 79% des déplacements domicile-travail, bien que les transport en commun soit utilisés par 12% des actifs occupés.

Moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2012



Nombre d'entreprises par secteur d'act (31 décembre 2013)



c) Activités locales

56 établissements sont enregistrés dans la commune, dont 11 en agriculture, 11 en construction et 26 liés aux commerces / transport. Ces établissements génèrent l'emploi de 44 salariés.

d) Equipements

La commune de NESLES-LA-MONTAGNE n'a pas de commerce d'alimentation ni de services généraux. Cependant, des commerces itinérants desservent le village : poissonnier, épicerie, boucherie chevaline, boulangerie...

Sur la commune, d'autres commerces sont présents : café / débit de boissons, bureau de tabac, maison de Champagne et producteur de fraises. Les habitants de NESLES-LA-MONTAGNE bénéficient également de la présence de 2 maçons, 1 électricien, 1 ébéniste, 1 taxi et une société de nettoyage sur le sol communal.

Pour les équipements scolaires, on trouve une école primaire publique qui compte 109 élèves. Elle accueille les enfants de la maternelle (2 classes) au CM2 (4 classes du CP au Cours Moyen). Concernant le collège et le lycée, les enfants doivent rejoindre Château-Thierry. Des ramassages scolaires sont organisés. Il existe une cantine et un centre d'accueil périscolaire.

Parmi les équipements sportifs et de loisirs, on trouve à NESLES-LA-MONTAGNE : un citystade, un terrain de tennis, un parcours de santé, une médiathèque, une salle du temps libre et une salle informatique.



On dénombre un club de gymnastique, un club A.S.P.T., une association pour le Patrimoine Historique de NESLES-LA-MONTAGNE....

e) Activité agricole

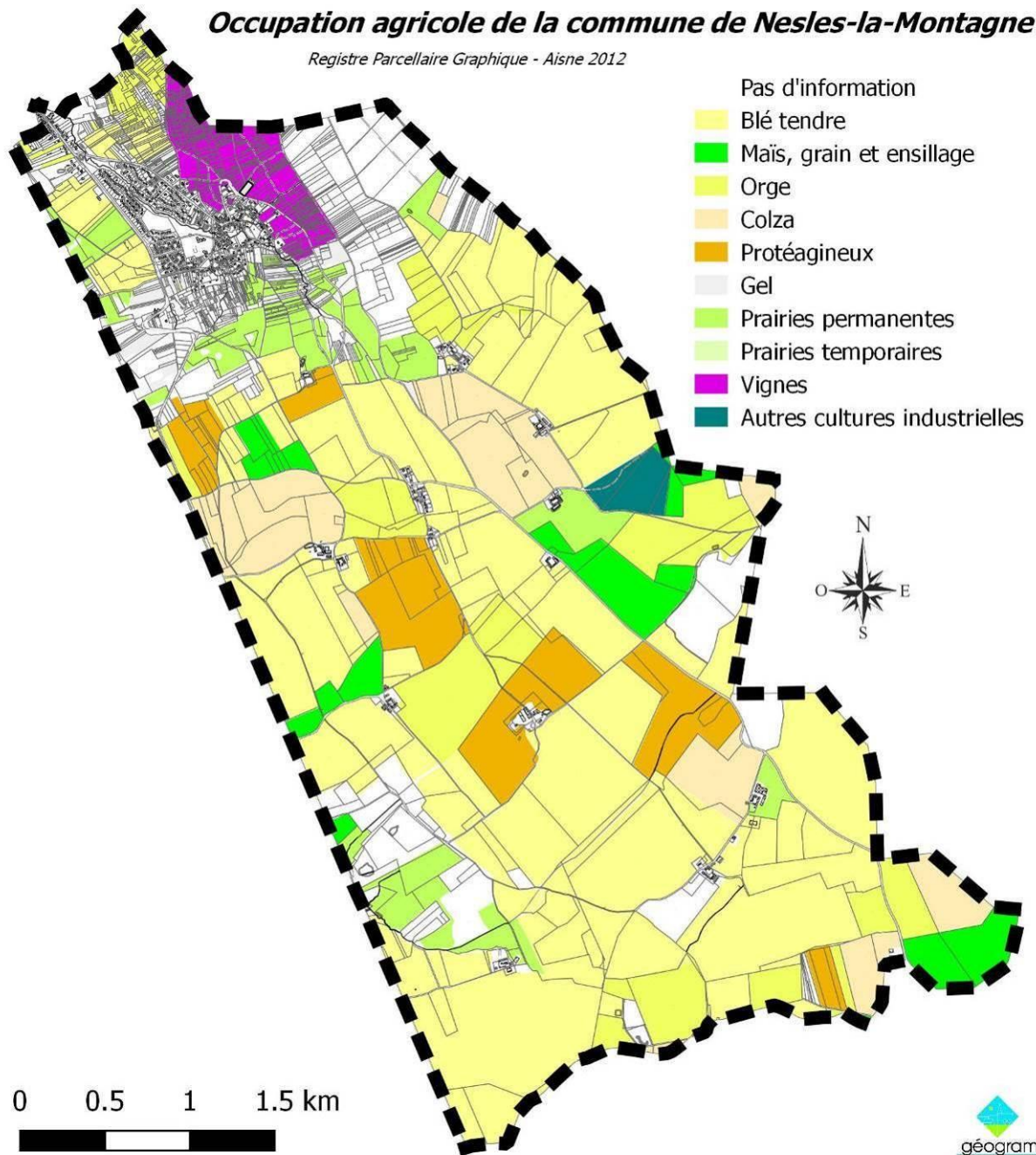
Plans Régionaux de l'Agriculture Durable

La loi n°2010-874 de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 13 juillet 2010 a mis en place les plans régionaux de l'agriculture durable. Ces plans fixent les grandes orientations de la politique agricole, agroalimentaire et agro-industrielle de l'État dans la région en tenant compte des spécificités des territoires ainsi que de l'ensemble des enjeux

économiques, sociaux et environnementaux. Ils précisent les actions qui feront l'objet prioritairement des interventions de l'État.

Le Plan Régional de l'Agriculture Durable de Picardie a été approuvé par l'arrêté régional du 18 février 2013. Il s'appuie sur 4 axes stratégiques :

- Maintenir l'agriculture picarde, diverse, productive et compétitive ;
- Accompagner la transition écologique de l'agriculture picarde en remettant l'agronomie au cœur des pratiques agricoles ;
- Favoriser le renouvellement des générations en optimisant l'utilisation du foncier et promouvoir l'emploi ;
- Réhabiliter et développer une agriculture picarde multifonctionnelle, intégrée aux territoires.



Exploitations agricoles et viticoles à NESLES-LA-MONTAGNE (Source : Recensement Parcellaire Graphique – 2012)

L'activité agricole occupe 80% de la surface communale : **1346 hectares** sont recensés comme des terres agricoles cultivées sur le territoire communal de Nesles selon le Registre Parcellaire Graphique de 2012).

On dénombrait 17 exploitations agricoles lors du recensement 2010 (soit 2 de plus qu'en 2000). Ces exploitations génèrent l'emploi de 26 personnes (en unité de travail annuel).

En 2010, les exploitations s'étendaient sur 1408 hectares sur la commune et aux alentours. Précisons que cette superficie concerne celle des exploitations ayant leur siège dans la commune quelle que soit la localisation des terres (dans la commune ou ailleurs). Elle ne peut donc pas être comparée à la superficie totale de la commune. Elle caractérise seulement l'activité agricole des exploitants.

Ces terres servent essentiellement pour la culture de céréales et colza et la viticulture.

On recense un cheptel de 468 têtes (en unité gros bétail alimentation totale) sur la commune.

Des activités d'élevage soumises au régime des installations classées pour la protection de l'environnement sont d'ailleurs ont été recensées sur le territoire communal, principalement sur le plateau agricole :

Raison sociale	Activité	Nomenclature
Bouvy Philippe (ferme de la Motte)	Elevage bovin	Déclaration
Earl du Grand Norvin	Elevage bovin	Déclaration
Earl les Petits Bordeaux	Elevage bovin	Déclaration
Gaec Reconnu Peers	Elevage bovin	Autorisation
Romain Michel	Elevage bovin	En cours de réalisation

En ce qui concerne l'activité d'élevage, les dispositions de l'article L.111-3 du code rural instituent une règle de réciprocité vis-à-vis des habitations et des locaux professionnels construits à proximité des bâtiments agricoles :

- 100 mètres pour les activités d'élevage soumises à la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

« Lorsque des dispositions législatives ou réglementaires soumettent à des conditions de distance l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles vis-à-vis des habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers, la même exigence d'éloignement doit être imposée à ces derniers à toute nouvelle construction et à tout changement de destination précités à usage non agricole nécessitant un permis de construire, à l'exception des extensions de constructions existantes.

Dans les parties actuellement urbanisées des communes, des règles d'éloignement différentes de celles qui résultent du premier alinéa peuvent être fixées pour tenir compte de l'existence de constructions agricoles antérieurement implantées. Ces règles sont fixées par le plan local d'urbanisme ou, dans les communes non dotées d'un plan local d'urbanisme, par délibération du conseil municipal, prise après avis de la chambre d'agriculture et enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Dans les secteurs où des règles spécifiques ont été fixées en application de l'alinéa précédent, l'extension limitée et les travaux rendus nécessaires par des mises aux normes des exploitations agricoles existantes sont autorisés, nonobstant la proximité de bâtiments d'habitations.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, une distance d'éloignement inférieure peut être autorisée par l'autorité qui délivre le permis de construire, après avis de la chambre d'agriculture, pour tenir compte des spécificités locales. Une telle dérogation n'est pas possible dans les secteurs où des règles spécifiques ont été fixées en application du deuxième alinéa.

Il peut être dérogé aux règles du premier alinéa, sous réserve de l'accord des parties concernées, par la création d'une servitude grevant les immeubles concernés par la dérogation, dès lors qu'ils font l'objet d'un changement de destination ou de l'extension d'un bâtiment agricole existant dans les cas prévus par l'alinéa précédent. ».

La loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux introduit quant à elle la possibilité de fixer des règles d'éloignement différentes pour tenir compte de l'existence de constructions agricoles antérieurement implantées. Dans ce cas, il n'y a plus aucune dérogation possible.

Si des distances d'isolement sont induites par la présence de ces différentes activités, elles doivent être prises en compte à la fois dans le PLU (document graphique et règlement) et lors de l'instruction des autorisations du droit des sols (article R.111.2 applicable même en présence d'un PLU).

À noter que la commune est concernée par l'Indication Géographique Protégée « Volailles de Champagne » et l'Appellation d'Origine Contrôlée pour l'élaboration du Champagne. L'AOC Champagne s'étend sur environ 50 hectares sur la commune.



2.4 - Réseaux

a) Alimentation en eau potable

La commune de Nesles-la-Montagne appartient à l'Union des Syndicats d'Eau du Sud de l'Aisne, créée le 12 Août 1964, et qui dispose des compétences production, traitement, adduction et distribution d'eau potable à l'échelle du territoire. La distribution de l'eau potable et la surveillance de la qualité de l'eau ont été déléguées à VEOLIA eau. Les installations concourant à la distribution sont la propriété de l'USESA et Veolia Eau en assure l'exploitation.

Depuis sa fusion au 1er Janvier 2008, le Syndicat d'Eau du Sud de l'Aisne devient l'Union des Services d'Eau du Sud de l'Aisne (USESA).

L'Union des Services d'Eau du Sud de l'Aisne regroupe depuis le 1er janvier 2016, 97 communes soit 61 929 Habitants – 27 408 abonnés – 4 126 676 m³ annuels vendus.

La commune est alimentée par les eaux d'un champ captant situé sur les communes de Château-Thierry, Nogentel et Essômes-sur-Marne et de 2 puits situés sur le territoire communal de Chézy-sur-Marne.

En 2016, 46 prélèvements ont été réalisés sur les captages, la station de traitement et sur le réseau de distribution. L'eau distribuée en 2016 a satisfait les exigences réglementaires de qualité pour l'ensemble des paramètres mesurés au cours du contrôle sanitaire. L'eau est de bonne qualité, tous les habitants peuvent la consommer.

Le prélèvement réalisé en 2016 sur le territoire de la commune révèle une eau de qualité conforme aux exigences de qualité, définies par le code de la santé publique pour les paramètres analysés. L'eau est consommable.

L'extension des zones d'habitation est conditionnée par la desserte, par le réseau public, d'eau consommable.

Il est rappelé les dispositions de l'article R.111-8 du code de l'urbanisme qui stipule que : « L'alimentation en eau potable et l'assainissement des eaux domestiques usées, la collecte et l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ainsi que l'évacuation, l'épuration et le rejet des eaux résiduaires

Les services de l'USESA associés à la procédure d'élaboration du PLU ont informé la commune de Nesles que les capacités d'alimentation en eau potable sur la commune sont suffisantes pour envisager un seuil de population d'environ 1 400 habitants.

b) Assainissement

La commune de Nesles est adhérente du Syndicat d'Assainissement de la Région de Château-Thierry (SARCT) qui regroupe 19 communes. Il possède, gère et entretient en régie directe un vaste réseau de collecte des eaux usées, une station d'épuration et a mis en place un Service Public d'Assainissement Non Collectif (un SPANC).

Sur l'ensemble du SARCT, le réseau représente :

- 241453 ml de réseaux en séparatif ;
- 2468 Regards de visite EU ;
- 3733 ml de réseaux en unitaire ;
- 22135 ml de collecteurs de relevage ou de refoulement ;
- 40 postes de relèvement ou de refoulement dont 18 équipés en télésurveillance ;
- 2 siphons posés en lit de Marne (Ø 250 acier).

En 2014, 20050 ml de réseaux ont été curés (soit 7.5 % de l'ensemble du réseau). De plus, 120 branchements anciens et neufs ont été contrôlés.

Ce réseau collectif rejoint la station d'épuration Pierre Lemeret à Château-Thierry (Rue de la Plaine – Zone Industrielle – B.P. 287 – 02406 Château-Thierry Cedex). L'ancienne station du SARCT d'une capacité de 32 000EH a cessé de fonctionner. La nouvelle station d'épuration a été autorisée par arrêté préfectoral du 25 mai 2012.

La capacité de la station de Château-Thierry est de 46 000EH pour un débit de pointe de 800m³ :h et un débit de pointe par temps de pluie de 1 020m³/h.

En 2014 , les rendements de traitement moyens par type d'indicateur sont les suivants :

Paramètres	DCO Demande chimique en oxygène	DBO5 Demande biologique en oxygène sur 5 jours	MES Matières en suspension	NK Azote	Pt Phosphore
Rendement	95.7%	98.9%	98.2%	93.2%	89.5%

L'épandage des boues de la station (2325 tonnes en 2013) a été confié à SEDE Environnement. En 2014, il a concerné 11 agriculteurs et 2380 tonnes ont été épandues sur 181 hectares.

❖ **Le zonage d'assainissement**

Un schéma d'assainissement a été réalisé sur la commune (approuvé le 8 octobre 2004) :

- Le bourg et Nesles-Nouveau sont desservis par le réseau collectif
- Le hameau du Petit Ballois dispose d'une mini-station d'une capacité de 90éq/hab.
- Seules quelques constructions éloignées du bourg central (le Lumeron, le Grand Ballois, le Petit et Grand Norvin, le Petit Heurtebise, le Grand Heurtebise, la Trinité, la Motte, les Petits Borderaux, les Grands Bordeaux, les Petites Noues et les Grandes Noues) sont en assainissement individuel.

• **Le réseau d'assainissement de Nesles**

La commune de Nesles-la-Montagne est rattachée à la station d'épuration de Château-Thierry.

Les services du SARCT associés à la procédure d'élaboration du PLU ont informé la commune de Nesles que les capacités de la STEP sont suffisantes pour envisager un seuil de population d'environ 1 400 habitants.

Concernant le hameau du Petit Ballois, un seuil de 30 EH ne pourra être dépassé ; ainsi environ une dizaine de constructions nouvelles pourraient y être accueillies.

c) Défense incendie

En application de l'article L 2212-2 5^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, l'autorité municipale à la charge de l'existence et de la suffisance du réseau d'eau incendie sur le territoire de sa commune. Afin d'assurer au mieux la défense contre l'incendie sur le secteur de votre commune, les principes généraux de la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951 doivent être respectés :

- Les sapeurs-pompiers doivent trouver sur place, en tout temps, 120 m³ d'eau utilisable en deux heures ;
- Les prises d'incendie doivent se trouver à une distance de 200 à 300 mètres les unes des autres et être réparties en fonction des risques à défendre ;

- Le débit doit être au moins 60m³/h (71L/s) sous 1 bar de pression (0,1 MPa) ;
- Leurs emplacements doivent être accessibles en toutes circonstances et signalés ;
- Les points d'eau naturels doivent être en mesure de fournir en 2 heures 120 m³, se trouver à une distance maximale de 400 mètres des risques à défendre et être accessibles aux autopompes par l'intermédiaire d'une aire aménagée de 32 m² ;
- Les réserves artificielles doivent avoir une capacité minimum de 120 m³ d'un seul tenant, être accessibles en toutes circonstances et se situer dans un rayon de 400 mètres des risques à défendre.

La commune est protégée par 28 poteaux incendie répartis au sein de la zone bâtie. Le contrôle effectué par les services de secours en 2015 révèle quelques anomalies.

26/01/2015

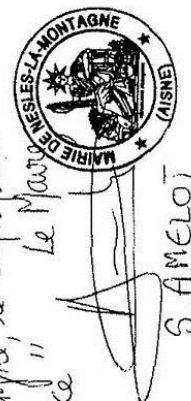
**Contrôle des points d'eau
Commune de
NESLES-LA-MONTAGNE**



N°Poteau	N°	Type	Diamètre sortie	Adresse rue / route	Adresse complément	Débit max ou capacité	Pression dyn à 60m/h	Pression statique	Débit à 1 bar	Date passage	Obs.	Propriété	Syndicat des eaux
02540-1	1	PI 100	100/2'65	Rue Pasteur	deant le n° 40	60	3,1	4,2	0	30/05/2014		Pu	USESA
02540-2	2	PI 100	100/2'65	Rue de Paris	angle rue des Grandes Maisons	60	2,5	3,5	0	30/05/2014		Pu	USESA
02540-3	3	PI 100	100/2'65	13 Rue Jean Eschard		60	3,1	4,8	0	30/05/2014		Pu	USESA
02540-4	4	PI 100	100/2'65	82 Résidence de la Dhuyis		78	2,1	3,9	0	30/05/2014		Pu	USESA
02540-5	5	PI 100	100/2'65	10 Rue de Paris	à côté du lavoir	58	0,0	2,5	0	30/05/2014	2	Pu	USESA
02540-6	6	PI 100	100/2'65	Rue du 8 Mai	à gauche du n° 20	60	7,0	10,1	0	30/05/2014		Pu	USESA
02540-7	7	PI 100	100/2'65	Rue de l'Eglise	face église, n° 6-8	60	1,7	2,6	0	30/05/2014		Pu	USESA
02540-8	8	PI 100	100/2'65	12 Résidence Le Pré	rue Pasteur	60	3,1	5,0	0	30/05/2014		Pu	USESA
02540-9	9	PI 100	100/2'65	2 Rue du Général Curiy		60	5,0	6,5	0	30/05/2014		Pu	USESA
02540-10	10	PI 100	100/2'65	8 Rue de Villermont	au fond	60	5,0	6,5	0	30/05/2014		Pu	USESA
02540-11	11	PI 100	100/2'65	Ferme du Grand Balot	devant la ferme	32	0,0	2,5	0	30/05/2014	2	Pu	USESA
02540-12	12	PI 100	100/2'65	Ferme du Petit Balot		26	0,0	3,0	0	30/05/2014	2	Pu	USESA
02540-13	13	PI 100	100/2'65	Ferme du Petit Heurtebise	devant la ferme	47	0,0	2,5	0	30/05/2014	2	Pu	USESA
02540-14	14	PI 100	100/2'65	Ferme du Grand Heurtebise	à gauche de l'entrée	80	1,4	2,6	0	30/05/2014		Pu	USESA
02540-15	15	PI 100	100/2'65	Ferme les Petits Bordeaux	gauche 200m du corps de ferme	60	2,3	3,5	0	30/05/2014	14	Pu	USESA

Observations:
1: Absence d'eau / 2: Débit insuffisant (- de 60 m³/h pour un PI 100 ou - de 30 m³/h pour un PI 70) / 3: Pression insuffisante (- de 1 bar) / 4: Capacité (- de 120 m³ d'un seul tenant ou résiliante) / 5: Ouverture impossible / 6: Ouverture difficile
7: Inaccessible / 8: Point d'eau détruit / 9: Absence-problème de bouchon ou de chaudières / 10: Fuite constatée / 11: Problème de vidange / 12: Problème de coffre (ou de capot) / 13: Implantation trop proche d'un bâtiment / 14: Peinture à refaire
15: Absence-mauvaise signalisation ou numérotation / 16: Aire d'aspiration inadaptee / 17: Hauteur d'aspiration inadaptee / 18: Point d'eau non normalisé / 20: Autre / 21: Végétation gênante

Nesles-la-Montagne, le 06/02/2015
Le Maire
" Vu et pris connaissance "



1/2

SDIS de l'AISNE - Service Prévision - Propriété du SDIS 02

26/01/2015

**Contrôle des points d'eau
Commune de
NESLES-LA-MONTAGNE**



N°Point	N°	Type	Diamètre sortie	Adresse rue / route	Adresse complément	Débit max à 60m³/h	Pression statique à 60m³/h	Débit à 1 bar	Date passage	Obs.	Propriété	Syndicat des eaux
02540-16	16	PI 100	100/2"55	Hameau de Pérel		60	1.5	3.2	0 30/05/2014		Pu	UESA
02540-17	17	PI 100	100/2"55	Ferme du Luron		60	1.8	4.6	0 30/05/2014		Pu	UESA
02540-18	18	PI 100	100/2"55	Ferme du Grand Noxin		60	1.6	3.5	0 30/05/2014		Pu	UESA
02540-19	19	PI 100	100/2"55	Ferme des Petites Noues	RD 1 après pont dans la cuvette	60	7.0	8.0	0 30/05/2014	14	Pu	UESA
02540-20	20	PI 100	100/2"55	Rue Jean Eschard	lotissement de l'école	60	2.5	4.2	0 30/05/2014		Pu	UESA
02540-21	21	PI 100	100/2"55	SA Rue de Paris	à côté salle des fêtes	60	1.5	3.0	0 30/05/2014		Pu	UESA
02540-22	22	PI 100	100/2"55	Ferme Maison Rouge	RD 866, devant ferme	60	2.6	3.0	0 30/05/2014		Pu	UESA
02540-23	23	PI 100	100/2"55	46 Résidence les Vignolles	rue Jean Eschard	60	4.8	6.5	0 30/05/2014		Pu	UESA
02540-26	26	Aspiration		Ferme de la Motte	Etang	120	0.0	0.0	0 30/05/2014		Pr	Aucun
02540-27	27	Aspiration		Ferme du Grand Noxin	entrée de la ferme, très accroché Etang	120	0.0	0.0	0 30/05/2014		Pr	Aucun
02540-28	28	PI 100	100/2"55	D1	angle D1 / D866	60	5.8	8.2	0 30/05/2014		Pu	UESA
02540-29	29	PI 100	100/2"55	lotissement la "Gallie"		60	6.0	10.2	0 30/05/2014		Pu	UESA
02540-30	30	PI 100	100/2"55	rue d'Antonges	à côté du cimetière	60	5.2	10.6	0 30/05/2014		Pu	UESA

Nombre de points d'eau : 28

Observations:

- 1: Absence d'eau / 2: Débit insuffisant (- de 60 m³/h pour un PI 100 ou - de 30 m³/h pour un PI 70) / 3: Pression insuffisante (- de 1 bar) / 4: Capacité (- de 120 m³ d'un seul tenant ou réalmement) / 5: Ouverture impossible / 6: Ouverture difficile
- 7: Inaccessible / 8: Point d'eau détruit / 9: Absence problème de bouchon ou de chaîne / 10: Fuite constatée / 11: Problème de vidange / 12: Problème de coffre (ou de capot) / 13: Implantation trop proche d'un bâtiment / 14: Peinture à reluire
- 15: Absence-mauvaise signalisation ou numérotation / 16: Aire d'aspiration inadaptee / 17: Hauteur d'aspiration inadaptee / 18: Point d'eau non normalisé / 20: Autre / 21: Végétation gênante

Nesles-la-Montagne, le 6/02/2015
"Vuel pûs connaissance" le Maire
S. AMELOT



SDIS de l'AISNE - Service Prévision - Propriété du SDIS 02

2/2

d) Collecte et traitement des déchets

La gestion des déchets ménagers est de la compétence de la Communauté de Communes. La collecte est organisée en porte-à-porte de la manière suivante :

- ✓ tous les mardis, pour les ordures ménagères ;
- ✓ les mardis en semaine paire, pour les déchets recyclables ;
- ✓ tous les jeudis de mi-avril à mi-novembre, pour les déchets végétaux.

Les habitants disposent également d'un droit d'accès à la déchèterie de la Communauté de Communes, située à Château-Thierry. Ils peuvent y déposer des déchets végétaux, des encombrants, des gravats, de la ferraille, des papiers/cartons, des déchets d'équipement électrique et électronique, des pneumatiques usagés, et des déchets dangereux (huile de vidange, batterie, piles peintures, solvants).

e) Réseau de communications numériques

Le tableau ci-dessous indique la disponibilité des technologies ADSL sur la commune. Ces données fournies par France Télécom ne sont pas à interpréter en termes d'éligibilité des lignes téléphoniques à ces technologies. Au sein d'une même commune, on trouve souvent des inégalités d'accès au haut débit.

Technologies ADSL	Disponible
ADSL	✓
ReADSL	✓
ADSL2+	✓

Les NRA, Nœuds de Raccordement d'Abonnés, sont les centraux téléphoniques de l'opérateur historique France Télécom dans lesquels aboutissent les lignes téléphoniques des abonnés, quelque soit leur fournisseur d'accès ADSL. Les informations données par NRA sont beaucoup plus précises. L'éligibilité ADSL dépend de l'équipement présent sur le NRA (ou central téléphonique) auquel elle est raccordée, en plus des caractéristiques de la ligne NRA la plus proche.

NESLES-LA-MONTAGNE est desservie par l'ADSL. Elle est reliée au nœud de raccordement d'abonnés (NRA) situé sur Château-Thierry La Fontaine.

NRA situés hors de NESLES-LA-MONTAGNE			
Code	Nom	Lignes	Dégroupage
CHF02	Château-Thierry La Fontaine	13 000	Dégroupé par 4 opérateurs
MOF02	Montfaucon	450	Dégroupé par 1 opérateur

Les communes de Bézu-Saint-Germain, Blesmes, Bouresches, Brasles, Château-Thierry, Chézy-sur-Marne, Chierry, Epaux-Bézu, Epieds, Essômes-sur-Marne, Etampes sur Marne, Etrepilly, Gland, NESLES LA MONTAGNE, Nogentel, Verdilly sont raccordées au Nœud de Château-Thierry La Fontaine.

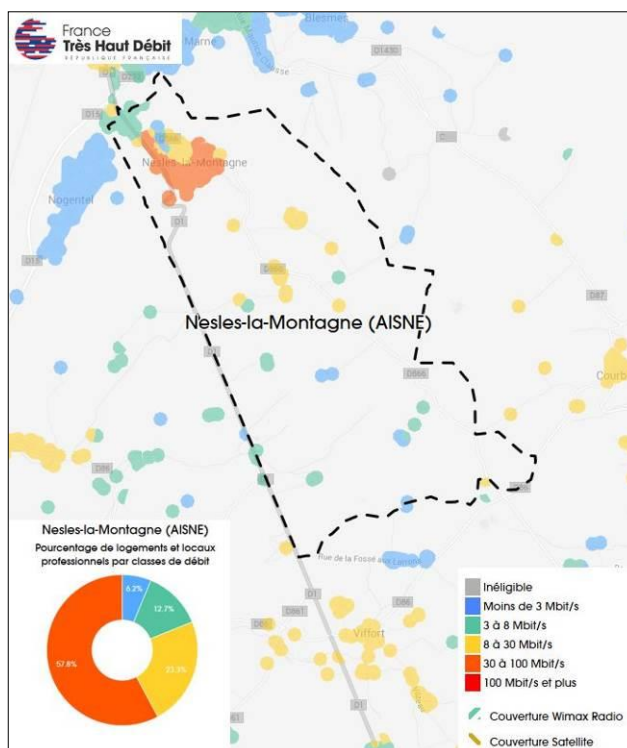
Les communes de Chézy-sur-Marne, Essises, Montfaucon, NESLES LA MONTAGNE, Rozoy-Belleville et Viffort sont raccordées au Nœud de Montfaucon.

Le niveau global est bon. Néanmoins, les fermes du plateau sont moins bien desservies que le bourg central. Le réseau de téléphonie mobile est satisfaisant.

Le conseil général de l'Aisne a adopté un Schéma Directeur d'Aménagement Numérique le 5 décembre 2011. Ce document permet de faire le point sur la situation actuelle et préparer la programmation de la montée en débit dans le département, représentant un investissement de 134 millions d'euros, afin d'améliorer l'accès au réseau.

98% des foyers du département peuvent bénéficier d'une solution ADSL classique, grâce aux 164 centraux téléphoniques dispersés dans l'Aisne. Depuis 2006, il est également proposé à 36 communes de disposer d'une technologie radio ; et depuis 2008, le conseil général propose une solution par satellite.

En 2011-2012, le SDAN est déjà entré dans sa phase opérationnelle. Le conseil général se concentrera sur le traitement des zones d'ombre par la construction de NRA-ZO (Nœuds de Raccordement Abonnés en Zone d'Ombre). 19 armoires seront installées pour fournir un accès haut débit Internet à certains foyers et augmenter le débit sur d'autres lignes. 3,6 millions d'euros seront investis pour l'équipement de 27 communes. 741 lignes deviendront éligibles au haut débit et 4 564 monteront en débit.



Source : <http://observatoire.francethd.fr/>

La Communauté de Communes, en transférant la compétence à l'USEDA, s'est engagée à installer le haut débit sur l'ensemble du territoire communautaire dans les années à venir.

3] Compatibilité et articulation du PLU avec les autres documents d'urbanisme, plans ou programmes

Le développement de NESLES-LA-MONTAGNE est encadré par différents documents, plans et programmes supra communaux avec lesquels le Plan Local d'Urbanisme doit être compatible. Le Porter à Connaissance réalisé par les services de l'Etat et transmis en commune en Décembre 2015, liste les documents s'imposant au PLU :

3.1 - Prescriptions territoriales d'aménagement

En application de l'article L.123-1 du code de l'urbanisme, le PLU doit être compatible avec :

a) Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) expose, à l'échelle supra communale, le diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.

La commune est incluse dans le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'Union des Communautés de Communes du Sud de l'Aisne, approuvé le 18 juin 2015. Il comprend l'ensemble des 125 communes de l'Union des Communautés de Communes du Sud de l'Aisne.

Ce document a pour ambition de « Faire du Sud de l'Aisne, un territoire relais entre les métropoles francilienne et rémoise ». D'après les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, le projet s'appuie sur trois axes⁴ :

- 1) Renforcer l'attractivité et l'armature du territoire ;
- 2) Conforter et diversifier la dynamique économique du Pays du Sud de l'Aisne ;
- 3) Œuvrer pour un territoire durable, aux multiples richesses naturelles, mais fortement contraint.

Le Document d'Orientations et d'Objectifs donne des prescriptions et recommandations à suivre pour atteindre les objectifs du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du SCOT. Le document vise les objectifs suivants :

⁴ Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

Thématiques	Prescriptions
Structuration du territoire	Un scénario à l'horizon 2030 ambitieux mais responsable ; La maîtrise de la consommation de l'espace à vocation d'habitat ; La maîtrise de la consommation de l'espace à vocation d'activité.
Transports et déplacements	Levier du développement territorial ; Un territoire tourné vers les mobilités durables ; Transport et urbanisation.
Politiques de l'habitat	Répondre aux besoins de construction neuve ; Maîtrise de la consommation de l'espace à vocation d'habitat ; Favoriser la mixité sociale ; Répondre aux besoins de tous les habitants par une offre diversifiée.
Economie	Renforcer la dynamique locale ; Maîtrise de la consommation de l'espace à vocation économique ; Diversifier les filières économiques du territoire.
Urbanisme commercial	Commerces et ensembles commerciaux de proximité ; Commerces et ensembles commerciaux intermédiaires ; Commerces et ensembles commerciaux majeurs.
Equipements	Anticiper les futurs besoins du territoire ; Une logique intercommunale pour répondre à tous les besoins ; Le développement en lien avec la structuration du territoire ; Soutenir les projets en cours ; Equipements numériques
Environnement	Protection des espaces agricoles ; Préservation et valorisation des paysages ; Un développement urbain en accord avec la qualité patrimoniale et paysagère du territoire ; Les entrées de ville et franges urbaines ; Préservation du patrimoine naturel et de la biodiversité ; Maintien et restauration des continuités écologiques ; Limiter les phénomènes de fragmentation de la TVB ; Protéger la ressource en eau potable ; Gérer les eaux pluviales ; Garantir un assainissement des eaux usées optimal ; Prendre en compte les risques naturels dans les choix d'urbanisme ; Réduire le risque technologique ; Faciliter une gestion adéquate des déchets ; Accroître les performances énergétiques du territoire.

Le document a classifié l'ensemble des communes du territoire pour y parvenir ; on distingue les pôles structurants (8), les pôles relais (6), les pôles de proximité (7) et les communes rurales (104). NESLES-LA-MONTAGNE appartient aux pôles structurant.

Structuration du territoire

Concernant le développement de l'habitat, les documents d'étude envisagent le scénario de population suivant : + 9 960 habitants d'ici 2035⁵ sur l'ensemble de l'UCCSA (dont 4 440 sur le pôle structurant). Cela représente 8 560 logements à construire dont 3 500 sur le pôle structurant, *soit 437 logements en moyenne par commune.*

La Communauté de Communes de la Région de Château-Thierry devra permettre la réalisation de 4 260 logements (construction neuve). Le potentiel de constructions doit être attribué par la communauté de communes, pour chacune de ses communes membres, selon la classification définie au SCOT.

Pour être compatible avec le SCOT, le PLU doit respecter les principes suivants :

- **Extension maximale de 4,65 ha à vocation d'habitat ;**
- **Respect de la règle de densité en pôle structurant : 35 à 45 logements/ha ;**
- **Possibilités d'accueil de 155 à 190 logements ;**
- **25 à 35% de logement sociaux ;**
- **140 à 200 emplois supplémentaire.**

► Le PLU devra être compatible avec les grandes orientations de ce document supracommunal et ne doit pas remettre en cause l'économie générale du SCoT (respect de ses principes tout en laissant une certaine marge d'appréciation aux communes).

b) Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

La commune de Nesles-la-Montagne est couverte par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux 2016-2021 du bassin Seine et cours d'eau côtiers normands, adopté le 5 novembre 2015 par le comité de bassin.

Institué par la loi sur l'eau de 1992 et renforcé par la directive cadre sur l'eau, le SDAGE est un instrument de planification qui fixe pour chaque bassin hydrographique les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans l'intérêt général et les objectifs environnementaux pour chaque masse d'eau (plans d'eau, tronçons de cours d'eau, estuaires, eaux côtières, eaux souterraines). Il détermine aussi les aménagements et les dispositions nécessaires pour prévenir la détérioration et assurer la protection et l'amélioration de l'état des eaux et des milieux aquatiques ainsi que les sous-bassins hydrographiques pour lesquels un SAGE devra être réalisé.

⁵ Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) – Dossier approuvé.

Le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands fixe les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux.

5 enjeux majeurs ont été identifiés pour la gestion de l'eau dans le bassin :

- Préserver l'environnement et sauvegarder la santé en améliorant la qualité de l'eau et des milieux aquatiques de la source à la mer ;
- Anticiper les situations de crise en relation avec le changement climatique pour une gestion quantitative équilibrée et économe des ressources en eau : inondations et sécheresses ;
- Favoriser un financement ambitieux et équilibré de la politique de l'eau ;
- Renforcer, développer et pérenniser les politiques de gestion locale ;
- Améliorer les connaissances spécifiques sur la qualité de l'eau, sur le fonctionnement des milieux aquatiques et sur l'impact du changement climatique pour orienter les prises de décisions

Ces 5 enjeux sont traduits sous forme de défis et de leviers transversaux :

- Défi 1 - Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques ;
- Défi 2 - Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques ;
- Défi 3 - Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les micropolluants ;
- Défi 4 - Protéger et restaurer la mer et le littoral ;
- Défi 5 - Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future ;
- Défi 6 - Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides ;
- Défi 7 - Gérer la rareté de la ressource en eau ;
- Défi 8 - Limiter et prévenir le risque d'inondation ;
- Levier 1 - Acquérir et partager les connaissances pour relever les défis ;
- Levier 2 - Développer la gouvernance et l'analyse économique pour relever les défis.

► **Le PLU devra être compatible avec les orientations et objectifs du document.**

c) Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

La déclinaison du SDAGE au niveau des bassins versants s'effectue par le biais de Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE).

Le SAGE constitue donc un outil réglementaire à la disposition des acteurs locaux, leur permettant d'atteindre les objectifs de qualité et de remplir l'obligation de résultat, imposés par l'Europe dans la Directive Cadre sur l'Eau (DCE).

NESLES-LA-MONTAGNE n'est concerné par aucun SAGE.

d) Programme Local de l'Habitat (PLH)

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) est un document d'observation, de définition et de programmation destiné à encadrer la politique du logement d'un territoire donné. Son élaboration est de la compétence des Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI). La loi portant Engagement National pour le Logement (ENL) du 13 juillet 2006 rend ce document obligatoire dans toutes communautés d'agglomération et communautés urbaines, mais également dans toutes communautés de communes, compétentes en matière d'habitat, dont la population atteint les 30 000 habitants et comptant au moins une commune de plus de 10 000 habitants (ainsi que dans les communes de plus de 20 000 habitants non membres d'un EPCI).

Le programme local de l'habitat, établi par un établissement public de coopération intercommunale pour l'ensemble de ses communes membres, définit pour une durée de 6 ans les objectifs et les principes d'une politique devant répondre aux besoins en logement et en hébergement tout en favorisant la mixité sociale et le renouvellement urbain (articles L.302-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation).

Le projet de PLH de la communauté de communes de la région de Château-Thierry, à laquelle la commune de NESLES-LA-MONTAGNE adhère, a reçu un avis favorable en bureau du Conseil régional de l'habitat le 20 novembre 2014. L'objectif affiché pour la commune de Nesles-la-Montagne est la création de 27 logements dont 23 en locatifs aidés.

Le PLU de NESLES-LA-MONTAGNE devra être compatible avec les dispositions du PLH.

e) Plan Départemental de l'Habitat (PDH)

Une convention entre l'État et le département, signé le 20 mai 2008 destinée à l'élaboration conjointe d'un Plan Départemental de l'Habitat, a permis l'adoption et la validation de celui-ci en novembre 2011. Validé pour une période de 6 ans, ce plan institué par la loi du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement a pour objectif principal de mettre en cohérence les politiques menées dans les

intercommunalités couvertes par un programme local d'habitat et celles menées sur le reste du département afin de lutter contre les inégalités et les déséquilibres territoriaux. Il doit permettre d'identifier les enjeux du département et d'apporter des réponses adaptées.

f) Plan de Déplacements Urbains (PDU)

Les articles L. 1214-1 et suivants du code des transports relatifs aux Plans de Déplacements Urbains définissent les principes régissant l'organisation du transport de personnes et de marchandises, la circulation et le stationnement. Ce document a pour objectif d'organiser l'usage des différents modes de transport afin de diminuer la part du trafic automobile.

La loi d'orientation pour les transports intérieurs (Loi) du 30 décembre 1982 a conçu les plans de déplacements urbains (PDU), cadre privilégié de la planification des actions des collectivités locales en matière d'organisation des transports, de la circulation et du stationnement. Ce document a pour objectif de rationaliser l'usage des différents modes de transport afin de diminuer la part du trafic automobile.

Le PDU, renforce dans son rôle par la loi SRU, devient un document au service d'objectifs de la cohésion sociale et urbaine.

La communauté de communes de la région de Château-Thierry a estimé nécessaire d'engager, sur son territoire, une démarche de PDU afin de mettre en place une politique de déplacements efficace et adaptée.

Le PLU de Nesles-la-Montagne devra être compatible avec les dispositions du PDU des que celui-ci sera approuvé. A défaut, il devra être révisé dans un délai de 3 ans à compter de l'approbation du PDU.

g). Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)

Afin de contribuer à la préservation des territoires, des milieux naturels et des espèces, la loi portant Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010, prévoit l'élaboration, dans chaque région, d'un Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), sous l'égide de la Région et de l'Etat. Ce schéma constitue un document-cadre de référence visant à mettre en cohérence l'ensemble des politiques en faveur de la biodiversité et à faciliter un aménagement du territoire respectueux des continuités écologiques.

En date du 28 janvier 2016, le Conseil Régional des Hauts-de-France a demandé par délibération au Préfet de Région que soit élaboré un SRCE pour l'ensemble de cette nouvelle Région.

h) Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) : confère page 85 du présent diagnostic

3.2 - Patrimoine archéologique

a) Prescriptions du Code du Patrimoine⁶

Le livre V du code du Patrimoine relatif à l'archéologie, et notamment l'article L. 524-2 modifié par la loi n°2011-1978 du 28 décembre 2011, institue « une redevance d'archéologie préventive due par les personnes y compris membres d'une indivision, projetant d'exécuter des travaux affectant le sous-sol et qui :

- sont soumis à une autorisation ou à une déclaration préalable en application du code de l'urbanisme ;
- ou donnent lieu à une étude d'impact en application du code de l'environnement ;
- ou, dans le cas des autres travaux d'affouillement, sont soumis à déclaration administrative préalable selon les modalités fixées par décret en Conseil d'État. En cas de réalisation fractionnée, la surface de terrain à retenir est celle du programme général des travaux ».

Si les aménagements sont susceptibles d'affecter les éléments du patrimoine archéologique, le préfet de région pourra prescrire des mesures de détection, et le cas échéant de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique. Sont notamment concernées les opérations mentionnées aux articles R.523-4 et R.523-5 du code du patrimoine.

Il est également rappelée l'application de l'article L.531-14 du code du patrimoine de portée supra-communale : « Lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisation antique, vestiges d'habitation ou de sépulture anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au préfet. Celui-ci avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie (...) ».

⁶ Service compétent : DRAC – service régional de l'archéologie, 5 rue Henri Daussy, 80044 Amiens Cedex.

La loi n°2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificatives pour 2011 a modifié l'article L.524-4 du code du patrimoine, listant les travaux et installations soumis à la redevance d'archéologie préventive ainsi que l'article L.524-7 définissant ses modalités de calcul.

La loi n°2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 a depuis précisé les travaux exonérés de redevance archéologique (Article L 524-3 du code du patrimoine).

b) Prescriptions du Code de l'Urbanisme

Toute société a un devoir de conservation et de transmission du savoir. La protection des vestiges du passé constitue un enjeu patrimonial et culturel.

Sont applicables les dispositions de la loi du 27 septembre 1941, validée par ordonnance du 13 septembre 1945, qui prévoit notamment la déclaration de toute découverte fortuite à caractère archéologique, ainsi que la loi n° 80-532 du 15 juillet 1980 protégeant les terrains contenant des vestiges archéologiques.

La loi relative à l'archéologie préventive du 17 juillet 2001 modifiée par la loi n° 2003-707 du 1^{er} août 2003 rappelle que l'archéologie préventive a pour objet d'assurer, à terre et sous les eaux, dans les délais appropriés, la détection, la conservation ou la sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement.

L'Etat veille à la conciliation des exigences respectives de la recherche scientifique, de la conservation du patrimoine et du développement économique et social.

Par ailleurs, le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004, relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, prévoit que toutes les opérations d'aménagement, de construction ou de travaux susceptibles d'affecter les éléments du patrimoine archéologique, doivent être soumises à des travaux de détection. Les projets entrant dans le champ d'application de ces dispositions sont les suivants :

- ✓ ceux situés dans les zones de présomption de fouilles archéologiques
- ✓ les opérations de lotissement affectant une superficie supérieure ou égale à 3 hectares
- ✓ la réalisation de zones d'aménagement concerté affectant une superficie supérieure ou égale à 3 hectares
- ✓ les travaux d'affouillement, de nivellement ou d'exhaussement de

sols liés à des opérations d'aménagement portant sur des terrains d'une superficie supérieure à 10000m² et affectant le sol sur une profondeur de plus de 0,50 mètre.

Les textes qui constituent le cadre législatif et réglementaire de protection du patrimoine archéologique sont les suivants :

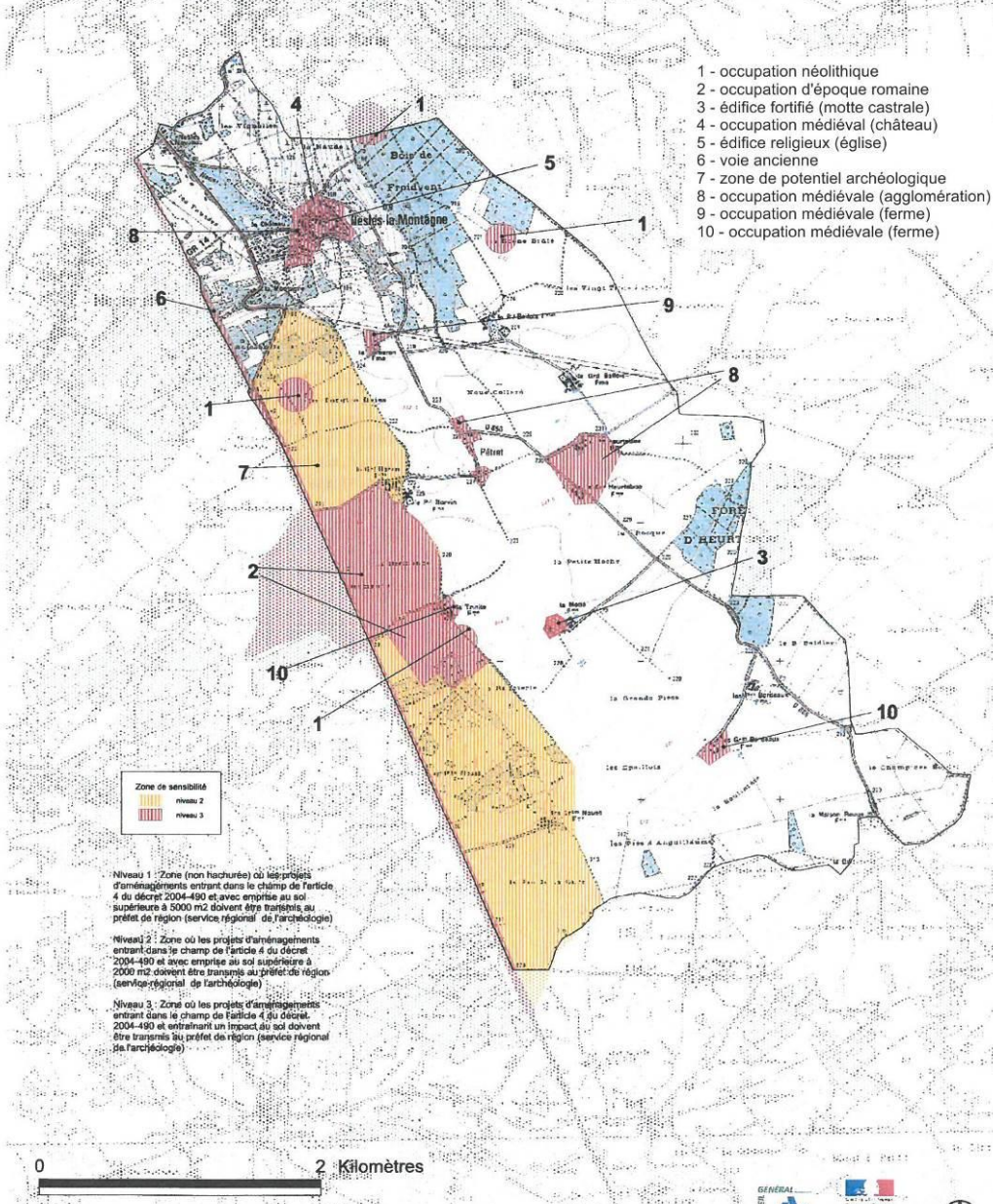
- ✓ Code du patrimoine, notamment son livre Ier, titre Ier et livre V, titres II, III et IV;
- ✓ Code de l'urbanisme, articles L425-11, R425-31, R111-4 et R160-14 ;
- ✓ Code pénal, articles R645-13, 311-4-2, 322-3-1, 714-1 et 724-1 ;
- ✓ Loi n°89- 900 du 18 décembre 1989 relative à l'utilisation des détecteurs de métaux.

Les éléments de connaissance du patrimoine archéologique sur le territoire de Nesles figurent sur la carte suivante :

**Eléments généraux de connaissance et de localisation du patrimoine archéologique
Commune de Nesles-la-Montagne (02)**

Zones de présomption de prescriptions archéologiques (articles L522-5 du code du patrimoine)

Eléments généraux de connaissance et de localisation du patrimoine archéologique (art.69 et 70 du décret 2004-490)



SRA Picardie - cellule carte archéologique - décembre 2006



4] Servitudes d'utilité publique et contraintes territoriales

Le territoire communal est affecté par plusieurs servitudes d'utilité publique et contraintes qui méritent d'être prises en compte lors de l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme. Elles sont recensées par les services de l'État, dans le « Porter à connaissance », réalisé en Décembre 2015.

4.1 - Servitudes d'utilité publique

Les servitudes affectant l'utilisation du sol sont des limitations administratives au droit de propriété, instituées par des actes spécifiques, en application de législations particulières, en vue notamment de préserver le fonctionnement de certains équipements publics, le patrimoine naturel ou culturel ainsi que la salubrité et la sécurité publiques. A ce titre, elles doivent être prises en compte dans le PLU conformément à l'article R 126-1 du code de l'urbanisme. La liste de ces servitudes a été fixée par arrêté ministériel du 11 mai 1984⁷.

Servitudes relatives à la conservation du patrimoine

📌 Périmètre de protection des captages (AS1)

Par décret impérial des 4 et 8 mars 1862, a été instituée une servitude d'utilité publique relative à la protection de l'aqueduc de la Dhuis. Les périmètres de protection immédiate, rapprochée (13 mètres) et éloignée (40 mètres) englobent une partie du territoire de la commune.

📌 Protection des monuments historiques (AC1)⁸

L'église Saint-Martin a été classée monument historique le 31 décembre 1979. Dans un rayon de 500 mètres autour de ce monument classé, tout projet doit être soumis à l'avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France (lorsque le projet est en situation de covisibilité avec l'édifice classé).

Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et de certains équipements

📌 Lignes électriques (I4)

Pour toutes les lignes inférieures à 63 KV implantées sur le territoire de Nesles-la-Montagne, il conviendra de consulter la subdivision ERDF dont dépend la commune. Les servitudes pour les lignes supérieures ou égales à 63 KV sont établies par arrêté préfectoral.

⁷ Voir tableau des servitudes, en annexe du document.

⁸ Service compétent : Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine de l'Aisne, 1 rue Saint-Martin, 02000 Laon.

Pour connaître les servitudes s'appliquant sur les terrains en question, il convient de contacter Transport Electricité du Nord-Est, 62 rue Louis Delos (TSA 72012), 59 709 Marcq-en-Barœul cedex.

Les lignes supérieures ou égales à 63 KV sont les suivantes :

- Ligne 63 KV Crézancy-Nogentel
- Ligne 2 X 63KV Montmirail-Nogentel et Montmirail-Nogentel dérivation Chézy

Pour toutes les lignes de tension égale ou supérieure à 130 KV, le périmètre de servitude s'étend :

- autour d'un rayon de 30 m ou 3 une distance égale à la hauteur du support si celle-ci est supérieure, le centre du cercle étant constitué par l'axe vertical des supports de la ligne,
- sur une largeur de 10 mètres de part et d'autre de la projection verticale au sol des câbles de la ligne.

Les lignes supérieures à 130 KV sont les suivantes :

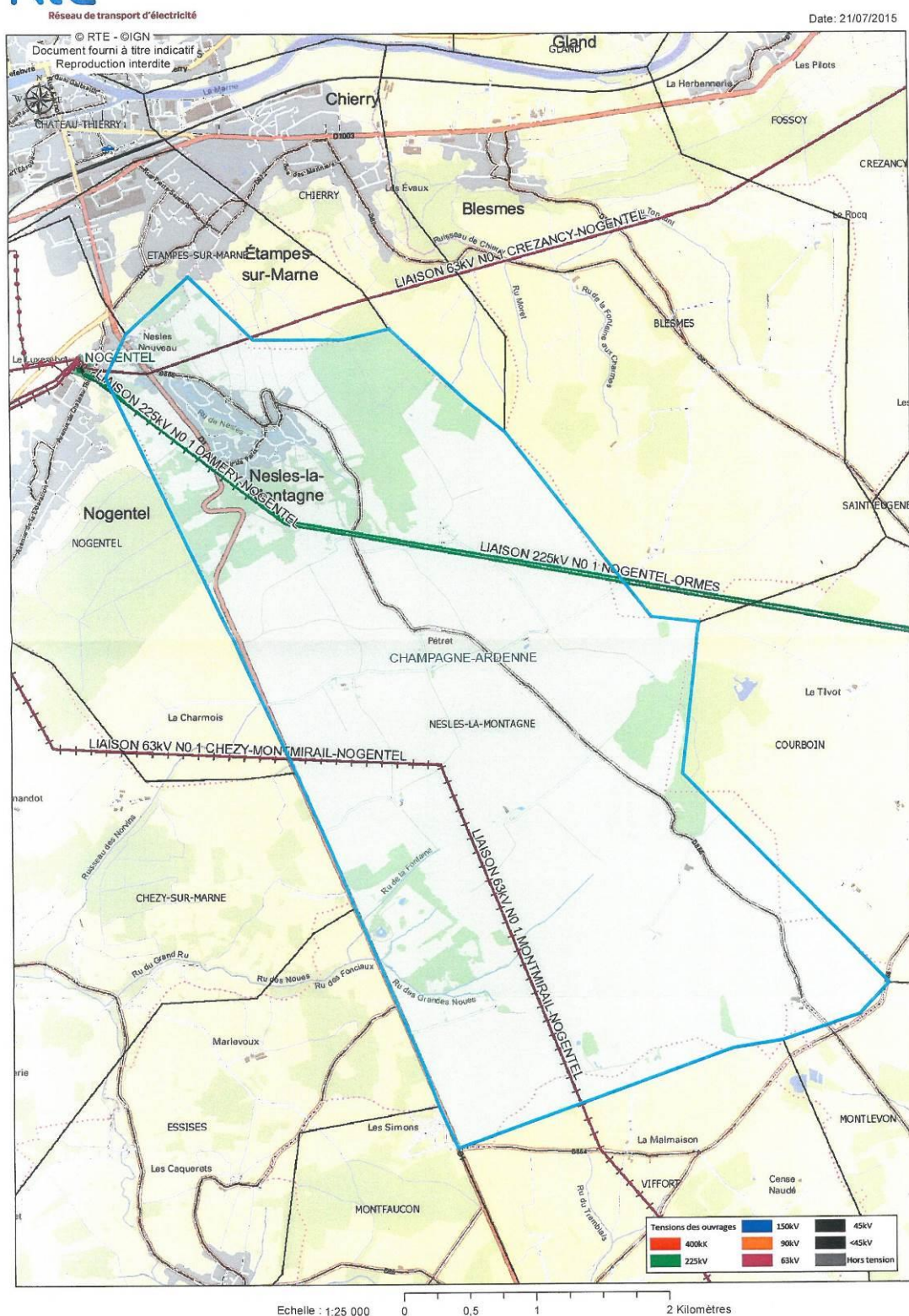
- Ligne 225 KV Damery-Nogentel
- Ligne 225 KV Ormes-Nogentel
- Ligne 2 X 225 KV Damery-Nogentel et Ormes Nogentel.

Pour toutes les lignes de tension égale ou supérieure à 350 KV, le périmètre de servitude s'étend :

- autour d'un rayon de 40 m ou à une distance égale à la hauteur du support si celle-ci est supérieure, le centre du cercle étant constitué par l'axe vertical des supports de la ligne.
- sur une largeur de 15 mètres de part et d'autre de la projection verticale au sol des câbles de la ligne.



PLU commune de Nesles-La-Montagne



Tout projet de construction à proximité des ouvrages existants doit être soumis pour accord préalable à la DREAL de Picardie - 56 rue Jules Barni - 80026 Amiens cedex

Servitudes aéronautiques (T7)⁹

Le territoire national est grevé par des servitudes aéronautiques établies à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières soumises à autorisation en application des articles R.244-1 et D.244-1 à D.244-4 du code de l'aviation civile. L'arrêté du 25 juillet 1990 relatif à ces installations est annexé au dossier.

La Direction de la sécurité de l'aviation civile rappelle l'application de l'arrêté interministériel du 25 juillet 1990 et en particulier, qu'en dehors de l'agglomération, toute installation de plus de 50 mètres de hauteur est soumise à l'accord préalable du ministre chargé de l'aviation civile et à l'accord du ministre chargé des Armées. Dans ce cas, elle serait susceptible de se voir prescrire un balisage diurne et lumineux conforme à la réglementation en vigueur.

Servitudes radioélectriques (PT2)¹⁰

Le territoire de la commune de Nesles-la-Montagne est grevé par des servitudes hertziennes du réseau régional de France Télécom pour la protection contre les obstacles institués par décret du 8 janvier 1979 dans les zones suivantes :

- la zone de dégagement de la LH Igny-Comblizy / Saint-Jean-les-Deux Jumeaux,
- la zone spéciale de dégagement de 300 mètres.

Servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publique

Plans d'exposition aux risques naturels et prévisibles (PM1)¹¹

Les plans de prévention des risques naturels prévisibles résultent de la loi n°87-565 du 22 juillet 1987 modifiée par la loi n°95-101 du 2 février 1995. Des textes législatifs et réglementaires ont complété ce dispositif et sont codifiés aux articles L.562-1 3 L.562.9 du code de l'environnement.

Par arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2015, le plan de prévention des risques inondations et coulées de boue entre Chézy-sur-Marne et Nogentel a été approuvé. Ce PPR vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, cette servitude sera annexée au PLU conformément à l'article R.126-1 du code de l'urbanisme et à l'article L.562-4 du code de

⁹ Service compétent : Aviation civile – aéroport de Beauvais-Tille – 60000 BEAUVAIS.

¹⁰ Service compétent : Télédiffusion de France Direction opérationnelle de Lille, 35 rue Gambetta, 59130 Lambersart.

¹¹ Service compétent : DDT – Service Environnement – Unité de Prévention des Risques – 50 boulevard de Lyon, 02011 Laon Cedex.

l'environnement. Les dispositions prévues dans le PLU ne devront pas être moins contraignantes que celles du PPR. De plus, le PLU ne devra pas augmenter les risques existants ou en créer de nouveaux.

Le PPR distingue quatre types de zones :

→ **La zone rouge divisée en deux classes :**

- **La zone « rouge foncé »** indique les zones les plus exposées, où les inondations par débordement de ru ainsi que les phénomènes de ruissellement et de coulées de boue sont redoutables en raison de l'urbanisation et de l'intensité de leurs paramètres physiques (phénomènes rapides, hauteur d'eau importante, vitesse d'écoulement importante).
- **La zone « rouge clair »** englobe les zones d'expansion des crues, quelque soit la hauteur d'eau. Il semble nécessaire de les préserver de toute urbanisation pour conserver les champs d'expansion naturelle des crues.

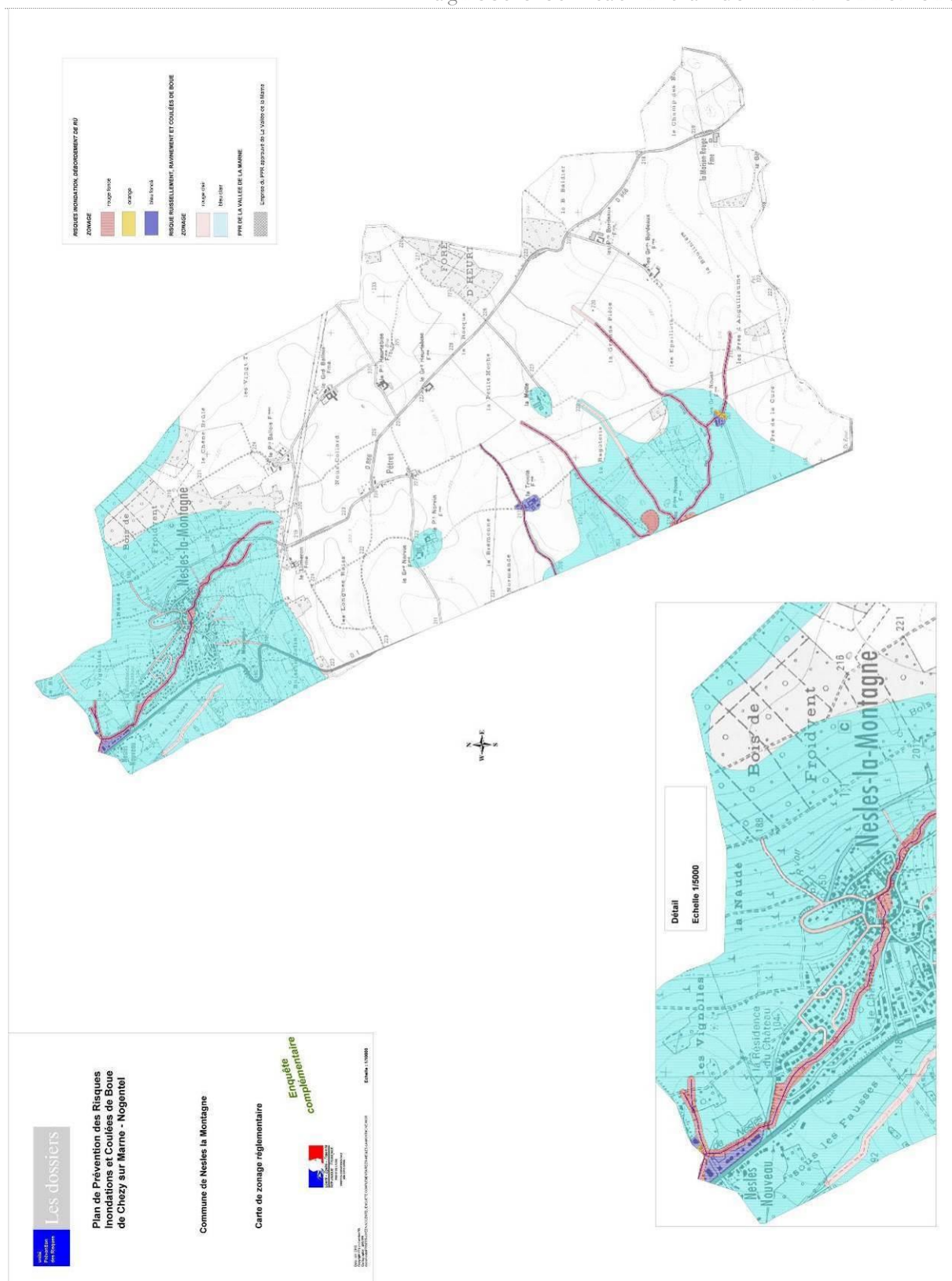
→ **La zone orange :** Elle inclut les zones inondables où s'exerce une activité économique, hormis les exploitations de carrières, qui ne pourra être en aucun cas reconvertie en zone d'habitat. Le maintien de l'activité existante prévaut, son agrandissement peut être autorisé sous réserve de prescriptions particulières prenant en compte les risques d'inondations, de ruissellements et de coulées de boue. Le changement d'activité est permis. Toutes les mesures doivent être mises en œuvre pour limiter la vulnérabilité. En cas d'abandon d'activité, les dispositions applicables en zone orange s'orienteront vers les dispositions applicables en zone rouge.

→ **La zone bleue :** Elle inclut les zones urbanisées inondables (par débordement de ru) ou exposées aux phénomènes de ruissellement et coulées de boue (sauf degré d'exposition exceptionnel). Elle est vulnérable mais les enjeux d'aménagement urbain sont tels qu'ils justifient des dispositions particulières. Ces zones bleues sont dites constructibles sous réserve de prescriptions et/ou de recommandations permettant de prendre en compte le risque.

→ **La zone blanche :** Elle peut être bâtie ou non bâtie, et n'est pas considérée comme exposée par les phénomènes de débordement de ru ou de ruissellement et coulées de boue. Cependant, quelques dispositions doivent y être respectées, notamment au titre de sa proximité avec les autres zones. La zone blanche concerne par défaut les terrains n'appartenant pas aux autres zones.

Plan Local d'Urbanisme de NESLES-LA-MONTAGNE

Diagnostic et Etat initial de l'Environnement



Les zones rouge et bleue sont divisées en deux sous-parties caractérisées par des teintes différentes de façon à distinguer le risque d'inondation par débordement du ru du risque de ruissellement et coulées de boue.

La zone « rouge foncé » redessine le réseau hydraulique de la commune ; elle est définie de part et d'autre des rus de Nesles et des Grandes Noues. Cette zone rouge foncée est quelque fois doublée par une zone bleue foncée sur ses extérieurs (au niveau de la Ferme de la Trinité, Ferme des Grandes Noues et Hameau de Nesles Nouveau). La zone « rose » reprend les fossés et les chemins susceptibles de drainer les eaux pluviales. La zone bleue clair est très vaste sur le territoire ; elle concerne les abords du bourg et l'ensemble des coteaux.

La zone orange est très localisée sur NESLES-LA-MONTAGNE, au niveau de quelques bâtiments de la ferme des Grandes Noues.

► Ce PPRI vaut Servitudes d'Utilité Publique. Le PLU doit tenir compte des risques connus. Les dispositions du PLU ne devront pas être moins contraignantes que celles du PPR. Le PLU ne devra pas augmenter les risques existants ou en créer de nouveaux.

4.2 – Projet d'intérêt général

L'article L.121-9 du Code de l'Urbanisme, modifié par l'article 15 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dispose que :

« L'autorité administrative peut qualifier de projet d'intérêt général tout projet d'ouvrage, de travaux ou de protection présentant un caractère public et répondant à deux conditions :

1 - être destiné à la réalisation d'une opération d'aménagement ou d'équipement, au fonctionnement d'un service public, au logement des personnes défavorisées ou de ressources modestes, à la protection du patrimoine naturel ou culturel, à la prévention des risques, à la mise en valeur des ressources naturelles, à l'aménagement agricole et rural ou à la préservation ou à la remise en bon état des continuités écologiques,

2 - et avoir fait l'objet d'une délibération ou d'une décision d'une personne ayant la capacité d'exproprier ou une inscription dans une des documents de planification prévus par les textes.

Les projets relevant de l'initiative des communes ou de leurs groupements compétents pour élaborer un document d'urbanisme ou des communes membres de ce groupement ne peuvent être qualifiés de PIG pour l'application de l'article L.121-2. »

- ⇒ La commune de NESLES-LA-MONTAGNE est comprise dans les aires géographiques des « AOC Champagne et coteaux champenois » et comporte une aire délimitée parcellaire pour la production de raisins (carte ci-jointe).
- ⇒ Le territoire communal est également concerné par le programme d'intérêt général départemental couvrant l'intégralité du département de l'Aisne jusqu'au 22 octobre 2015 dont les thématiques sont la lutte contre l'habitat indigne et la lutte contre la

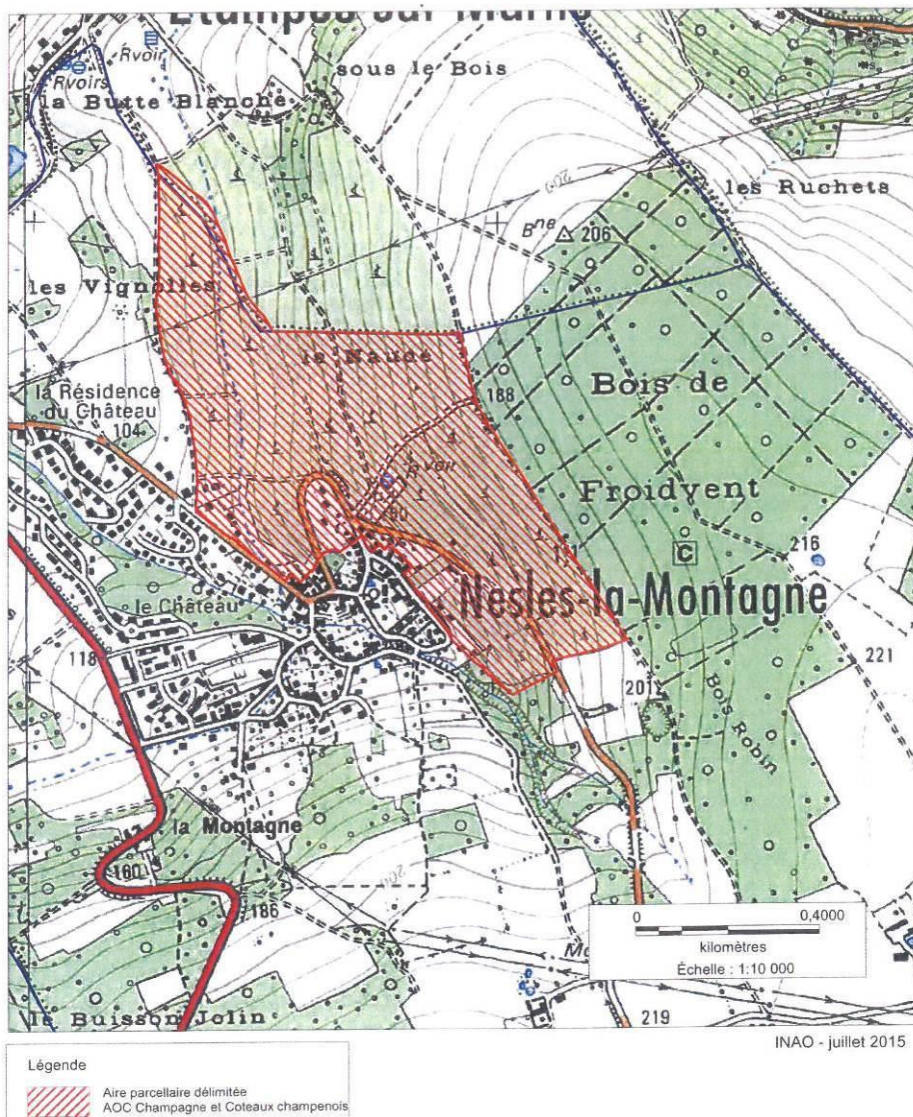
précarité énergétique. Un avenant a été signé le 20 août 2014 pour inclure au programme la thématique « l'adaptation des logements au vieillissement ».

Le PLU ne devra pas empêcher la réalisation du projet ou par ses dispositions en compromettre sa mise en œuvre.

Autre information: la commune est comprise dans l'aire de production de l'indication géographique protégée (IGP) « les volailles de la Champagne ».

Zone concernée par l'AOC Champagne (aire de production)

AOC Champagne et Coteaux champenois
Aire parcellaire délimitée
Commune de Nesle la Montagne (02)



Sources : IGN/INAO

4.3 – Contraintes particulières

Il s'agit de servitudes ou d'obligations qui ne figurent pas sur la liste des servitudes, annexée à l'article R.126-1 du code de l'urbanisme, mais qui doivent être reprises dans le PLU.

Sites et sols pollués

Les sites et sols pollués ne font pas l'objet d'un cadre juridique spécifique mais s'appuient sur le code minier et le code de l'environnement et notamment sur le livre V - prévention des pollutions, des risques et des nuisances.

Afin d'évaluer l'ampleur des enjeux sur le territoire communal, deux sites - Basias et Basol - permettent de prendre connaissance des sites concernés et constituent des outils de gestion des sols pollués et d'aménagement du territoire.

Le site Basias dont le lien est « <http://basias.brgm.fr> » recense l'inventaire historique des sites industriels et activités de service. La commune de NESLES-LA-MONTAGNE est concernée par deux sites :

Identifiant	Raison sociale	Activités	Etat d'occupation du site
PIC 0204348	Hecht Antoine	Démantèlement d'épaves, récupération de matières métalliques recyclables	Activité terminée
PIC0204347	ABC Distribution	Fabrication, transformation et/ou dépôt de matières plastiques de base	Activité terminée

Le site Basol dont le lien est « <http://basol.environnement.gouv.fr> » constitue la base des sites pollués ou potentiellement pollués qui appellent une action de l'administration.

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement. La commune de NESLES-LA-MONTAGNE n'est pas concernée.

Industries

Sont répertoriées ci-dessous des activités industrielles soumises au régime des installations classées pour la protection de l'environnement.

Raison sociale	Activité	Nomenclature
Bouniol SA (usine du Luxembourg)	Travail mécanique des métaux et alliages Emploi de liquides organohalogénés	Déclaration
Société Greenfield (Château-Thierry)	Valorisation agricole des boues issues de la station d'épuration de l'usine - Epandage	Autorisation

L'installation de nouvelles activités doit être prise en compte à la fois dans le PLU et au cours de l'instruction des autorisations du droit des sols.

L'élaboration du PLU sera aussi le moment d'actualiser les données afin de prendre en compte l'implantation de nouvelles d'activités ainsi que les cessations éventuelles.

Repères géodésiques

L'IGN gère les points géodésiques sur la commune. Ils doivent être préservés.

Informations aéronautiques

L'aviation civile nous informe que le territoire communal n'est grevé d'aucune servitude aéronautique civile, tant radioélectrique que de dégagement d'aérodrome.

Néanmoins, il est rappelé que l'arrêté interministériel en date du 25 juillet 1990, de portée générale, est applicable à l'ensemble du territoire.

En particulier, en dehors d'une agglomération, toute installation de plus de 50 mètres de hauteur est soumise à l'accord du ministre chargé de l'aviation civile et à l'accord du ministre chargé des armées et peut être susceptible de se voir prescrire un balisage diurne et lumineux conforme à la réglementation en vigueur.

Le service de l'aviation civile pourra vous apporter de plus amples renseignements (direction de l'aviation civile Nord, délégation de Picardie, aéroport de Beauvais-Tillé, 60000 Beauvais, tel : 03.44.11.49.11.).

5] Politiques contractuelles et démarches intercommunales

5.1 - Habitat

Suite à la loi portant engagement pour le logement du 13 juillet 2006 (Loi ENL), un pacte national pour le logement a été proposé afin de mettre en place toute une série de mesure concrètes pour encourager la construction de logements. La loi ENL vise quatre grands objectifs :

- Aider les collectivités à construire ;
- Soutenir l'accès social à la propriété ;
- Développer l'offre locative à loyers maîtrisés ;
- Favoriser l'accès de tous à un logement confortable.

La loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion dite loi MOLLE du 25 mars 2009, vise à adapter les lois ENL et DALO à l'évolution du contexte socio-économique. Elle touche l'ensemble des secteurs du logement.

Pour atteindre ces objectifs, la loi donne aux communes de nouveaux outils en matière d'urbanisme et de foncier :

- La commune aura la possibilité d'indiquer dans le rapport de présentation du PLU, un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants.
- La loi prévoit que le conseil municipal procède à une analyse de l'application du PLU au regard de la satisfaction des besoins en logements et de l'échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser, et de la réalisation des équipements correspondants lorsque le rapport de présentation comporte un échéancier. Ce débat est organisé tous les trois ans dès lors que le plan n'a pas été mis en révision. Dès lors le conseil municipal délibère sur l'opportunité d'une mise en révision simplifiée du PLU.
- La commune aura également la possibilité de délimiter dans le plan local d'urbanisme des secteurs dans lesquels des programmes de logements devront comporter obligatoirement des catégories de logements locatifs définies par le PLU dans le respect des objectifs de mixité sociale.
- La commune aura la possibilité de majorer la taxe sur les terrains constructibles situés dans les zones urbaines délimitées par le PLU qui restent non bâties afin de lutter contre la rétention foncière¹².
- La commune aura également la possibilité d'instituer une taxe forfaitaire permettant le partage de la plus-value des terrains devenus constructibles, entre le propriétaire et la collectivité.

¹²Cette majoration est décidée par délibération du conseil municipal jusqu'à un plafond de 3€/m² (loi ENL). Cette mesure ne s'applique qu'aux terrains de plus de 1000 m².

Chaque commune devra adopter des mesures permettant de loger toutes les catégories de population dans des logements décents (loi DALO du 5 mars 2007 qui instaure le droit au logement opposable).

NESLES-LA-MONTAGNE n'est engagée dans aucune Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH).

5.2 - Plan Départemental de l'habitat

Une convention entre l'Etat et le Département a été signée le 20 mai 2008 pour élaborer conjointement un plan départemental de l'habitat. Celui-ci adopté et validé le 28 novembre 2011 s'inscrit dans la durée pour une période de 6 ans. La politique du logement doit s'inspirer des conclusions de ce plan, à savoir :

- Cibler les dispositifs envers les populations à besoin spécifiques ;
- Favoriser l'application des principes de mixité sociale et de développement durable face à la diversité des besoins des ménages ;
- Promouvoir la requalification du parc dégradé et la maîtrise du foncier dans une optique de développement durable.

5.3 - Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD)

En application de la loi du 31 mai 1990 dite « loi Besson », un plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées a été mis en place dans le département de l'Aisne le 25 juin 1991. Depuis, quatre PDALP se sont succédés.

L'objet principal de ce plan est de garantir le droit au logement par des mesures qui doivent permettre aux personnes ou familles éprouvant des difficultés d'ordre social, familial ou économique, en raison notamment de l'inadaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence, d'accéder à un logement indépendant et décent ou de s'y maintenir et d'y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques.

Il concerne prioritairement toute personne pour laquelle le circuit classique d'accès à un logement est impossible. Les objectifs prioritaires sont :

- L'insertion sociale : développement de l'accompagnement social des personnes et gestion adaptée de logements, sous-location ;

- La solvabilisation des ménages par la mise en œuvre du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) ;
- L'accès et le maintien dans un logement indépendant et décent : développement de l'offre de logements, mobilisation des outils existants (logements adaptés, programmes sociaux thématiques, baux glissant, contingent de réservation préfectorale...), participation à la lutte contre l'habitat indigne, mise en œuvre de la politique de prévention des expulsions, logement des familles du gens du voyage sédentaires ou en voie de sédentarisation, en complément du schéma départemental d'accueil des gens du voyage.

L'amélioration de la connaissance et du suivi des besoins des ménages figure parmi les objectifs du plan.

5.4 - Accueil des gens du voyage

Le schéma départemental d'accueil des gens du voyage approuvé le 27 novembre 2012 est en vigueur dans le département de l'Aisne. Il est établi pour une durée de 6 ans.

L'article 2 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage modifiée par la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 prévoit que :

« Les communes figurant au schéma départemental, en application des dispositions des 11 et 111 de l'article 1er, sont tenues, dans un délai de deux ans suivant la publication de ce schéma, de participer à sa mise en œuvre. Elles le font en mettant à disposition des gens du voyage une ou plusieurs aires d'accueil aménagées et entretenues. Elles peuvent également transférer cette compétence à un établissement public de coopération intercommunale chargé de mettre en œuvre les dispositions du schéma départemental ou contribuer financièrement à l'aménagement et à l'entretien de ces aires d'accueil dans le cadre de conventions intercommunales.

Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale intéressés assurent la gestion de ces aires ou la confient par convention à une personne publique ou privée. »

► La communauté de communes de la région de Château-Thierry à laquelle adhère NESLES-LA-MONTAGNE possède une aire d'accueil de 40 places sur le territoire communal de Château-Thierry.

Cependant, les communes qui n'ont pas d'aire permanente d'accueil ou qui n'en financent pas ont l'obligation de permettre la halte des gens du voyage sur des terrains qu'elles leur indiquent pendant une durée minimum de 48 heures (Conseil d'Etat - 2 décembre 1983 - ville de Lille c/ Ackermann). En application de l'article L121-1 du code de l'urbanisme, un

PLU qui interdirait le stationnement des caravanes sur l'ensemble du territoire serait illégal.

5.5 – Schéma de développement commercial

La loi n°96-603 du 5 juillet 1996 dite loi Raffarin modifiée par la loi de modernisation de l'economie (LME) du 4 août 2008, relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat proposait la mise en place du schéma de développement commercial (SDC). Le SDC est un document d'aide à la décision, il ne revêt pas de valeur imperative. Ce document fixe différents objectifs en matière d'offre commerciale.

La loi LME n'a pas supprimé les schémas de développement commercial. Elle organise une meilleure prise en compte de l'aménagement commercial dans les documents d'urbanisme, notamment par la création d'un nouveau document intégré au SCOT, la zone d'aménagement commercial.

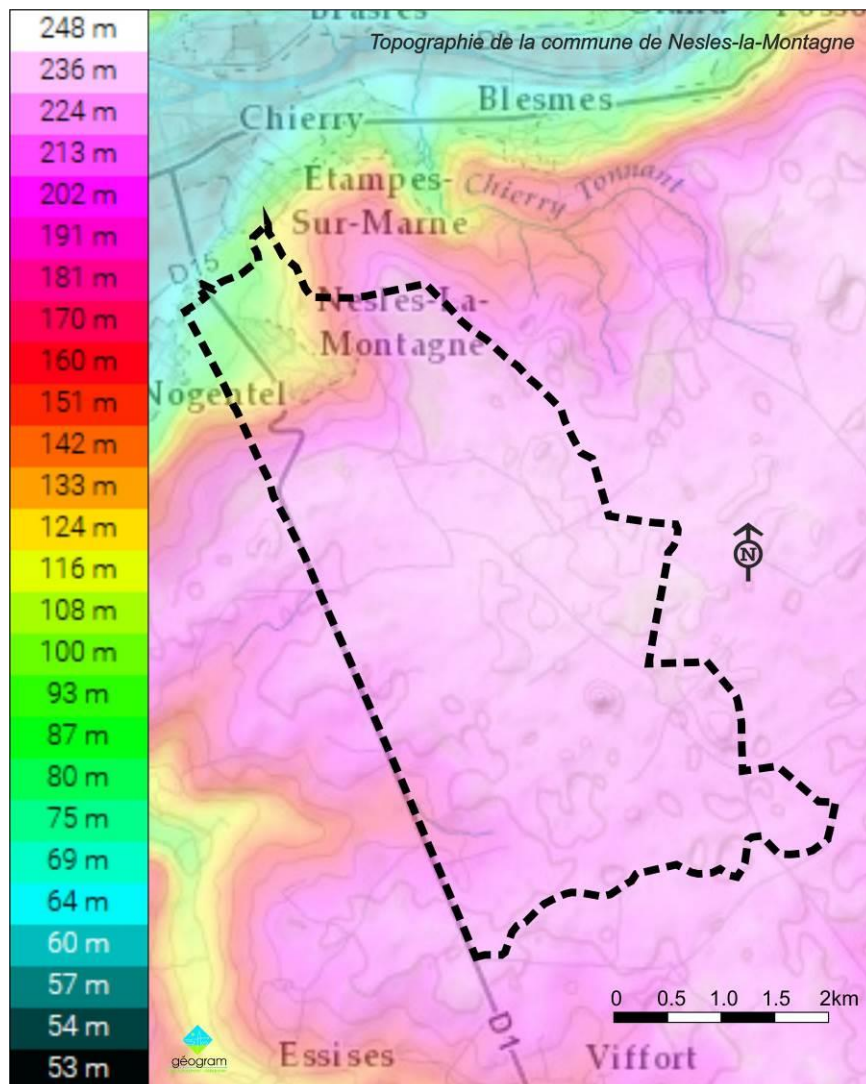
La commune de Nesles-la-Montagne s'inscrit dans le schéma de développement commercial (SDC) de Château-Thierry.

2^{ème} Partie : **État initial de l'environnement**



1] Le milieu physique

1.1 - Relief



Le territoire communal est situé à une altitude variant de 72 à 233 mètres NGF. Le village se profile à une altitude moyenne de 140 mètres. La topographie est fortement marquée, aux abords de la zone bâtie. Les habitations se sont développées au pied du coteau marquant le Nord du territoire.

Cette topographie fortement prononcée génère des aléas de coulées de boue et de ruissellement, pouvant toucher fortement les habitations de NESLES-LA-MONTAGNE.

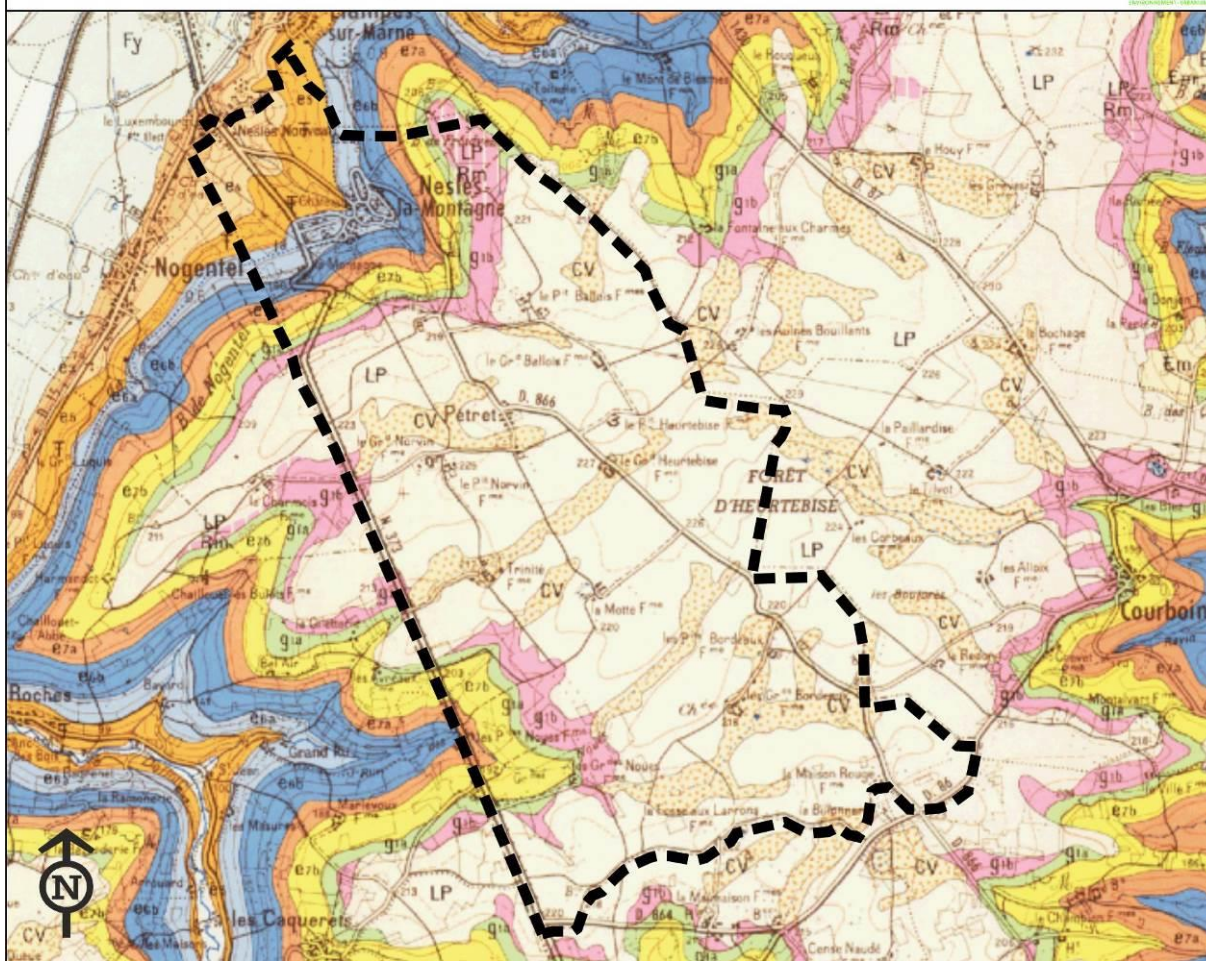
1.2 - Contexte géologique¹³

NESLES-LA-MONTAGNE se situe sur la carte géologique de Château-Thierry, réalisée par le BRGM.

La feuille de Château-Thierry recouvre partiellement le Nord-Est du plateau de Brie qui joue, dans cette région, le rôle d'une plate-forme structurale au pendage faible vers l'Ouest et vers le Sud. La surface de ce plateau est généralement constituée par des argiles à meulière de Brie, plus ou moins remaniées et recouvertes d'un manteau de limon.

¹³ Source : carte géologique au 1/50 000 n°156 de Château-Thierry, publiée par le BRGM.

Contexte géologique de la commune de Nesles-la-Montagne



Feuille n°156 : CHATEAU-THIERRY

LP : Limons

CV : Colluvions

Rm : Argile résiduelle à meulière

g1b : Stampien inférieur (faciès sannoisien) : Calcaire et meulière de Brie.

g1a : Stampien inférieur (faciès sannoisien) : Argile verte.

e7b : Bartonien supérieur : Ludien supérieur - Marnes supragypseuses.

e7a : Bartonien supérieur : Ludien moyen et inférieur - Gypse et Marnes gypseuses - Marnes et calcaires à Pholadomyes - « Couches blanches ».

e6b : Bartonien moyen : Marinésien (faciès oedonien) - Calcaires de Saint-Ouen, de Ducy et de Nogent-l'Artaud.

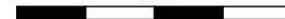
e6a : Bartonien inférieur : Auversien - Sables et Grès.

e5 : Lutétien : Marnes et caillasses - Calcaires à Cérithes - Calcaire à Miliolites - Calcaire à Ditrupes - Calcaire à Nummulites - Glauconie grossière.

e4 : Yprésien supérieur : Cuissien - Argile de Laon - Sables de Cuise - Glennes

e3 : Yprésien inférieur : Sparnacien - Argile plastique et lignites.

0 0.5 1km



La plate-forme de Brie est profondément incisée par la vallée de la Marne et celle de ses affluents, en particulier le Surmelin et, au Nord, par la vallée du Clignon, affluent de l'Ourcq.

D'après la notice géologique du BRGM, le sous-sol de NESLES-LA-MONTAGNE se compose des couches suivantes :

✓ LP Limons

Les plateaux correspondant à la surface structurale de Brie sont couverts d'une épaisse formation de limons très argileux, jaunâtres, généralement non carbonates, avec horizons à concrétions ferrugineuses, dépassant fréquemment 10 mètres.

✓ CV Colluvions

Les colluvions de dépression et de fond de vallée sont des limons de lavage qui se sont déposés dans tous les petits thalwegs de plateau. Ces dépôts ont été favorisés par l'existence d'anciens étangs destinés à la pisciculture.

✓ g1b Stampien inférieur (faciès sannoisien) - Calcaire et meulière de Brie

La formation de Brie est représentée au sommet par des meulières cavernueuses sans fossiles, irrégulièrement distribuées dans une matrice soit argilo-sableuse rougeâtre, soit sableuse blanchâtre, jaunâtre, verdâtre ou rousse. Les meulières cavernueuses (5 à 6 m) ont été activement exploitées pour construction et empierrement en de très nombreux points ; mais en dehors de ces anciennes carrières, elles semblent souvent peu développées ou même absentes.

✓ g1a Stampien inférieur (faciès sannoisien) - Argile verte

Généralement assez mal visible, l'argile verte a pu être étudiée au sud de Bézu-Saint-Germain, dans une tranchée de la voie. Elle est épaisse de 4 à 7 m et n'est plus exploitée.

✓ e7b. Bartonien supérieur : Ludien supérieur — Marnes supragypseuses

Au sommet, on distingue les Marnes blanches de Pantin (5 à 6 m) constituées de marnes calcaires blanchâtres à silex, souvent grumeleuses, avec à la partie supérieure, un ou plusieurs bancs de calcaire compact jaunâtre, passant souvent au silex meulier ou à la meulière compacte, très fossilifère en particulier aux environs d'Epieds.

✓ e7a. Bartonien supérieur : Ludien moyen et inférieur — Gypse et Marnes gypseuses — Marnes et calcaires à Pholadomyes — « Couches blanches ».

A l'affleurement, la série gypseuse mesure généralement une dizaine de mètres d'épaisseur, parfois 12 à 13 m dans les zones où la succession paraît peu modifiée ; en profondeur, l'épaisseur totale, fonction des masses gypseuses, reste inconnue.

Au Sud de la Marne, les formations gypseuses font place au Travertin de Champigny, épais d'une vingtaine de mètres, qui se présente tantôt sous la forme d'un calcaire blanc

avec nodules de silex, autrefois exploité pour la fabrication de la chaux, tantôt d'un calcaire siliceux très dur, avec géodes de calcédoine.

- ✓ e6b. Bartonien moyen : Marinésien (faciès oedonien) — Calcaires de Saint-Ouen, de Ducy et de Nogent-l'Artaud.

Les calcaires de Saint-Ouen et de Ducy très fossilifères, sont constitués de marnes calcaires blanches, de bancs calcaires plus ou moins compacts, et de couches argileuses vertes déterminant des niveaux d'eau plus ou moins importants.

Au Sud-Est d'une ligne Domptin-Épieds et en particulier au Sud de la Marne, la série marno-calcaire s'épaissit par sa base en conservant ses caractères lithologiques, et en incluant quelques intercalations laguno-marines, à Potamides mixtus (Bézu-Saint-Germain, Château-Thierry et Verdilly).

- ✓ e6a. Bartonien inférieur : Auversien — Sables et Grès.

Cette série essentiellement sableuse et gréseuse, correspond au faciès marin sous-jacent aux niveaux laguno-lacustres et lacustres. Actuellement, les exploitations de grès sont pratiquement abandonnées dans le secteur étudié.

- ✓ e5. Lutétien : Marnes et Caillasses — Calcaires à Cérithes — Calcaire à Miliolites — Calcaire à Ditrupes — Calcaire à Nummulites — Glauconie grossière.

Les Marnes et Caillasses se terminent par une assise de marnes jaunâtres épaisses de 2 à 3m, plus ou moins dolomitiques dans la moitié Est de la feuille. Lorsque les sables auversiens ont disparu, les calcaires à faciès oedonien reposent directement sur le Lutétien supérieur et avaient déjà commencé à se déposer alors que le domaine marin régnait plus à l'Ouest.

L'épaisseur totale du Lutétien est d'environ 30 mètres. Les calcaires à Miliolites et ceux à Ditrupes ont été l'objet d'exploitations souterraines à l'Ouest et au Nord de Jaulgonne et dans la vallée du Clignon.

- ✓ e4. Yprésien supérieur : Cuisien — Argile de Laon — Sables de Cuise — Glennes.

Le Cuisien montre fréquemment à son sommet, l'Argile de Laon représentée par des couches d'argile marron, grise, violette, parcourues de lits ou de filets de sable assez grossier, avec plaquettes ferrugineuses à la base et horizon rubéfié au sommet, dont l'épaisseur moyenne voisine 2 à 2,50 m. Cet ensemble, essentiellement argileux, surmonte un massif de sable gris, avec rubéfaction ocre, à stratifications entrecroisées.

L'épaisseur du Cuisien est de 15 à 20 mètres.

- ✓ e3. Yprésien inférieur : Sparnacien — Argile plastique et lignites.

L'argile plastique apparaît dans la vallée de la Marne à l'amont de Chézy et dans celle du Surlé à l'aval de Condé-en-Brie. Au sommet de l'étage, se trouvent les lignites

proprement dits, constitués par des alternances d'argiles noires, brunes ou panachées, de couches ligniteuses et de sables quartzeux. Un certain nombre d'exploitations, dites cendrières, les utilisaient autrefois comme amendement, notamment à Château-Thierry, Chierry, Jaulgonne...

1.3 - Hydrologie

a) Les cours d'eau

La plupart des travaux dans les cours d'eau (recalibrage, busage, détournement, travaux sur berge...) doivent préalablement faire l'objet d'une autorisation préfectorale. Les aménagements ou travaux qui seraient prévus à proximité d'un cours d'eau ou d'un thalweg doivent être appréhendés avec une extrême précaution. Dès lors qu'un doute existe sur le caractère inondable de la parcelle, il est indispensable de la protéger de l'urbanisation, mais également des installations qui constitueraient des obstacles à l'écoulement des eaux.

De nombreux travaux à proximité des cours d'eau (création d'étangs, remblais à partir de 400 m², digues, prélèvements ou rejets) peuvent également être soumis à déclaration ou à autorisation préfectorale de par leur impact important sur le régime des eaux ou de qualité des eaux.

Les formations superficielles sur le plateau, de nature imperméable, sont responsables d'une relative hydromorphie, se manifestant par la présence de rus et de petits plans d'eau.

On peut distinguer :

- Le ru dit « de Nesles », qui traverse le village du sud-est en remontant vers le nord-est pour alimenter la Marne à Château-Thierry. Il s'agit d'un cours d'eau de deuxième catégorie piscicole.

- le ru dit « des Grandes Noues », situé au sud-ouest du territoire, coulant du nord-est vers le sud-ouest pour alimenter avec le ru dit « des Norvins », le ru dit « de la Trinité », le ru dit « de la Fontaine », le ru dit « des Onciaux » et le ru dit « des Grandes Bordeaux », le ru dit « du Dolloir » qui grossi la Marne.

b) Zones à Dominante Humide

Les zones humides sont dans l'ensemble méconnues des habitants, alors que leur préservation est d'intérêt général. Ces secteurs, plus ou moins humides et gorgés d'eau au moins une partie de l'année, sont souvent laissés à l'abandon du fait de leur manque de rentabilité pour l'agriculture moderne. Elles sont donc souvent mal entretenues et considérées comme des secteurs hostiles à réhabiliter.

La DREAL Picardie ainsi que l'Agence de l'eau ont fait une délimitation des zones à dominante humide cartographiées au 1/25 000, afin de permettre de délimiter les zones humides de manière plus précise.

Les zones humides peuvent être alimentées par des eaux pluviales, des sources, des cours d'eau et jouent un rôle fondamental en régulant le régime des eaux. Elles jouent en effet un rôle de tampon en restituant en période sèche et en stockant en période de crue. Leur destruction peut être ainsi très dommageable et provoquer des bouleversements hydrauliques. Par ailleurs, elles abritent assez fréquemment une flore et une faune rares, dont la protection est d'intérêt général.

► Aucune zone humide n'est définie par le SDAGE sur le territoire communal.

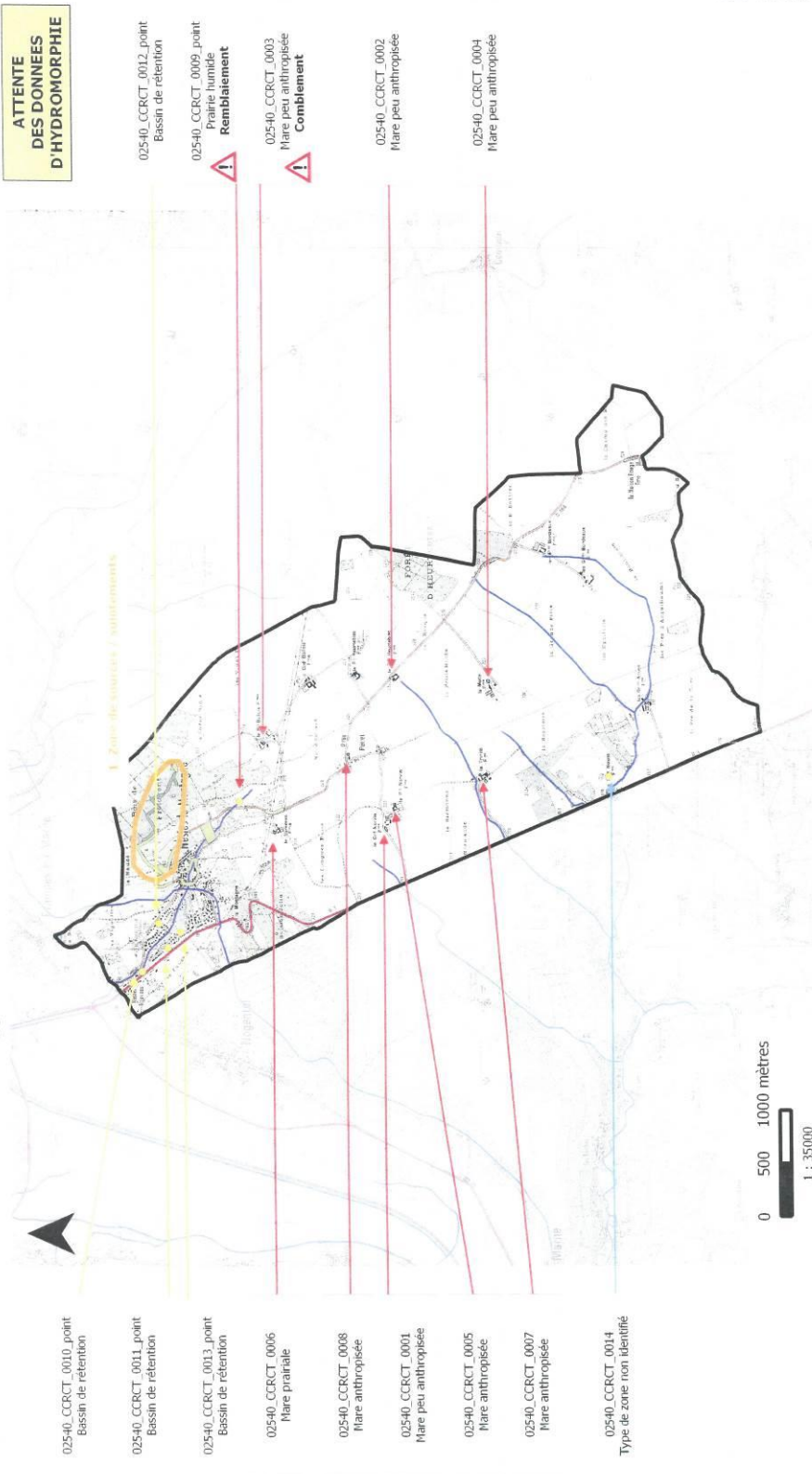
Dans le cadre du contrat global pour l'eau de la région de Château-Thierry, une actualisation de l'inventaire des zones humides réalisé en 2005 et 2009 a été réalisée à l'initiative de la Communauté de Communes de la Région de Château-Thierry en 2014. Cette étude a pour objectif de dresser un état des lieux des zones humides de ce territoire de 29 communes en prenant en compte les évolutions réglementaires et méthodologiques survenues depuis et de proposer des actions en faveur de la préservation de ces milieux.

Sur le territoire communal de Nesles-la-Montagne, cet inventaire répertorie :

- Plusieurs mares anthropisées présentes notamment sur le plateau.
- Une zone humide probable au nord-ouest du territoire communal correspondant à la présence de plusieurs sources au lieu-dit les bois de Froidvent.

Commune de Nesles-la-Montagne : localisation des sites pouvant être prospectés en priorité et de l'enveloppe de forte, voire très forte probabilité de présence de Zones Humides

DOCUMENT DE TRAVAIL



Les Zones Humides de la commune de Nesles-la-Montagne couvriraient une surface de 0,3 ha selon l'ancien inventaire, soit 0,02% de la surface de la commune (Zones Humides pouvant être numérisées uniquement).

RESULTATS DE L'ANCIEN INVENTAIRE		SITES PRESENTANT DES ESPECES VEGETALES CARACTERISTIQUES DE ZONES HUMIDES		PRE-LOCALISATION DES ZONES HUMIDES POTENTIELLES	
Zones Humides : 8 sites (0,3 ha)		(Nombre d'espèces par site d'observation)		ZH très fortement probable	
Zones Humides ne pouvant être numérisées : 6 sites		Entre 1 et 4 espèces		ZH fortement probable	
Site non prospecté ou fiche incomplète : 1 site		Entre 5 et 20 espèces		ZH probable selon expertise ONEMA / CEINP	
Site menacé : nature de la menace		Entre 21 et 68 espèces			

SOURCES : BD CARTEAGE CBM/ CCRCT CEINP IGN ONEMA
Réalisation : A. REMARSON - CCRCT - Juin 2014

1.4 - Climatologie

Le département de l'Aisne, comme d'ailleurs la majeure partie du Nord du Bassin Parisien, possède un climat tempéré océanique à influence continentale. Les données de la Météorologie Nationale disponibles pour le secteur proviennent de la station climatique de Crézancy (1962-1985), située à une dizaine de kilomètres de NESLES-LA-MONTAGNE. En tenant compte des relevés effectués sur ce site, nous pouvons, par interpolation, tracer les grandes lignes du climat local.

a) Températures

La moyenne des températures annuelles est de 10,5°C. Mais cette douceur masque des écarts marqués : plus de 16°C d'amplitude entre températures hivernales et températures estivales. En moyenne mensuelle, aucun mois ne connaît de température moyenne inférieure à 0°C. Mais des variations saisonnières peuvent se faire sentir :

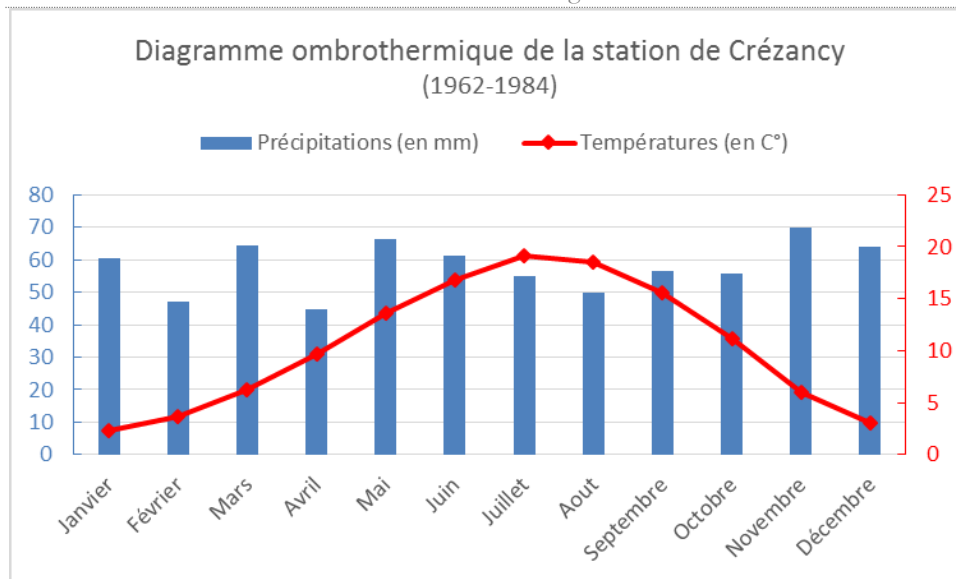
- En été, les températures restent relativement douces (moyennes mensuelles dépassant difficilement 19°C, durant les mois de juillet) ;
- En automne, les températures baissent graduellement. Une rupture des températures peut être remarquée en novembre, mois durant lequel elles passent à 5°C (contre 11°C en moyenne en octobre) ;
- En hiver, les températures moyennes mensuelles restent positives et supérieures à 2°C ;
- Au printemps, les températures sont fraîches (moyenne mensuelle inférieure à 10°C) mais augmentent progressivement en mai.

b) Précipitations

Les précipitations sont réparties régulièrement tout au long de l'année, avec une hauteur moyenne mensuelle variant de 44,8 mm en avril à 69,9 mm en novembre. Elles se situent aux environs de 695 mm/an, ce qui est conforme aux valeurs rencontrées dans le centre du bassin parisien.

c) Le bilan climatique

Il existe divers types de diagrammes destinés à donner une représentation graphique des paramètres majeurs du climat propre à une région donnée. Le diagramme ombrothermique consiste à placer, en abscisse les mois de l'année, et en ordonnées, les températures et les précipitations moyennes mensuelles.



Les périodes d'aridité sont marquées par les zones du graphique où la courbe pluviométrique est au-dessous de la courbe thermique.

Dans le cas présent, le diagramme obtenu montre un bilan hydrique positif de septembre à juin.

d) Énergies renouvelables

La loi de programme n°2005-781 du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique précise le rôle des collectivités territoriales et de leurs groupements. Notamment,

« En matière de promotion de la maîtrise de la demande d'énergie, outre les actions tendant à réduire la consommation d'énergie de leurs services, les collectivités compétentes définissent des politiques d'urbanisme visant par les documents d'urbanisme ou la fiscalité locale, à une implantation relativement dense de logements et des activités à proximité des transports en commun et à éviter un étalement urbain non maîtrisé [...]. ».

« En matière de promotion des énergies renouvelables, les collectivités peuvent favoriser le recours à ces sources de production, notamment par des dispositions d'urbanisme, et en développant, en partenariat avec l'ADEME, des politiques d'incitation spécifiques, ainsi que participer à la planification de l'implantation des éoliennes. »

Le schéma régional éolien

L'énergie éolienne constitue une des énergies renouvelables. Elle possède d'importantes possibilités de développement dans l'Aisne, département qui dispose d'un potentiel venteux considérable.

Les parcs éoliens sont des aménagements dont l'impact paysager peut être important. Comme tout projet concernant l'environnement, ces installations doivent faire l'objet d'une large information des populations.

Dans le cadre du Grenelle II de l'Environnement et en application de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 relative à l'engagement national pour l'environnement, l'article L.222-1 du code de l'environnement stipule que :

« Le Préfet de région et le Président du conseil régional élaborent conjointement le projet de schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie et qui fixe at l'échelon du territoire régional et à l'horizon 2020-2050 notamment un volet annexé - le schéma régional éolien ».

« Le schéma régional éolien définit en cohérence avec les objectifs issus de la législation européenne relative à l'énergie et au climat, les parties du territoire favorables au développement de l'énergie éolienne ».

L'article L.222-3 du code précité précise que *« Chaque région se dote d'un schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ».*

Le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) de Picardie a été approuvé par le conseil régional le 30 mars 2012, puis arrêté par le Préfet de région le 14 juin 2012. Il est entré officiellement en vigueur le 30 juin 2012.

La loi n°2013-312 du 15 avril 2013 visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre et portant diverses dispositions sur la tarification de l'eau et sur les éoliennes supprime le dispositif des zones de développement de l'éolien introduit initialement par la loi n°2005-781 du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique et renforcée par la loi dite Grenelle II n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement. Le schéma régional éolien devient donc l'outil de référence pour les projets éoliens (article L.553-1 du code de l'environnement).

Le régime juridique des éoliennes

L'article 90 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 dite Grenelle II portant engagement national pour l'environnement a abrogé l'article L.553-2 du code de l'environnement et classe les éoliennes dans le régime des installations classées pour la protection de l'environnement.

En application du décret n°2011-984 du 23 août 2011, la nomenclature des installations classées est modifiée et une rubrique dédiée aux éoliennes terrestres est créée.

Il soumet :

- au régime de l'autorisation, les installations d'éoliennes comprenant au moins un aérogénérateur dont le mat a une hauteur supérieure ou égale à 50 mètres, ainsi que celles comprenant des aérogénérateurs d'une hauteur comprise entre 12 et 50 mètres et d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW ;
- au régime de la déclaration, les installations d'éoliennes comprenant des aérogénérateurs d'une hauteur comprise entre 12 et 50 mètres et d'une puissance inférieure à 20 MW.

Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie

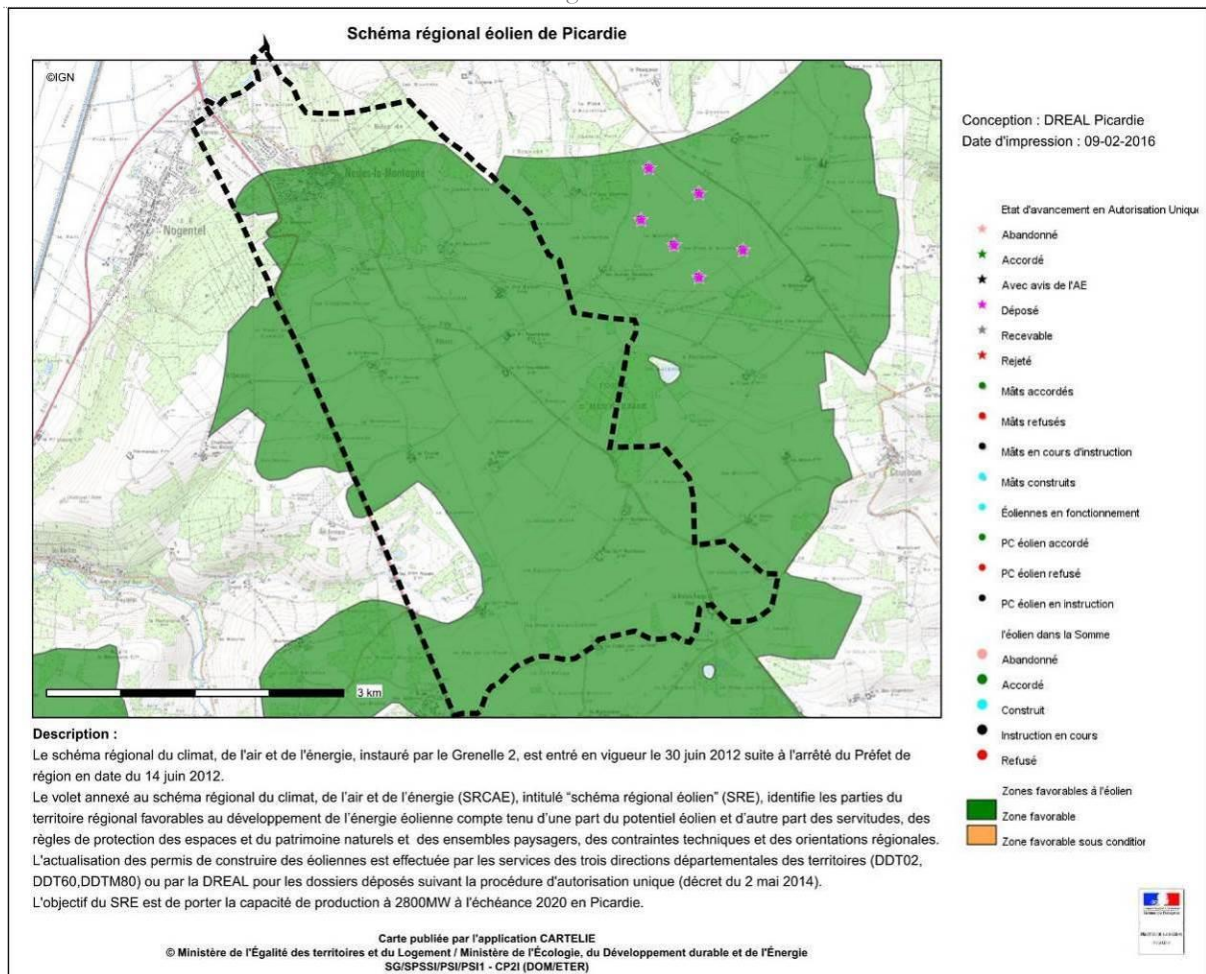
Le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) a été approuvé par le conseil régional le 30 mars 2012, puis arrêté par le préfet de région le 14 juin 2012. Il est entré officiellement en vigueur le 30 juin 2012.

Ce document fixe les grandes orientations stratégiques du territoire régional en matière de consommation d'énergie, d'émission de gaz à effet de serre, de qualité de l'air et de développement des énergies renouvelables.

Le SRCAE propose de mettre la Picardie sur la voie d'une réduction de 20% de ses émissions de gaz à effet de serre en 2020 et de 75% en 2050. Pour y parvenir, le Schéma régional propose 16 orientations stratégiques par secteur (bâtiment, urbanisme-transports, industrie et services, agriculture, énergies renouvelables), déclinées en dispositions plus opérationnelles.

Par ailleurs, le SRCAE comporte en annexe le Schéma régional éolien (SRE), document opposable aux tiers. Ses objectifs principaux sont :

- Identifier les zones favorables pour la modification ou la création de Zones de Développement Éolien (ZDE) ;
- Fixer des objectifs quantitatifs et qualitatifs aux plans régional et départemental ;
- Définir les recommandations pour un développement éolien maîtrisé ;
- Présenter les zones favorables au développement éolien en établissant la liste des communes concernées.



La commune de NESLES-LA-MONTAGNE se situe pour une grande partie du territoire, dans une zone favorable au développement d'un parc éolien, d'après le schéma régional éolien de Picardie.

Plan Climat

La loi Grenelle 2 rend obligatoire la mise en place d'un Plan Climat Energie Territorial pour toutes les collectivités de plus de 50 000 habitants. Le Conseil régional a donc élaboré un projet de PCET. Cette démarche a pour but d'ouvrir le débat sur le développement régional au regard des enjeux du changement climatique.

Le PCET s'appuie sur 12 actions phares. Elles correspondent aux actions qui permettent chacune d'agir sur plus de 10% du bilan carbone du Conseil régional de Picardie.

► Réduire les consommations d'énergies dans les bâtiments

- Réaliser des réhabilitations thermiques performantes dans les lycées les plus énergivores ;

- Réaliser des travaux d'économie d'énergie de mise en œuvre simple dans les lycées dont la réhabilitation n'est pas programmée ;
- Systématiser le suivi détaillé des consommations énergétiques des lycées et améliorer la gestion des flux (chauffage, électricité, eau) ;

► **Maîtriser les déplacements**

- Optimiser les performances énergétiques des matériels roulants des TER ;
- Mettre en place les structures et les équipements nécessaires pour encourager les modes de déplacement alternatifs à la voiture individuelle pour les trajets amont-aval (usagers du TER) ;
- Affiner l'évaluation des impacts gaz à effet de serre (GES) du TER picard ;
- Accompagner les lycées dans leur démarche d'éco-mobilité scolaire ;

► **Réduire l'empreinte carbone des achats et des déchets**

- Favoriser les produits à faible impact carbone dans les marchés en utilisant les possibilités du code des marchés publics ;
- Favoriser les circuits courts et les menus à faible empreinte carbone dans la restauration ;
- Intégrer les clauses environnementales dans les marchés portés par les gestionnaires des lycées et des établissements de formation ;
- Anticiper la réglementation « gros producteurs de déchets organiques » ;

► **Agir auprès des partenaires et des prestataires**

- Intégrer des critères énergétiques et climatiques aux opérations et projets soutenus par le Conseil régional.

Un Plan Climat – Energie a également été élaboré à l'échelle du Pays du Sud de l'Aisne. Approuvé le 4 décembre 2014, la stratégie proposée s'appuie sur 5 axes principaux :

- Axe 1 : Renforcer la compétence énergie-climat du territoire ;
- Axe 2 : Bâtiments et logements, conforter la volonté d'excellence du Pays ;
- Axe 3 : Faire du Pays un pôle de développement économique durable ;
- Axe 4 : Œuvrer pour un aménagement durable du territoire ;
- Axe 5 : Anticiper les effets du changement climatique.

Le PLU devra permettre d'atteindre ces orientations proposées, notamment¹⁴ :

- en favorisant les constructions neuves de qualité (performances environnementale des bâtiments) ;
- en intégrant les enjeux énergie-climat dans les documents de planification (préservation et remise en état des continuités écologiques).

¹⁴ Plan d'actions du PCET du Pays du Sud de l'Aisne.

1.5 - Qualité de l'air

Afin de répondre aux obligations européennes en matière de surveillance de la qualité de l'air, ATMO a également mis en œuvre un programme de surveillance des zones où des mesures fixes et permanentes ne s'imposaient pas. Ce programme concerne en particulier les villes picardes ayant une population comprise entre 10 000 et 100 000 habitants.

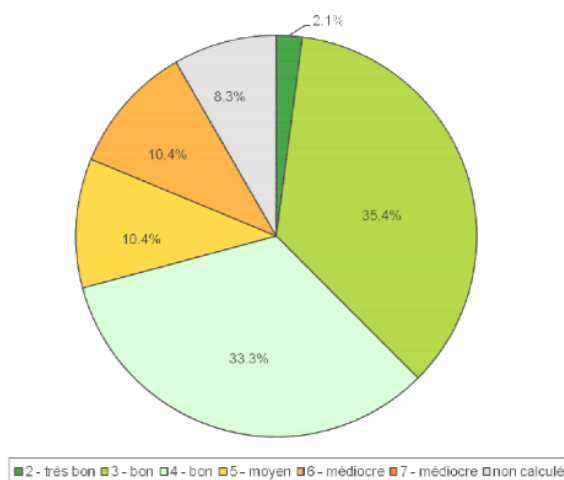
Mieux maîtriser et réduire l'exposition à la pollution de l'air extérieur est une nécessité, compte tenu de l'impact reconnu sur la santé humaine. Aucune activité ne génère de nuisance notable à NESLES-LA-MONTAGNE.

La commune de NESLES-LA-MONTAGNE ne dispose pas de station de mesure de la qualité de l'air sur le territoire communal. La station permanente la plus proche, mise en place par l'association ATMO, est située sur le territoire communal de Château-Thierry (02), distant de 4km, au Nord-Ouest de la commune.

C'est dans ce cadre qu'une campagne de mesure de la qualité de l'air¹⁵ a été menée à Château-Thierry, entre le 12 février et le 4 novembre 2009 (4 périodes de 2 semaines), au niveau du Palais des sports.

Il ressort de cette étude que les concentrations dans l'air ambiant en dioxyde d'azote (NO₂), poussières (PM₁₀), ozone (O₃), dioxyde de soufre (SO₂), monoxyde de carbone (CO) relevées au cours de cette campagne de mesure au niveau du Palais des Sports de la ville de Château Thierry sont correctes en comparaison avec les différents seuils réglementaires en vigueur et avec les niveaux enregistrés par les stations de mesure de la qualité de l'air de Saint Quentin et Amiens.

Répartition des indices aux cours des 4 campagnes de mesure pour la ville de Château Thierry



¹⁵Les résultats sont consultables depuis le site Internet de l'association : www.atmo-picardie.com

Relevons de plus que, contrairement à Château-Thierry, NESLES-LA-MONTAGNE ne s'inscrit pas dans un contexte urbain. La qualité de l'air y est donc, *a priori*, encore meilleure.

2] Environnement naturel

La constitution d'un paysage dépend à la fois de dynamiques environnementales (relief, nature du sol et du sous-sol, climat, végétation, etc.) et de dynamiques humaines (structures agraires, constructions d'habitat ou de bâtiments liés aux activités, ouvrages d'infrastructure, etc.). Le paysage est donc en constante évolution sous l'influence principale des dynamiques humaines.

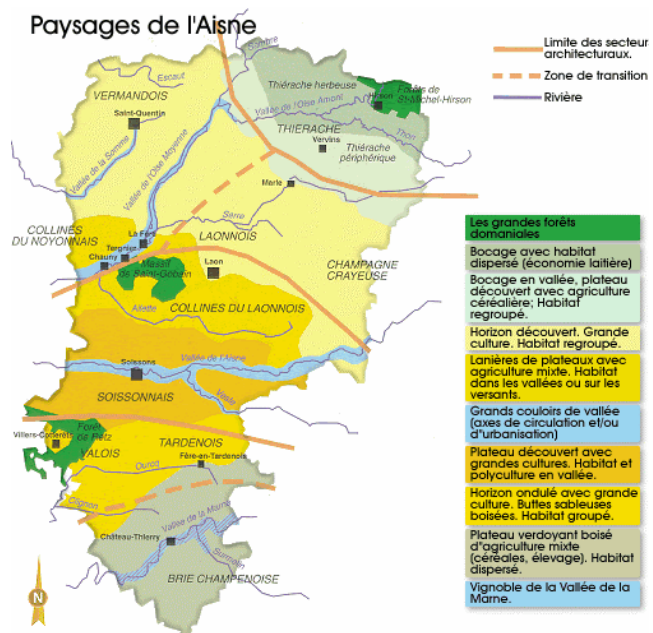
2.1 - Approche paysagère¹⁶

La loi sur la protection et la mise en valeur des paysages du 8 janvier 1993 prévoit notamment d'identifier les éléments du paysage à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique, ou écologique et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection.

a) Présentation générale

Le département de l'Aisne, au territoire vallonné, englobe, entre la région du Nord et le Bassin Parisien, toute une succession de « pays » aux caractères particuliers :

- **à l'Est**, la frange du plateau ardennais, couverte de forêts ;
- **au Nord**, la Thiérache bocagère et le bombement crayeux du Vermandois ;
- **au Centre**, les campagnes du Laonnois, accidentées de buttes témoins et le Soissonnais aux plateaux calcaires tapissés de limons fertiles ;
- **au Sud**, les vallonnements du Tardennois et une portion de la Brie champenoise.



Source : Atlas des paysages de l'Aisne, réalisé par le CAUE de l'Aisne.

NESLES-LA-MONTAGNE se situe dans l'unité paysagère dite de « la Vallée de la Marne », dans la Brie.

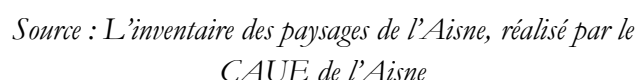
¹⁶ Source : « Inventaire des paysages de l'Aisne », réalisé par le CAUE de l'Aisne - 34 rue Sérurier 02000 LAON.

Perçue au premier abord comme plane, l'unité de la Brie possède en réalité un petit relief. De plus, pour apprécier les ambiances variées de la Brie, il est conseillé d'emprunter les routes secondaires.

NESLES-LA-MONTAGNE se situe dans l'unité paysagère de la Vallée de la Marne, qui traverse le territoire d'Est en Ouest. Elle marque une rupture avec la Brie Champenoise par son dénivelé et la délimitation des ourlets boisés qui suivent le haut des coteaux.

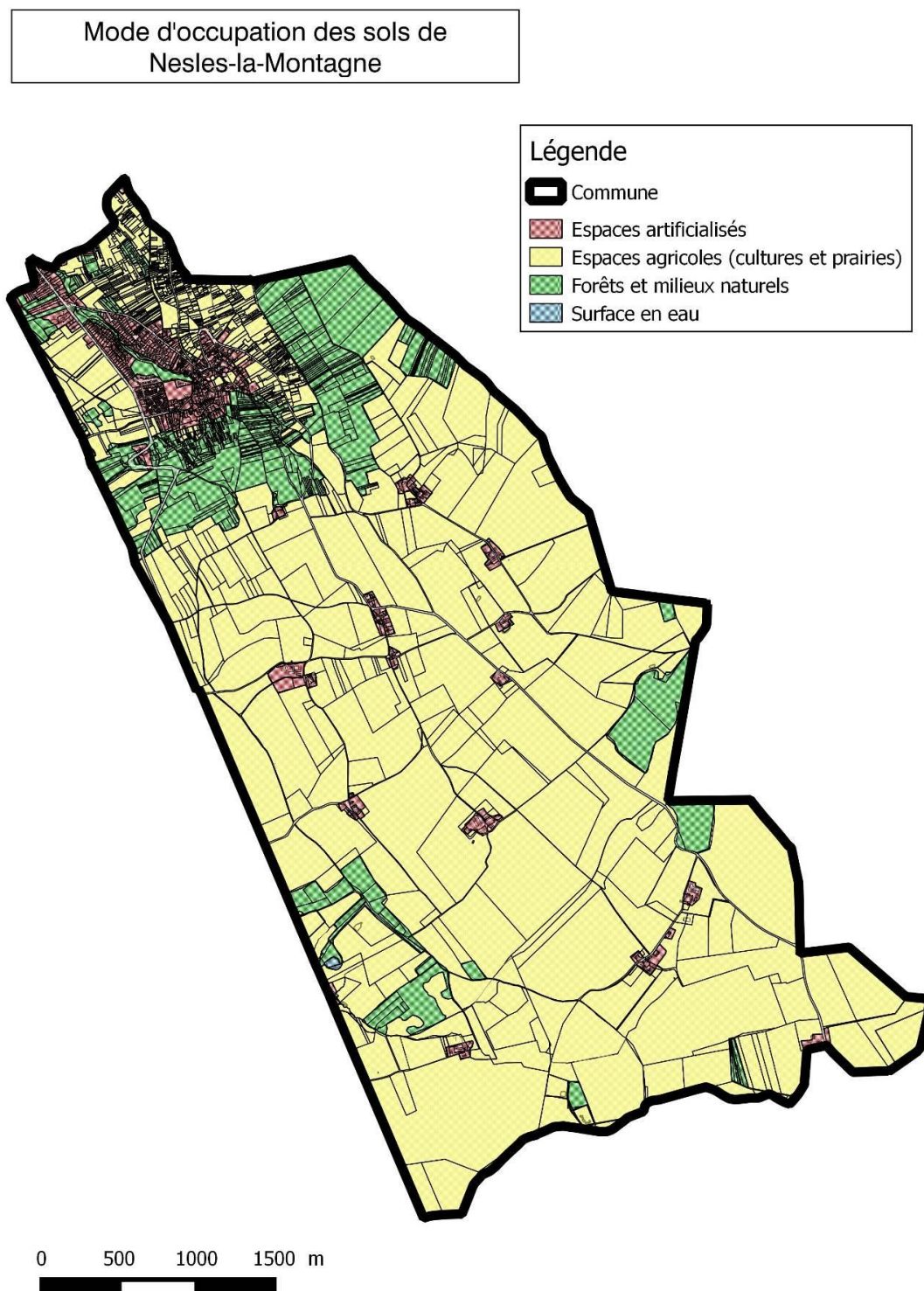
Si la Marne partage avec l'Aisne son côté transversal, elle présente une physionomie plus ouverte et offre une multiplicité de paysages.

Les villes et villages s'égrènent tout au long de la vallée avec une forte densité urbaine. Ils s'organisent de manière linéaire le long du réseau routier parallèle à la Marne, sur les parties les plus planes de la vallée.



c) Occupation du sol et Unités paysagères sur le territoire communal

En 2010 (Source : GeoPicardie 2010), l'occupation des sols du territoire communal de Nesles-la-Montagne, d'une surface totale de 1721 hectares, se répartit comme suit :



	Répartition de l'occupation du sol du territoire communal	Répartition de l'occupation du sol sur le département de l'Aisne
Espaces artificialisés	4.4%	5.5%
Espaces agricoles (cultures et prairies)	82%	74.1%
Forêts et milieux naturels	13.5%	19.8%
Eau	0.03%	0.6%

Avec une prédominance de terres agricoles, la commune de Nesles-la-Montagne conserve un caractère rural certain.

Les unités paysagères

La topographie du territoire et les modes d'occupation du sol permettent de distinguer quatre types de paysages sur le territoire de NESLES-LA-MONTAGNE :

✓ le Paysage urbain

Le paysage urbain se présente sous deux unités :



Le bourg ancien et les extensions, réalisées principalement sous forme d'opérations groupées. La première entité s'est développée de manière relativement regroupée autour de la mairie et de l'église.

Les extensions se sont faites dans le prolongement du bourg ancien, entre la RD 1 et RD 866, au Nord-Ouest du territoire communal.



Sur le plateau on dénombre deux hameaux : Pétret et Ballois ainsi que plusieurs fermes isolées.



✓ Les coteaux

Dans ce secteur, la pente est fortement marquée, ce qui a contribué à son maintien en espace naturel boisé. C'est sur ce relief que le village de NESLES-LA-MONTAGNE vient s'appuyer. Ce coteau calcaire a également permis le développement du vignoble, à l'Ouest de la zone bâtie.

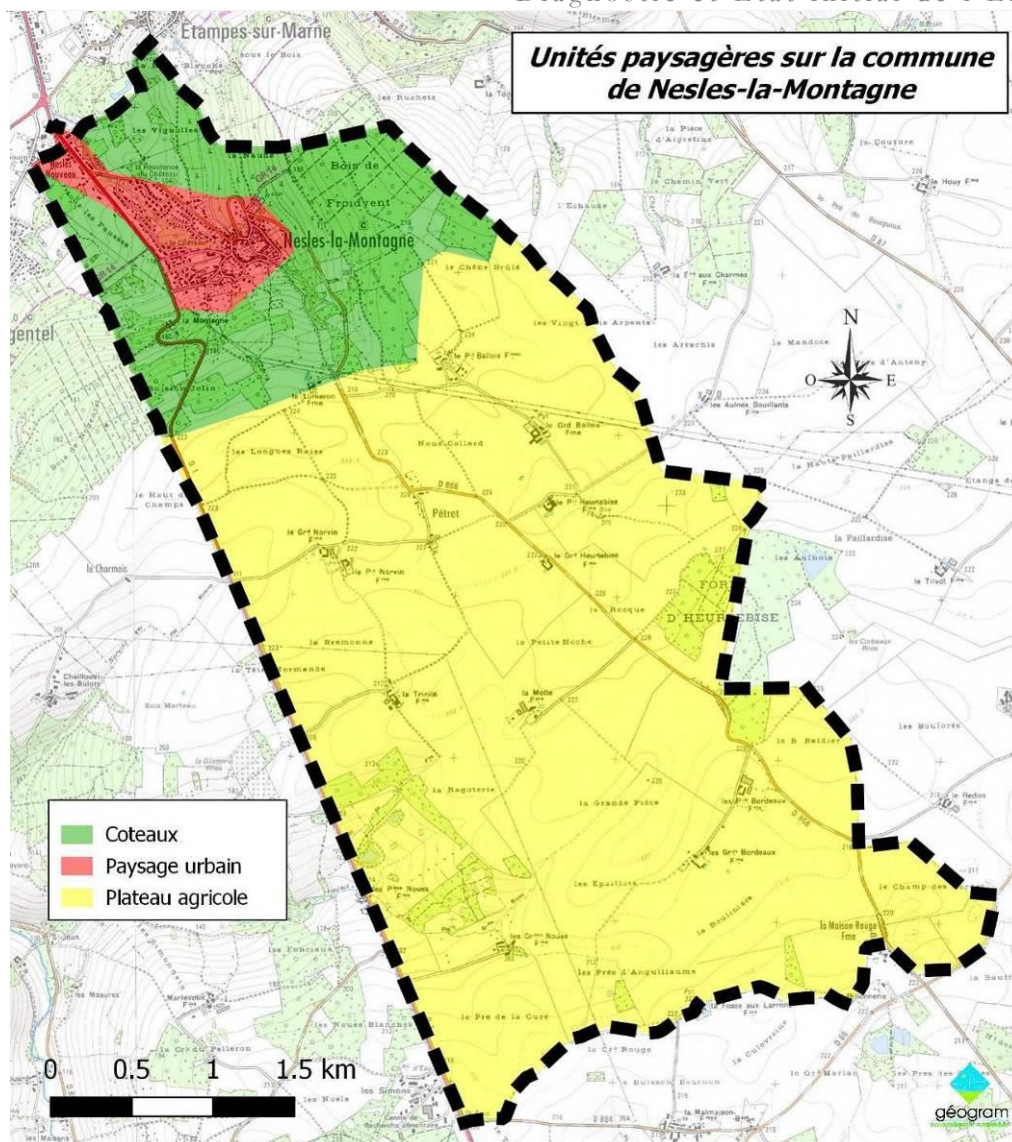


Les bois sont localisés sur les secteurs les plus difficilement exploitables à savoir les sommets de coteaux, les versants et les fonds de vallons les plus humides. Ces espaces boisés sont des éléments du patrimoine naturel qui participent fortement aux équilibres physiques et biologiques des milieux. Ils constituent des zones refuges pour la faune et la flore, contribuent à l'épuration de l'air et des sols, à la lutte contre l'érosion, à la diversité biologique et à la richesse des paysages.

✓ Le plateau agricole

Les deux-tiers Sud du territoire sont dédiés à l'exploitation agricole. La faible topographie est propice à l'activité, définissant un paysage de parcelles à grande mailles. Toute végétation naturelle ou semi naturelle a pratiquement disparue, persistent quelques bosquets et boisements définissant des point d'accroche pour l'observateur.





d) Les sensibilités paysagères

La constitution d'un paysage dépend de différents processus :

- **Dynamiques environnementales** : modelant le relief, la nature du sous-sol, du sol, du climat, influant sur la couverture végétale.
- **Dynamiques humaines** : des structures agraires aux villes et industries, l'homme fait évoluer les paysages selon ses besoins et les progrès technologiques.

Les types de paysage, d'aujourd'hui, sont hérités des siècles passés. Cependant, le paysage est en constante évolution principalement sous l'influence des dynamiques humaines. Elles portent essentiellement sur l'occupation des sols, le bâti et les voies de circulation. Ces évolutions contribuent-elles à améliorer ou dégrader le paysage ? S'inscrivent-elles dans un souci de conserver le paysage en place ou de le faire évoluer vers un autre type de paysage ?

D'autres facteurs peuvent être utilisés pour qualifier un paysage :

- Les perspectives, par exemple, dans un paysage très ouvert et plat, le clocher d'un village deviennent un point d'accroche définissant une perspective pour l'observateur.
- Les volumes auront un impact différent selon le lieu d'implantation : sur une hauteur, un bâtiment paraîtra plus imposant que dans un vallon. Les volumes participent au rythme du paysage.
- Le rythme, une allée d'arbres ponctuant le paysage casse la monotonie d'un paysage de plaine.

Grâce à la combinaison de ces différents facteurs, il est possible de définir deux zones de sensibilité paysagère sur le territoire communal de Nesles.

➔ **Les zones sensibles** : ce sont les secteurs où la qualité paysagère est bonne et qui ne sont et ne devraient généralement pas être le lieu de perturbations importantes.

Cette zone correspond à la zone bâtie de Nesles s'étendant de la vallée au pied des versants, à l'ensemble du rebord du plateau de profil assez escarpé et très largement boisé et au pied du talus (correspondant aux trames vertes et bleues pour partie de la carte des unités paysagères). Cette zone forme la jonction entre le plateau agricole et la vallée. La qualité paysagère de ce secteur est intéressante tant par la diversité que l'on peut y rencontrer (zones bâties, bois, vignes, vergers, jardins, pâtures, etc.), que par la présence de reliefs affirmés largement boisés, l'absence de nuisances particulières.

La présence d'une forte végétation arborée vient renforcer la qualité paysagère de cette unité et l'intégration harmonieuse des groupements bâtis qu'ils soient implantés en fond de vallée ou sur les versants. De par sa forte visibilité et de la liaison visuelle qu'il assure avec les villages voisins, le boisement du talus présente une importance et une sensibilité paysagère marquées.

➔ **Les zones peu sensibles** : ce sont les secteurs où la qualité paysagère présente moins d'intérêt.

Sur le territoire communal, ces zones englobent le plateau agricole au paysage de parcelles à grandes mailles, où se côtoient blé, maïs ou betteraves. Toute végétation naturelle ou semi naturelle a pratiquement disparue, persistent quelques bosquets. Il ne s'agit pas d'un paysage dégradé mais plutôt d'un paysage monotone sans caractère particulier. Cependant, il faudra noter l'importance de sa bordure, présentant sur toute sa longueur un panorama d'une grande qualité offrant une vue étendue sur toute la vallée.

D'autres points forts singularisent le territoire communal de Nesles :

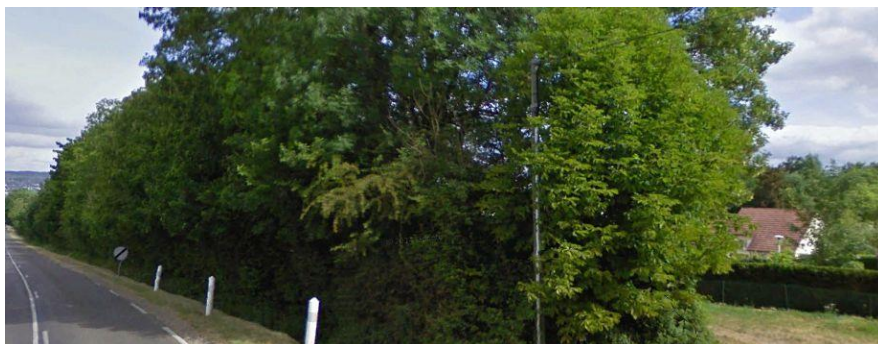
- Le cordon boisé présent aux abords du rû de Nesles,



- Les pairies et vergers présents au pied des versants, ceinturant ainsi la zone urbanisée.



- Le front arboré en bordure de la RD1



- A signaler également le clocher de l'église qui constitue un élément intéressant au niveau de l'esthétique générale de la commune.



2.2 - Les milieux naturels identifiés

La transformation par l'homme des paysages locaux explique qu'il n'existe plus dans nos régions de zones véritablement naturelles, où l'influence humaine ne se ferait pas sentir. Cependant, certains modes d'occupation du sol laissent plus de place que d'autres aux espèces animales et végétales et aux milieux « naturels » pour s'épanouir.

Sur le territoire communal, on recense les inventaires suivants :

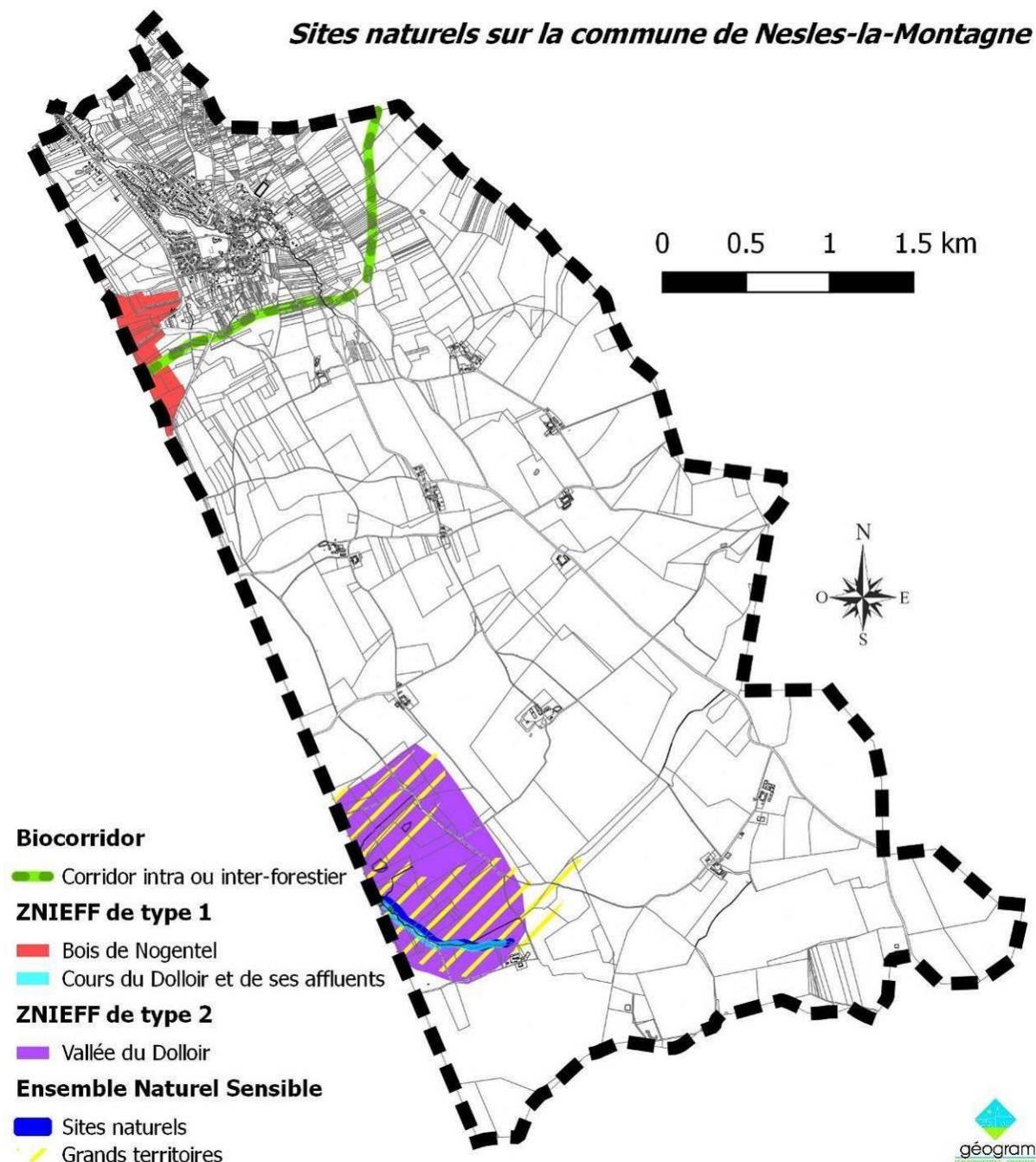
a) Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique

Les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique ont été créées en 1982 par le Ministère de l'Environnement et coordonnées par le Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN). Ces zones, une fois identifiées et localisées, permettent de connaître, comme leur nom l'indique, les parties du territoire présentant un intérêt faunistique et floristique particulier dont la conservation est très largement conseillée. Cet inventaire est permanent et aussi exhaustif que possible. Une actualisation régulière du fichier national permet d'intégrer de nouvelles zones, d'affiner certaines délimitations ou d'exclure des zones qui ne présenteraient plus d'intérêt.

Il existe deux types de ZNIEFF : les ZNIEFF de type 1 et les ZNIEFF de type 2.

- Les premières sont des zones homogènes localisées, dont l'intérêt écologique est particulièrement marqué par des espèces rares et généralement fragiles, menacées ou caractéristiques du patrimoine régional. Ces zones sont à prendre fortement en considération lors de tout projet d'aménagement pouvant bouleverser leur biotope.
- Les secondes correspondent à de grands ensembles naturels riches et peu modifiés dont les potentialités biologiques sont remarquables. Comme pour les ZNIEFF de

type 1, leur fonctionnement et leur dynamique doivent être pris en compte dans l'élaboration de projets d'aménagement et de développement.



Trois Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique témoignent de la richesse du territoire, dont 2 de « type 1 ». Sont recensées à NESLES-LA-MONTAGNE¹⁷ :

ZNIEFF de type 1 : Bois de Nogentel

¹⁷ Source : inpn.mnhn.fr/collTerr/commune/02540/tab/znief

Elle s'étend sur 235 ha, sur les communes de NESLES-LA-MONTAGNE, Chézy-sur-Marne et Nogentel.

Le « Bois de Nogentel » est situé sur le versant exposé à l'ouest de la rive gauche de la Marne, au sud du village de Nogentel.

Le plateau, non inclus dans la zone, est installé sur les limons et occupé par des cultures intensives.

Le groupement forestier le plus intéressant est la frênaie-érablière à Scille à deux feuilles. Il s'agit d'un type forestier peu fréquent en Picardie, qui se trouve ici en limite nord d'aire de répartition.

ZNIEFF de type 1 : Cours du Dolloir et de ses affluents

Elle s'étend sur 32 ha, sur les communes de Chézy-sur-Marne, Essises, Montfaucon, NESLES-LA-MONTAGNE, Nogentel, Rozoy-Bellevallée et Viffort.

Le site se limite au lit mineur du Dolloir et de ses affluents (au nombre de six), entre le point où ils cessent d'être des rus intermittents et leur confluence avec la Marne.

Le Dolloir est un cours d'eau de première catégorie, présentant une grande diversité de types de fonds, grâce à l'alternance de séquences rapides et lentes.

Les boisements pris en compte se rapprochent de la chênaie-frênaie continentale (Fraxino-Quercion roboris), voire, localement, de la frênaie nitrophile à Aegopode (groupement forestier non réalisé dans le sud de l'Aisne)

ZNIEFF de type 2 : Vallée du Dolloir

Elle s'étend sur 3548 ha, sur les communes de Chézy-sur-Marne, Essises, Montfaucon, NESLES-LA-MONTAGNE, Nogentel, Rozoy-Bellevallée et Viffort.

Le site comprend les vallées du Dolloir et de ses affluents (au nombre de six), ainsi que quelques terrains du plateau en connexion avec la vallée.

Le bassin du Dolloir constitue un élément-clé de la restauration des peuplements salmonicoles du sud de l'Aisne.

b) Corridor écologique potentiel

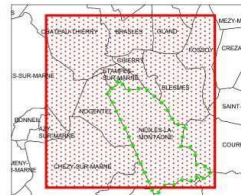
Dans le cadre du Contrat Plan État-Région 2000-2006, la nécessité de renforcer le réseau écologique picard a été établie. À cet effet, financée par le Conseil Régional, la DIREN (actuelle DREAL) et le FEDER, l'identification de corridors écologiques a été réalisée sous la maîtrise d'ouvrage du Conservatoire des Sites Naturels Picards. Ainsi, à l'échelle de la Picardie, un réseau fonctionnel de sites abritant des espèces et/ou des habitats patrimoniaux a été défini : il prend en compte le fonctionnement des populations des

espèces concernées, les connexions entre les sites où elles sont présentes et la matrice qui les environne.

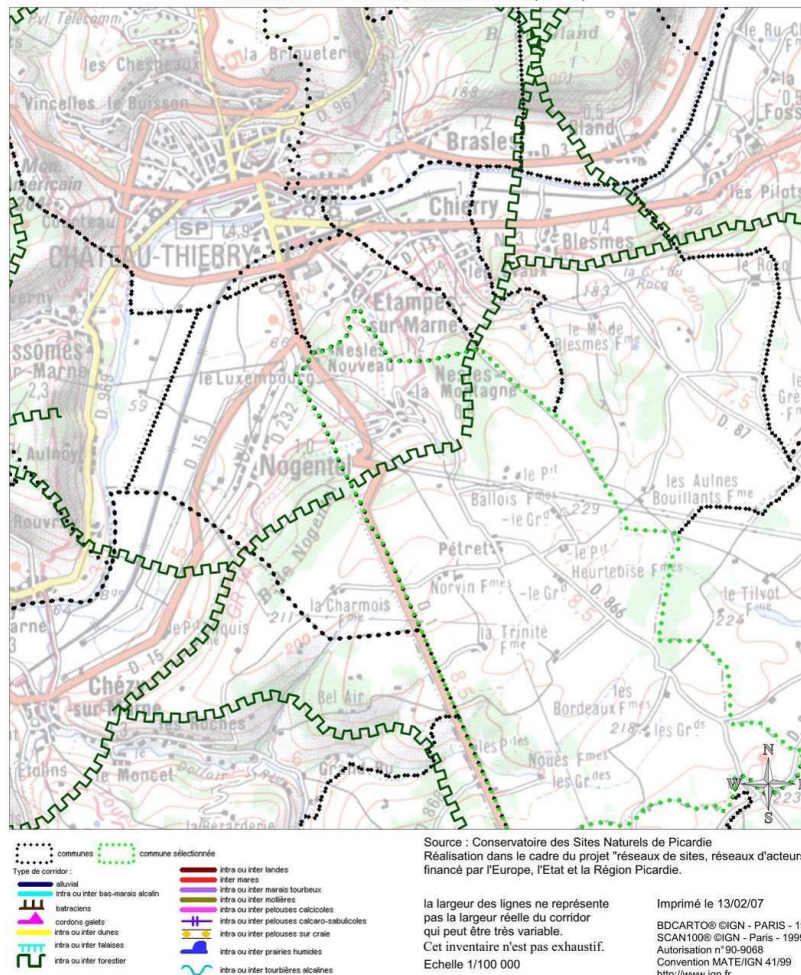
L'identification de ces corridors écologiques potentiels n'a aucune portée juridique. Il s'agit d'un outil d'aide à la décision : il permet entre autre une meilleure prévision des incidences occasionnées lors d'opération d'aménagement, ainsi que la mise en œuvre à l'échelle locale de stratégies de maintien ou de restauration des connexions écologiques.



Corridors écologiques
potentiels de Picardie



Commune : NESLES-LA-MONTAGNE (H1L1)



Un corridor potentiel est identifié au Nord du territoire. La DREAL a identifié le corridor n°02540 ; il s'agit de couloirs inter-forestiers qui permettent de relier le Bois de Nogentel aux bois de coteaux (Bois de Froidvent au Nord-Est du territoire communal).

c) Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles

Le Schéma Départemental des Espaces Naturels et Sensibles a été adopté par le Conseil Général de l'Aisne, par délibération du 19 octobre 2009.

Au total, il y a été défini 274 ENS. Les Espaces Naturels Sensibles (ENS) sont un outil de protection des espaces naturels, basé sur leur acquisition foncière par le département ou par la signature de conventions entre le Conseil Général et les propriétaires privés ou publics. Cet inventaire distingue 2 types de sites :

- des sites dits « ENS Site Naturel » - espaces aux contours précis et présentant une superficie généralement limitée, ils intègrent un ou quelques habitat(s) à enjeux et/ou une ou quelques population(s) d'espèces à enjeux ;
- des ensembles plus vastes, dits « ENS Grands Territoires » - territoires d'une grande superficie et dont les contours ne sont qu'indicatifs, ils intègrent les fonctionnalités à l'échelle des grands paysages ; ils ne sont a priori pas destinés à une maîtrise foncière.

Ce schéma identifie les espaces naturels et sensibles que le département souhaite contribuer à préserver, restaurer et valoriser, notamment en accompagnant et soutenant les projets portés par les acteurs locaux.

Les modalités d'intervention du département peuvent se décliner en conseil et soutien financier pour les études préalables, l'assistance technique, les acquisitions foncières, la restauration, la gestion ou l'entretien des milieux, en déléguant si nécessaire son droit de préemption.

La commune de NESLES-LA-MONTAGNE est concernée :

- un ENS « Site Naturel » : SA 036 - « le cours du Dolloir et ses affluents »
- un ENS « Grand Territoire » : SA 103 « le bassin versant du Dolloir ».

d) Site Natura 2000 et évaluation environnementale

La loi SRU du 13 décembre 2000 prévoit une prise en compte des impératifs d'environnement dans tous les documents d'urbanisme. Elle a été renforcée pour certains PLU par l'ordonnance n°2004-489 du 3 juin 2004 qui transpose la directive européenne n°2001 /42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (Évaluation Stratégique Environnementale).

Le décret du 23 août 2012 a modifié la liste des documents d'urbanisme soumis à évaluation environnementale. Font notamment l'objet d'une évaluation environnement systématique :

- Les schémas de cohérence territoriale, les schémas de secteur et les plans locaux d'urbanisme intercommunaux comprenant les dispositions d'un schéma de cohérence territoriale dans les conditions prévues à l'article L. 123-1-7 ;
- Les plans locaux d'urbanisme intercommunaux qui tiennent lieu de plans de déplacements urbains mentionnés à l'article L. 1214-1 du code des transports ;
- Les cartes communales dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000 ;
- Les plans locaux d'urbanisme dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000.

Ce décret détermine également les documents qui sont soumis ou non à évaluation environnementale après un examen au cas par cas :

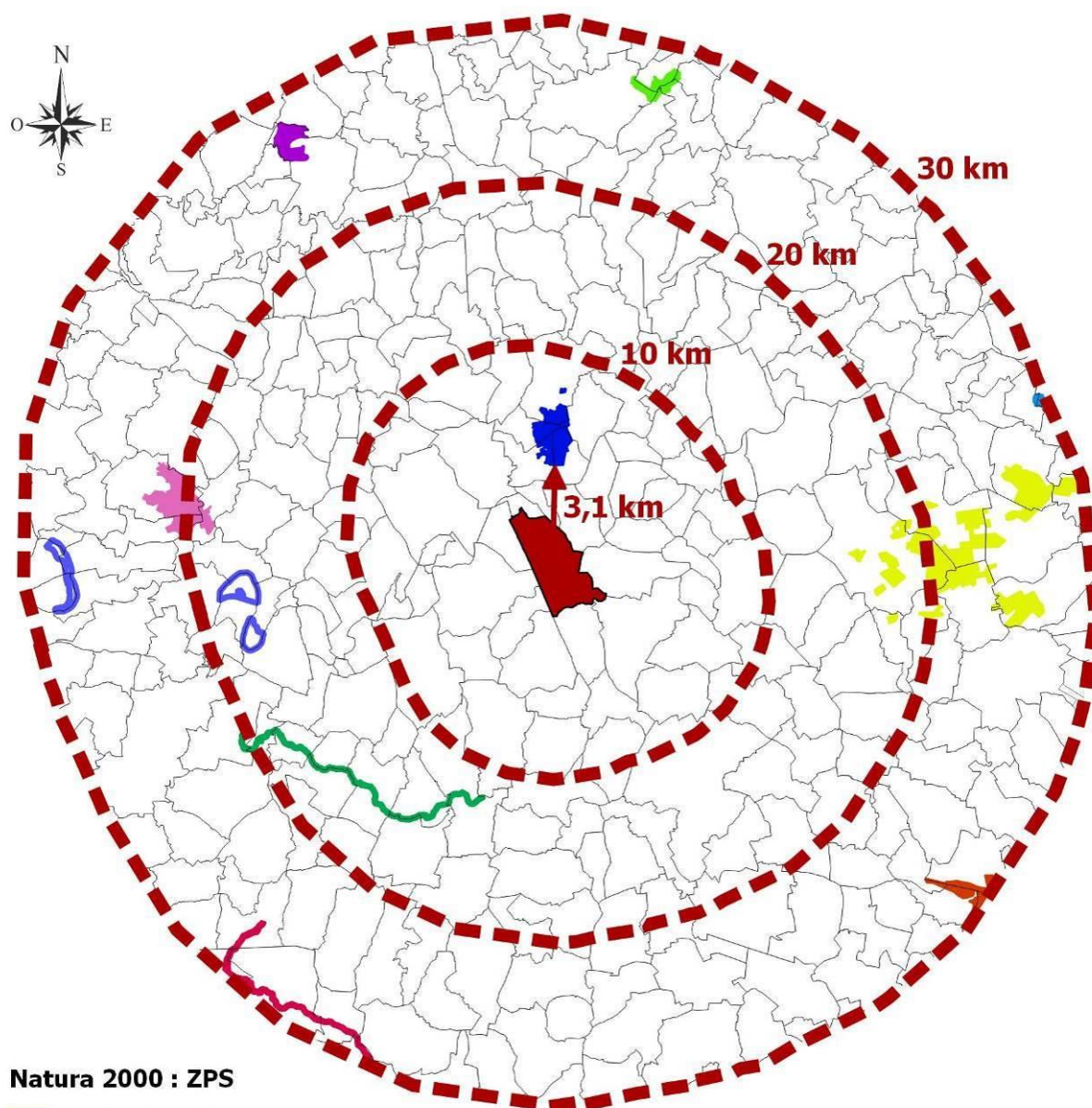
- Les plans locaux d'urbanisme ne comportant pas de site Natura 2000 sur le territoire mais qui sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ;
- Les cartes communales de communes limitrophes d'une commune dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000, s'il est établi qu'elles sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000.

► **Aucun site Natura 2000 n'est recensé sur le territoire communal, ni sur aucune commune limitrophe. La DREAL sera consultée dans le cadre de l'examen au cas par cas, prévu à l'article R.121-14 III du code de l'urbanisme, qui précisera si une étude environnementale devra être réalisée dans le cadre de la révision du PLU.**

Le réseau Natura 2000

Natura 2000 est un réseau écologique européen dont l'objectif est de préserver la biodiversité en conciliant les exigences économiques, sociales, culturelles et régionales propres à chaque site, dans une logique de développement durable.

Sites Natura 2000 autour de la commune de Nesles-la-Montagne



Natura 2000 : ZPS

Boucles de la Marne

Natura 2000 : SIC

- Domaine de Verdilly
- Le Petit Morin de Verdelot à Saint-Cyr-sur-Morin
- Massif forestier d'Epernay et étangs associés
- Bois des réserves, des usages et de Montgé
- Massif forestier de Retz
- Rivière du Vannetin
- Coteaux calcaires du Tardenois et du Valois
- Le Marais de Saint-Gond
- Pâtis de Damery

0 5 10 15 km

Ce réseau est composé de sites naturels protégés relevant de la Directive « Oiseaux » du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages et des milieux dont ils dépendent (Zones de Protection Spéciale - ZPS) et de la Directive « Habitats Faune Flore » du 21 mai 1992 relative à la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (Zones Spéciales de Conservation - ZSC).

Le réseau Natura 2000 picard compte 48 sites dont :

- 1 Site d'Importance Communautaire marin ;
- 37 Zones Spéciales de Conservation ou sites d'Importance Communautaire terrestres proposés au titre de la directive « Habitats » ;
- 10 Zones de Protection Spéciale, au titre de la Directive « Oiseaux ».

L'ensemble de ces sites représente 4,7% du territoire de la Région, pourcentage faible au regard du pourcentage national (12,5%).

Situation de la commune de Nesles-la-Montagne par rapport au réseau Natura 2000

Aucun site Natura 2000 n'est recensé sur le territoire communal. Le site le plus proche se situe à 3,1 kilomètres des limites communales. Il s'agit de :

- **Le SIC - Domaine de Verdilly - FR2200401** : Ce site Natura 2000 s'étend sur 595 hectares, sur les communes de Gland, Brasles, Verdilly, Mont-Saint-Père et Trugny.

A moins de 20 kilomètres, on recense également les sites suivants :

- Le SIC « Le Petit Morin de Verdelot à Saint-Cyr-sur-Morin » ;
- Le SIC « Massif forestier d'Epernay et étangs associés ».
- La ZPS « Boucles de la Marne »

e) Biodiversité : trame verte et bleue

La trame verte et bleue est un outil d'aménagement du territoire qui vise à (re)constituer un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, pour permettre aux espèces animales et végétales de circuler, s'alimenter, de se reproduire, de se reposer, etc. Les continuités écologiques correspondent à l'ensemble des zones vitales (réservoirs de biodiversité) et des éléments (corridors écologiques) qui permettent à une population d'espèces de circuler et d'accéder aux zones vitales. La trame verte et bleue est ainsi constituée des réservoirs de biodiversité et des corridors qui les relient.

La trame verte et bleue est un outil d'aménagement du territoire qui vise à (re)constituer

un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, pour permettre aux espèces animales et végétales de circuler, s'alimenter, de se reproduire, de se reposer....Les continuités écologiques correspondent à l'ensemble des zones vitales (réservoirs de biodiversité) et des éléments (corridors écologiques) qui permettent à une population d'espèces de circuler et d'accéder aux zones vitales. La trame verte et bleue est ainsi constituée des réservoirs de biodiversité et des corridors qui les relient.

La trame verte et bleue sur le territoire de Nesles-la-Montagne

Le SCoT du Sud de l'Aisne, approuvé le 18 juin 2015, identifie les trames vertes et bleues présentes sur l'ensemble du territoire du SCoT.

La composante verte de la Trame Verte et Bleue comprend :

1. les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité, et notamment tout ou partie des espaces visés aux livres III et IV du code de l'environnement ;
2. les corridors écologiques constitués des espaces naturels ou semi-naturels ainsi que des formations végétales linéaires ou ponctuelles, permettant de relier les espaces mentionnés à l'alinéa précédent ;
3. les surfaces en couvert environnemental permanent mentionnées au I de l'article L. 211-14 du code de l'Environnement.

La composante bleue de la Trame Verte et Bleue comprend :

1. les cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux figurant sur les listes établies en application des dispositions de l'article L. 214-17 du code de l'Environnement ;
2. tout ou partie des zones humides dont la préservation ou la restauration contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'Environnement ;
3. les cours d'eau, parties de cours d'eau, canaux et zones humides importants pour la préservation de la biodiversité.

La trame verte sur le territoire communal de Nesles se compose :

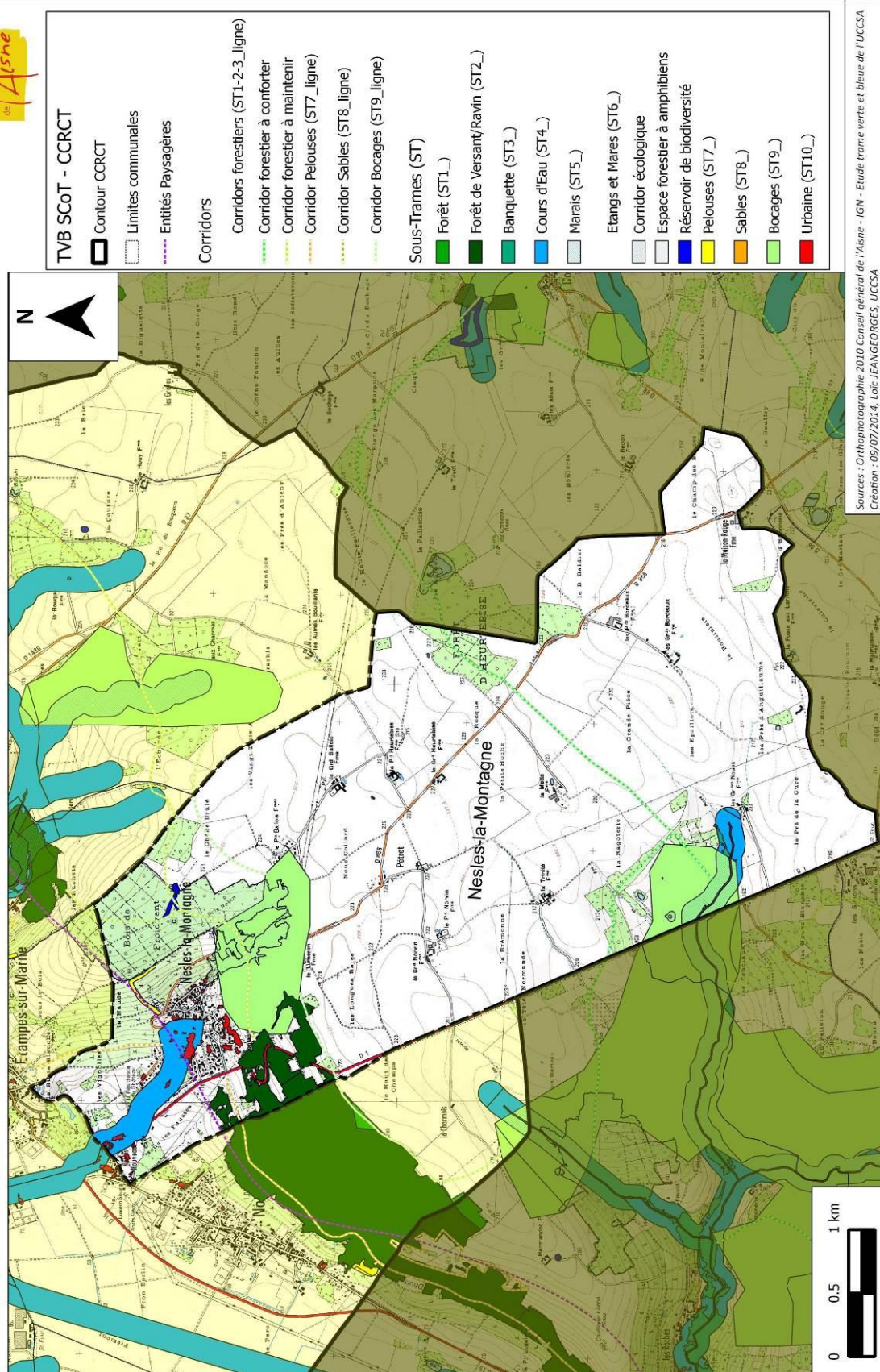
- Des réservoirs de biodiversité. Il correspond aux espaces inventoriés dans les ZNIEFF de type 1 : « Bois de Nogentel » et « Cours du Dolloir et de ses affluents ».
- Des boisements de versants
- Des secteurs de bocage identifiés au pied du versant aux abords de la zone bâtie et dans la vallée du Dolloir au sud du territoire
- Des corridors identifiés permettant au nord de rejoindre le Bois de Nogentel vers le Bois de Froidvent et au sud la vallée du Dolloir à la forêt d'Heurtebise

La trame bleue se compose

- des linéaires des cours d'eau, des ripisylves qui leurs sont associées : le ru de Nesles qui traverse la zone bâtie ainsi que le ru du Dolloir au sud-est du territoire communal.
- des zones humides probables situées au nord-est du territoire



Eléments de Trame Verte & Bleue à prendre en compte Communauté de Communes de la Région de Château-Thierry



Le PLU devra les prendre en considération et assurer leur préservation afin d'être compatible aux prescriptions du SCoT.

Carte de synthèse de la Trame verte et bleue



f) Protection des forêts soumises au régime forestier

La commune englobe une partie de la forêt du centre hospitalier de Château-Thierry d'une superficie de 3 hectares 6 ares et 20 centiares.

Il est rappelé qu'un classement en espace boisé classé, s'il est envisagé, doit se faire en concertation avec les propriétaires forestiers afin de ne pas empêcher les défrichements qui seraient nécessaires à la création de dessertes forestières.

L'arrêté préfectoral du 28 juin 1979 listant les catégories de coupes en espaces boisés classés exemptées de déclaration préalable est toujours en vigueur.

2.3 - Les risques naturels

L'article L.121-1 du Code de l'Urbanisme impose notamment aux communes de prendre en compte les risques naturels et les risques technologiques dans leur PLU.

a) Zones à risque

Le PLU se doit de préserver les terrains connaissant des risques. Depuis la fin des années quatre-vingt, cinq arrêtés de catastrophe naturelle ont été pris sur la commune :

Type de catastrophe :	Arrêté du :
Inondations et coulées de boue	15/10/1987
Inondations et coulées de boue	04/07/1996
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	29/12/1999
Inondations et coulées de boue	25/10/2000
Inondations et coulées de boue	10/11/2009

Le dossier départemental des risques majeurs a été approuvé par arrêté préfectoral du 24 mars 2015. NESLES-LA-MONTAGNE y est recensé au titre du risque « inondations et coulées de boue et sismicité ».

L'arrêté des risques majeurs concernant la commune a été approuvé par arrêté préfectoral du 20 mai 2015.

b) Plan de Prévention des Risques Naturels

La commune est concernée par le Plan de Prévention des Risques Inondations et de coulées de boue de Chézy-sur-Marne, Essises, Etampes-sur-Marne, Nogentel et Nesles-la-Montagne approuvé le 1er avril 2015.

c) Cavités

« Les communes ou groupements compétents en matière de documents d'urbanisme élaborent, en tant que de besoin, des cartes délimitant les sites où sont situées des cavités souterraines et des marnières susceptibles de provoquer l'effondrement du sol » (loi n°2003-699 du 30 juillet 2003).

Les Ministères de l'Environnement et de l'Industrie ont sollicité le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), afin de collecter les informations disponibles sur les cavités souterraines abandonnées et sur les conséquences de leur dégradation. Des questionnaires ont été adressés à l'ensemble des communes, et ont permis l'établissement d'une liste qui recense toutes cavités souterraines connues.

Aucune cavité n'est identifiée sur le territoire. Il est tout de même possible que des cavités existantes ne soient pas recensées.

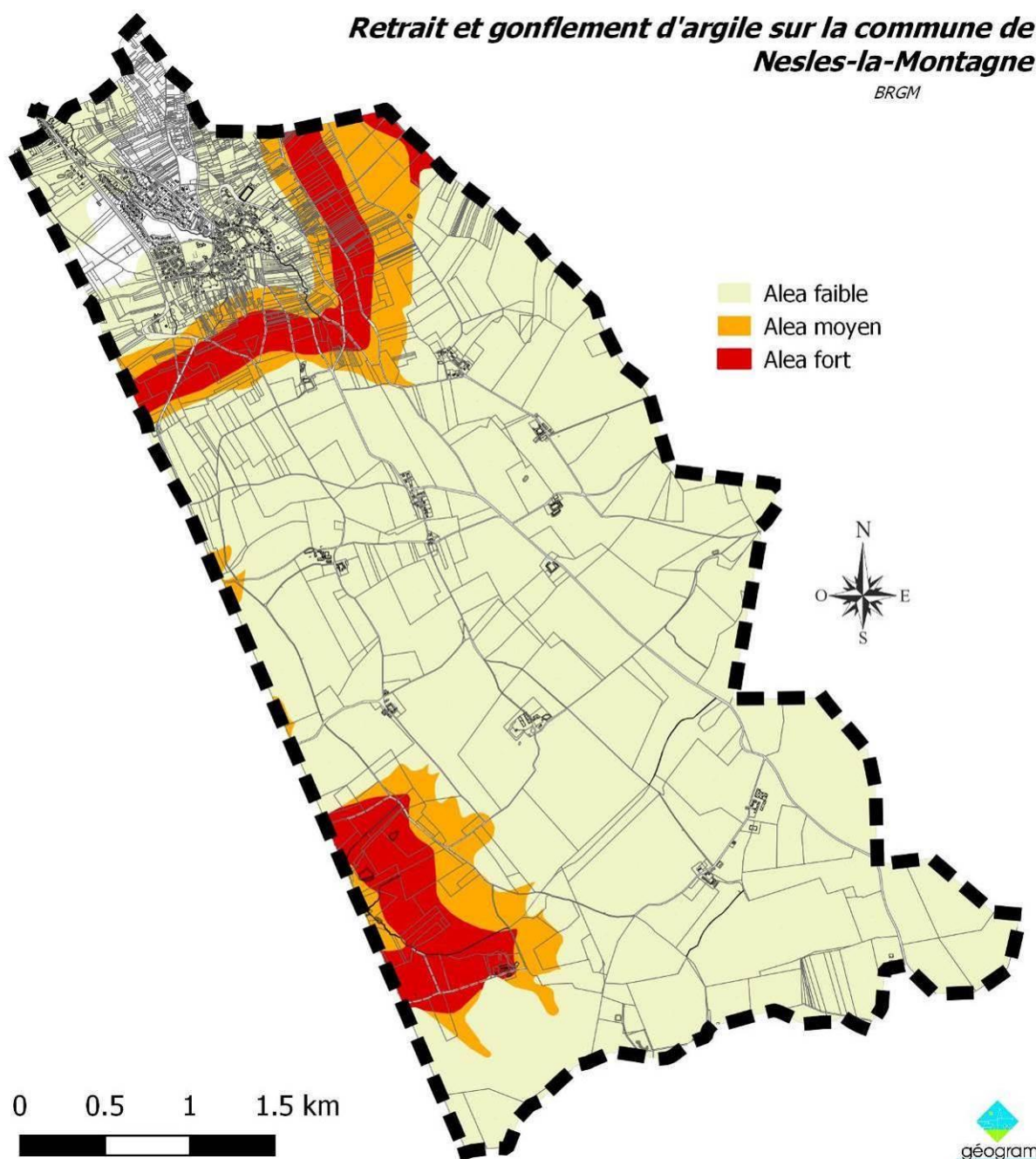
d) Aléa de retrait/gonflement des argiles

Ce risque est directement lié aux propriétés physiques des argiles. En effet, les variations de la quantité d'eau dans certains terrains argileux produisent des gonflements en périodes humides et des tassements en périodes sèches.

Ce phénomène de retrait-gonflement provoque des tassements différentiels qui affectent essentiellement les constructions d'habitations individuelles, notamment pour les raisons suivantes :

- les fondations relativement superficielles de ces bâtiments, par rapport à des habitats collectifs, les rendent plus vulnérables à des mouvements du sol d'assise ;
- la plupart de ces constructions sont réalisées sans étude géotechnique préalable qui permettrait de concevoir les bâtiments en tenant compte du risque associé.

Du fait de la nature du sous-sol, NESLES-LA-MONTAGNE est touché par ce phénomène. L'aléa est faible voire nul au niveau des zones bâties et de la plaine agricole. Mais l'intensité varie de moyen à fort, sur les coteaux : Bois de Nogentel, Bois de Froidvent, ainsi qu'en limite communal Sud-Ouest dans la vallée du Dolloir.



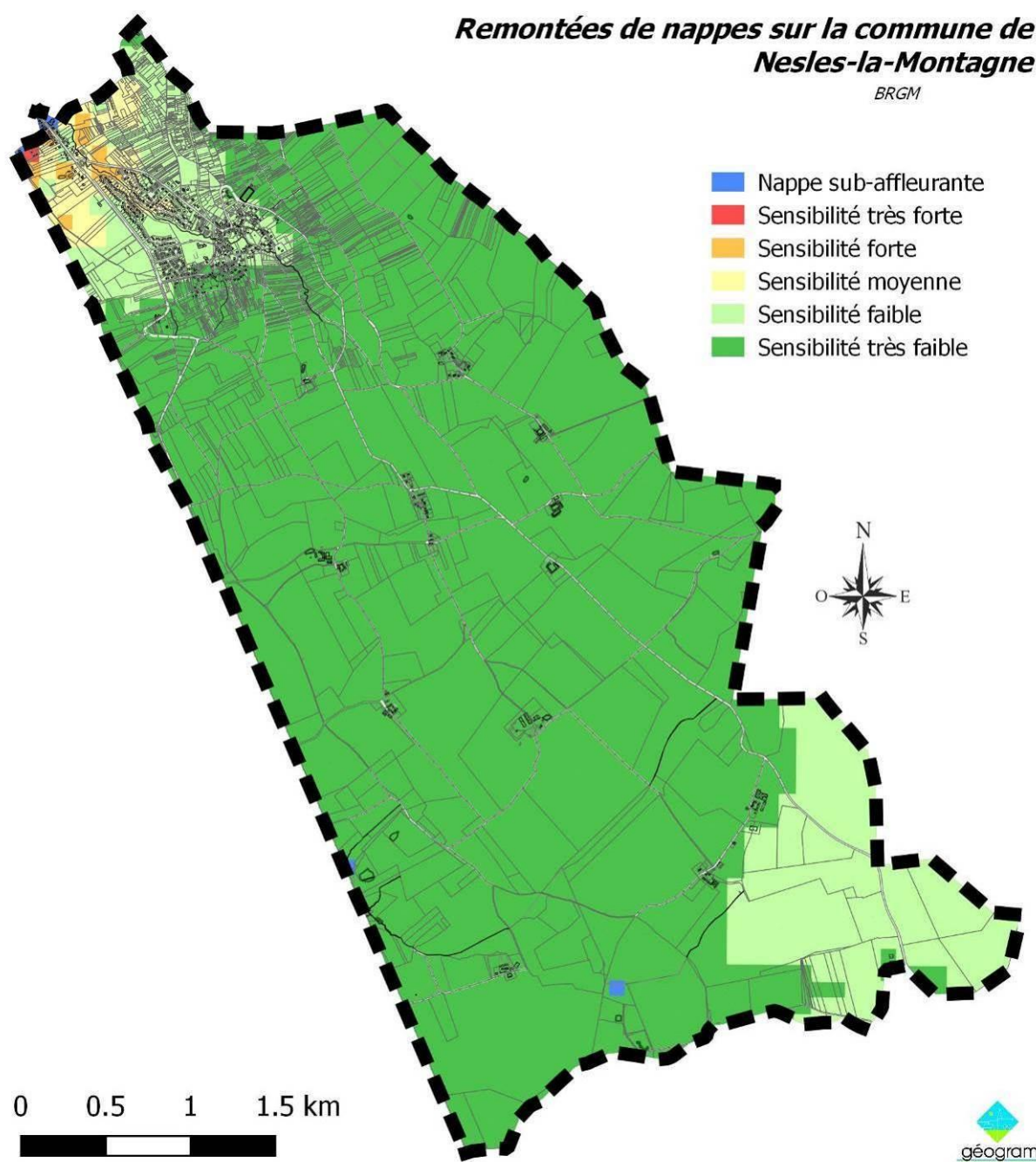
e) Mouvements de terrain

Les dommages occasionnés par des mouvements de terrain d'importance et de type très divers (glissement de terrain, éboulements, effondrements, coulées de boue...) ont des conséquences humaines et socio-économiques considérables. La base BDMvt répond en partie à ce besoin en matière de politique de prévention des risques naturels, en permettant le recueil, l'analyse et la restitution des informations de base nécessaire à la connaissance et à l'étude préalable des phénomènes dans leur ensemble.

Un phénomène de coulée a été recensé au niveau de la ferme de la Trinité.

f) Remontées de nappe phréatiques

Le site « www.inondationsnappes.fr » fournit des cartes de sensibilité au phénomène de remontées de nappes.



La sensibilité au risque de remontées de nappe est assez faible sur l'ensemble du territoire. Elle s'accroît au niveau des coteaux (au Nord du territoire) pour devenir forte vers la

pointe Nord-Ouest de la commune. Ce gradient implique que les habitations proches de cet endroit sont fortement exposées au risque de remontées de nappe.

g) Risque sismique

La commune de Nesles-la-Montagne est classée en zone de sismicité très faible (1). Ce zonage, entre en vigueur depuis le 1^{er} mai 2011, a été défini par le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français. Le territoire national est divisé en cinq zones de sismicité croissante (article R. 563-4 du code de l'environnement).

3] Le patrimoine bâti

3.1 - Organisation des zones bâties

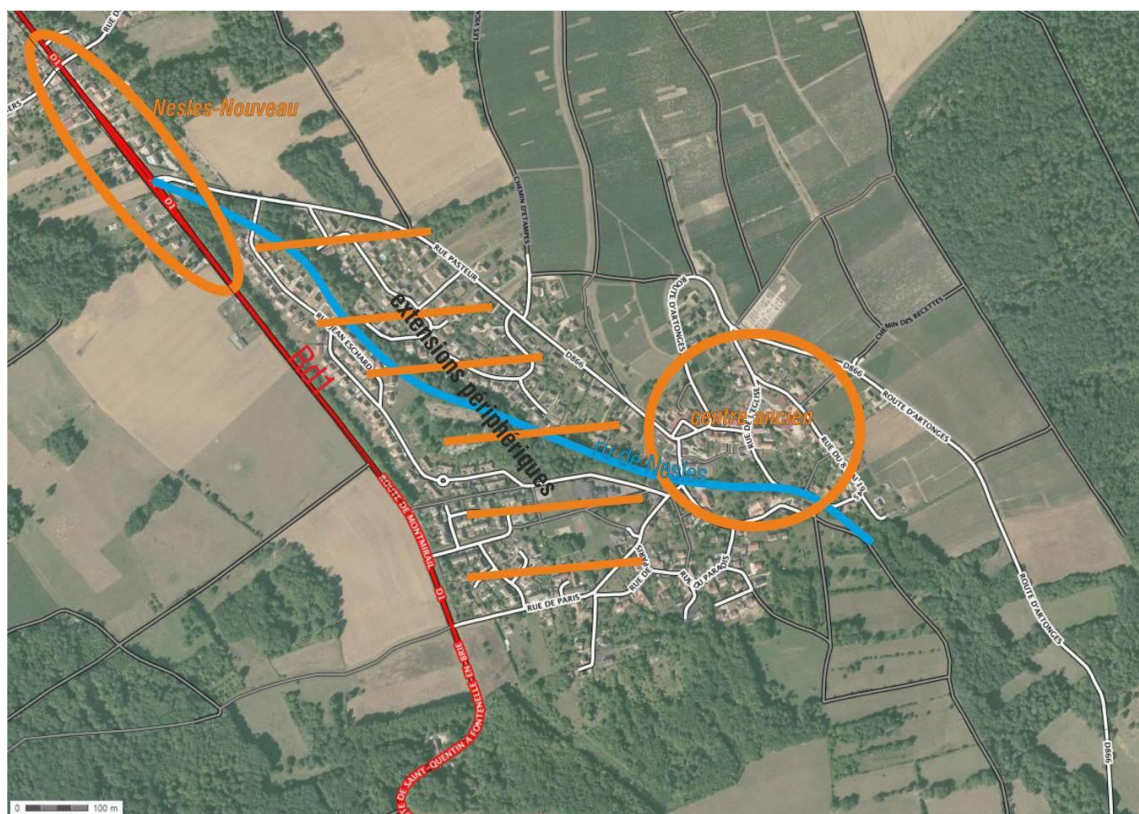
La forme originelle des villages résulte de l'adaptation aux contraintes liées au site et à la desserte par les routes et les chemins.

La zone urbanisée occupe la partie nord du territoire communal. Sur le plateau agricole, plusieurs fermes isolées sont présentes ainsi que deux hameaux (Pétret et Ballois) regroupant plusieurs constructions d'habitation.

Le centre ancien de Nesles-la-Montagne, regroupé autour de l'église et de la mairie est blotti au pied du versant viticole et boisé.

Les extensions récentes de l'habitat réalisées essentiellement sous forme d'opérations groupées ont été édifiées dans la continuité ouest de ce centre ancien de part et d'autre du ru de Nesles : *Le Prei (1974), La Dhuys (1977), Le Château (1989), Le lotissement de l'O.P.A.L. (1997), et dans les années 2000, le lotissement rue Jean Eschard.*

Le hameau de Nesles-Nouveau, regroupant plusieurs constructions, présente une configuration linéaire de part et d'autre de la RD1 dans la continuité urbaine de Nogentel et d'Etampes-sur-Marne.



Il n'existe pas de zone réservée aux activités sur le territoire. Les quelques activités présentes sont situées au sein du bourg et à Nesles-Nouveau.

Le bâti sur le territoire de Nesles-la-Montagne



Vue sur Nesles-la-Montagne depuis la Rue d'Artonges



Rue de l'Eglise



Rue de l'Eglise



*Vue sur l'Eglise
depuis la Rue de Paris*



Lotissement - Rue Jean Eschard



Locatifs - Rue Jean Eschard



Lavoir et Eglise



Hameau - Pétret



Hameau - Pétret



Hameau - Le Petit Ballois



Hameau - Le Petit Ballois

Fermes isolées sur le territoire de Nesles-la-Montagne



3.2 - Caractéristiques principales des constructions

Il convient de distinguer :

⇒ **Le bâti ancien**, généralement desservi par de petites ruelles, très escarpées, autour de la place de la mairie ainsi que de l'église.

Le centre bourg a su garder une authenticité qui positionne la vallée de la Marne dans une vaste entité architecturale dont les traits principaux sont donnés par l'architecture briarde.

Les typologies anciennes montrent une certaine homogénéité dans la mise en œuvre des matériaux d'élévation. La pierre meulière aux enduits plus ou moins couvrants se présente comme le matériau traditionnel des maçonneries anciennes. Les enduits, à pierre vue sur les pignons, façades secondaires et les constructions agricoles, sont pleins sur les façades principales des habitations. L'usage du plâtre gros sur les constructions qui recherchent un certain prestige, se laisse deviner par le dessin géométrique des raccords d'enduit. La diversité et le soin apporté aux modénatures rappellent la plasticité des mortiers de plâtre et chaux dont l'ambition visait l'imitation de la pierre de taille trop rare dans la pointe sud du département. Les toitures aux pentes affirmées se couvrent principalement à Nesles de petites tuiles plates.

L'aménagement du centre ancien se caractérise par la continuité ou semi continuité. Les constructions sont pour la plupart de ce secteur, implantées en alignement sur rue. Elles s'appuient sur au moins une des limites du parcellaire, permettant la mitoyenneté.

L'habitat ancien se caractérise essentiellement par des maisons de plain-pied ou avec un étage. La hauteur des constructions récentes est souvent plus basse, limitée à un rez-de-chaussée plus combles.

Le bâti ancien se trouve souvent en alignement sur la limite parcellaire et en alignement sur rue, c'est l'habitation qui délimite les propriétés. A défaut, les clôtures sont de forme minérale : mur en pierre, en harmonie avec la façade de la construction principale.

⇒ **Le bâti récent** réalisé sous forme :

- ◆ De maisons individuelles édifiées au gré des opportunités foncières.
- ◆ De lotissements, localisés au sud-ouest du village.

Il présente une implantation plus caractéristique des zones pavillonnaires. Les constructions sont essentiellement implantées en retrait des voies. Elles sont, également,

pour la majorité en retrait des limites séparatives de propriété. Seul le lotissement de l'O.P.A.L. est composé de maisons mitoyennes.

Les lotissements ont leurs caractéristiques bien à eux :

- « le Prei » : maisons basses sur sous-sol,
- « la Dhuys » : maisons de type R+1,
- « le Château » : maisons avec un étage maximum,

Le bâti récent présente très souvent une forme rectangulaire simple. Les constructions les plus anciennes sont, en général, plus massives et de formes parfois plus complexes, avec de nombreux décrochements.

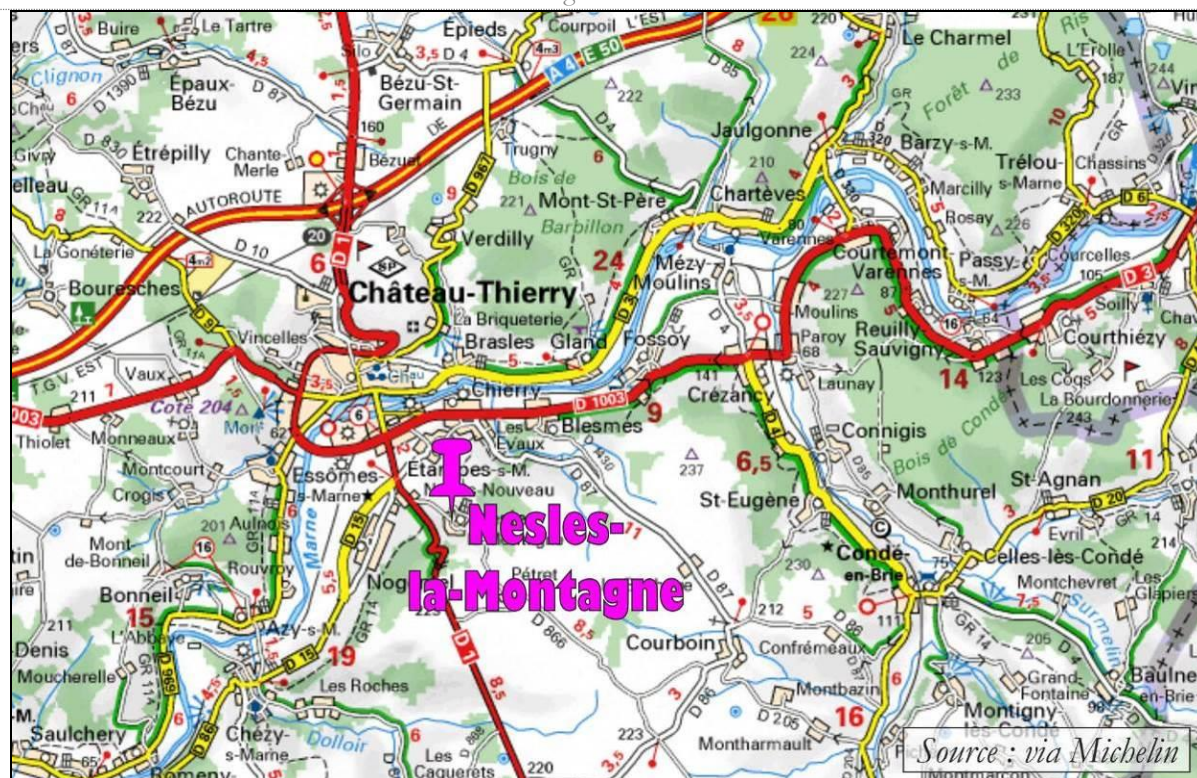
Les habitations sont généralement clôturées par un petit muret (surmonté éventuellement d'une grille ou d'une clôture) ou par une haie. Le végétal est davantage présent par rapport au bâti ancien.

3.3 – Transports et déplacements

La commune est traversée par deux routes départementales :

- la route départementale 1, qui longe la limite communale ouest et qui relie la ville de Château-Thierry à la ville de Montmirail ;
- la route départementale 866, qui la traverse du nord-ouest au sud-est. Cet axe routier relie Château-Thierry à la départementale n°20 au niveau de la commune d'Artonges ;

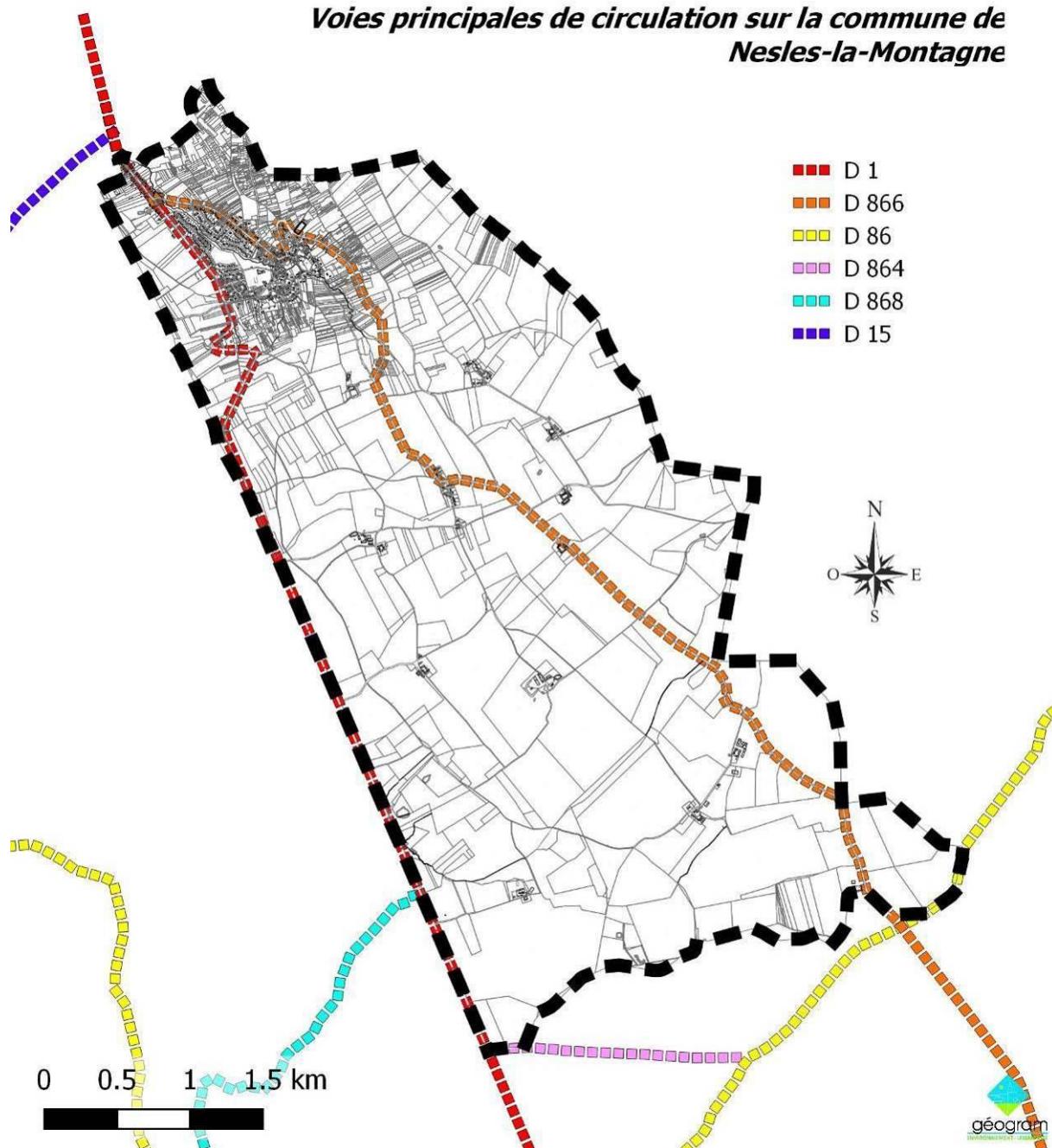
Aucune de ces voies n'est considérée comme axe bruyant.



Une grande part des habitations est desservie par la RD866 / Rue Pasteur et la Route d'Artonges. Le maillage routier se compose également de la rue de Paris, rue des Grandes Maisons, rue du 8 mai 1945, rue de l'Eglise et de la Rue Joliot Curie.

Le tissu bâti se développe vers le Nord-Est : Rue Pasteur et RD1. A l'exception du lotissement « la Grande Pièce du Château », beaucoup d'aménagement se terminent en impasse : Résidence de la Dhuis, Résidence le Preï, Rue de Villemont, Le Bas de la Picherelle...

Voies principales de circulation sur la commune de Nesles-la-Montagne



Classement des voies

La route départementale n°1 est classée « à grande circulation ». Il devra être tenu compte que les accès à ces voies sont réputés dangereux et soumis à autorisation préalable. Elle est également un itinéraire pour les transports exceptionnels pour des gabarits autorisés de 50 mètres de long, 7 mètres de large, 8 mètres de hauteur et 400 tonnes.

Le trafic, suivant les données 2011, est de 2678 véhicules / jour dont 7,39 % de poids lourds.

Le document d'urbanisme devra tenir compte du classement « route à grande circulation » dont l'article L.110-3 du code de la route donne la définition suivante :

« Les routes à grande circulation, quelle que soit leur appartenance domaniale, sont les routes qui permettent d'assurer la continuité des itinéraires principaux et, notamment, le délestage du trafic, la circulation des transports exceptionnels, des convois et des transports militaires et la desserte économique du territoire, et justifient, à ce titre, des règles particulières en matière de police de la circulation. (...) »

Les collectivités et groupements propriétaires des voies classées comme routes à grande circulation communiquent au représentant de l'Etat dans le département, avant leur mise en œuvre, les projets de modification des caractéristiques techniques de ces voies et toutes mesures susceptibles de rendre ces routes impropres à leur destination. »

La capacité de passage des convois exceptionnels devra impérativement être préservée.

Inconstructibilité aux entrées de villes

L'article L.111-1-4 du code de l'urbanisme institue une « inconstructibilité » de part et d'autre de l'axe des routes classées à grande circulation et ceci en dehors des espaces urbanisés des communes.

Les secteurs de la commune situés en dehors des parties actuellement urbanisées le long de la route départementale n°1 sont concernés par une inconstructibilité de 75,00 mètres de part et d'autre de l'axe de cette voie.

Cette interdiction ne s'applique pas :

- aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières,
- aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières,
- aux bâtiments d'exploitation agricole,
- aux réseaux d'intérêt public.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension des constructions existantes.

Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

Il peut être dérogé aux dispositions du présent article, avec l'accord du préfet, lorsque les contraintes géographiques ne permettent pas d'implanter les installations ou les constructions au-delà de la marge de recul prévue, des lots que l'intérêt que représente pour la commune l'installation ou la construction projetée motive la dérogation.

Les conditions d'aménagement des entrées de ville font partie des orientations d'aménagement et de programmation en application de l'article L. 123-1-4 (1°) du code de l'urbanisme.

Transport en commun

Même si le véhicule individuel est le moyen de transport le plus utilisé (79% des déplacements domicile/travail), la commune bénéficie d'une desserte de transports en commun. 12% des actifs occupés prennent les transports en commun pour se rendre à leur travail.

Nesles-la-Montagne est raccordé au réseau de bus, organisé par Fablio, en plus de la desserte scolaire organisée. La commune est desservie par la ligne 4 reliant Château-Thierry à Nogentel, proposant plusieurs arrêts dans les deux sens, en semaine.

Promenades et randonnées

Le plan départemental d'itinéraires de promenades et de randonnées (PDIPR) a été approuvé par le Conseil General le 22 novembre 1994.

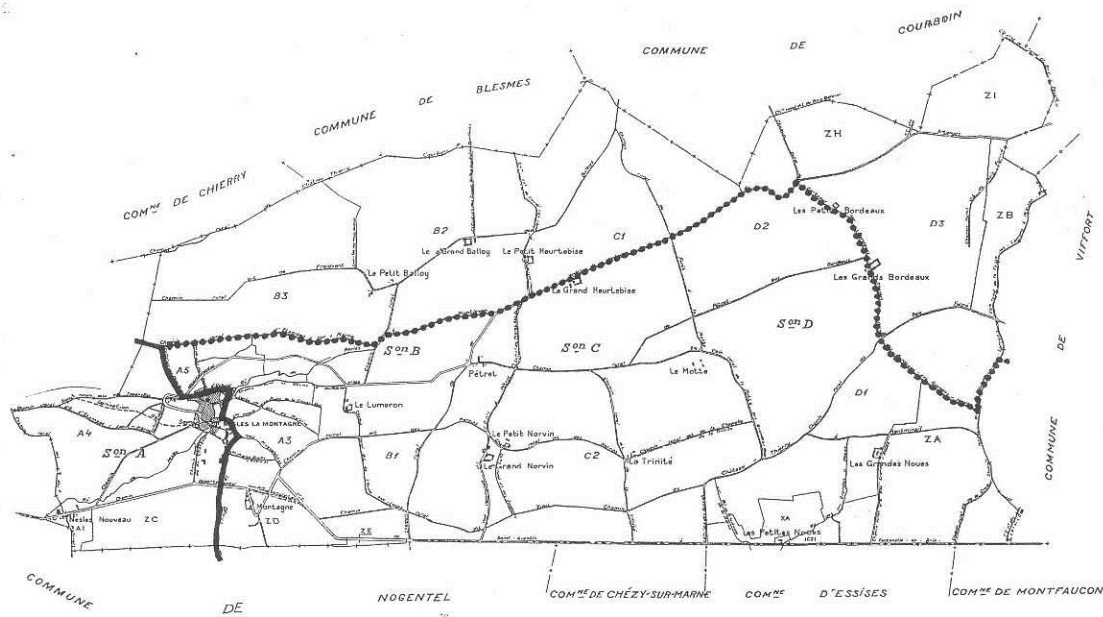
Le PDIPR, opposable aux tiers, présente une double finalité.

D'une part, les sentiers inscrits au PDIPR sont protégés juridiquement dans la mesure où ils ne peuvent être supprimés ou aliénés sans création d'un itinéraire de substitution. A cette protection formelle s'ajoute le renforcement implicite des pouvoirs de police des maires, notamment en matière de circulation des véhicules motorisés qui dégradent les chemins.

D'autre part, il a pour vocation à être le fil conducteur sur lequel le Département et les acteurs locaux peuvent greffer une politique globale de valorisation et de gestion de l'espace.

La commune a d'ailleurs inscrit au PDIPR un certain nombre de chemins par délibération du 21 décembre 1992.

Il est nécessaire que ces cheminements soient pris en compte dans les documents graphiques du PLU pour le repérage des sentiers concernés conformément à l'article L.123-1-5 (IV-1°) du code de l'urbanisme et soient mentionnés dans le rapport de présentation.



Le territoire communal est traversé au nord par un chemin de randonnée, le GR 14 qui suit essentiellement le tracé de l'aqueduc de la Dhuis.

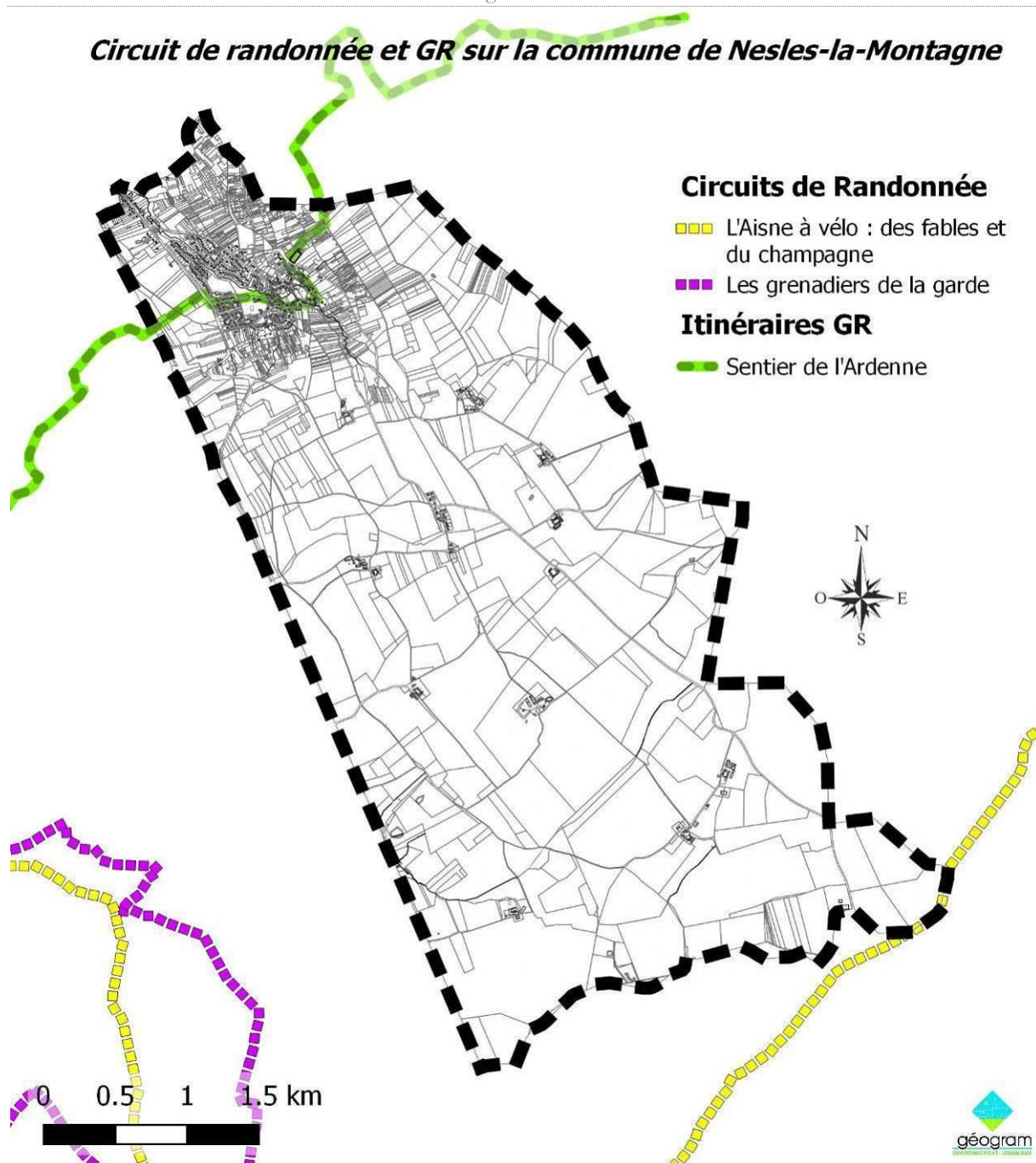
Ont été inscrits au Plan Départemental des Itinéraires de Randonnées, par délibération en date du 21 décembre 1992, les chemins suivants :

- le chemin rural dit ***de la Fosse aux Larrons*** (pour partie),
- le chemin rural ***des Bordeaux aux grandes Noues***,
- le chemin rural ***des Corbeaux aux Bordeaux*** (pour partie),
- le chemin rural ***d'Estampes sur Marne à Montvelon***,
- le chemin rural dit ***des Chauffours***.
- ***la dérivation des sources de la Dhuis (pour partie)***

Par ailleurs, il convient de souligner que la commune est traversée par :

- **le circuit de randonnée « les Balcons de la Marne »** mentionné dans le topo-guide CHAMINA intitulé « Au pays de la Fontaine - Vallée de la Marne »,
- **le circuit « le Tour de l'Omois »** mis en place par le Syndicat Intercommunal de Développement du Sud de l'Aisne.

Circuit de randonnée et GR sur la commune de Nesles-la-Montagne



Les vélo-routes et les voies vertes

Le schéma départemental « véloroutes et voies vertes » a été adopté par l'assemblée départementale le 28 novembre 2011.

Ce schéma s'inscrit dans les schémas, européen, national et régional. Celui-ci s'adresse aux usagers de tout âge qui pratiquent le vélo et également à d'autres utilisateurs, piétons, rollers, personnes à mobilité réduite, utilisateurs qui ont d'autres attentes comme la découverte.

La véloroute est un itinéraire de moyenne et longue distance réservé à tous les cyclistes pouvant emprunter diverses voies sécurisées dont les voies vertes. La voie verte est un espace aménagé en site propre et dédié aux déplacements non motorisés (cyclistes, piétons, rollers et personnes à mobilité réduite) sur une distance limitée.

Le département est concerné par trois axes majeurs :

- L'itinéraire européen E3 qui traverse l'Aisne (Chauny, La Fère, Origny-Ste-Benoite, Guise et Hirson) ;
- L'axe national 16 qui passe par Tergnier, Coucy, Pinon, Monampteuil, Chamouille, Vaucclair et Berry-au-Bac ;
- L'axe national 15 qui longe la Marne dans le sud de l'Aisne en passant par Château-Thierry.

Un axe départemental, vélo-route d'environ 57 km (Guise, Saint-Richaumont et Laon) s'inscrit dans les projets d'aménagement du schéma.

Un maillage complémentaire amplifierait l'attractivité du département et pourra être développé autour notamment d'itinéraires d'intérêt local.

Capacités de stationnement

En journée, la plupart des véhicules sont stationnés sur l'espace public, sur les trottoirs dans le village ou sur les quelques parkings organisés. Des possibilités de stationnement sont offertes. On dénombre en effet une cinquantaine de places de stationnement public sur le territoire communal.

4] Analyse de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers

4.1. Analyse de la consommation d'espaces entre 2000 et 2010 sur le territoire communal de Nesles-la-Montagne

L'observation des photos aériennes prises en 2000 et 2010 permet de visualiser les changements d'occupation des sols sur le territoire communal. On constate la construction d'un vaste programme de logements entre 2000 et 2010 sur le territoire communal :

- ***Le lotissement Jean Eschard qui s'étend sur une surface de 4,15 hectares.***

Analyse de la consommation foncière entre 2000 et 2010



4.2. Analyse de la consommation d'espaces depuis 2010

Depuis 2010 :

- 4 permis de construire ont été délivrés pour des maisons d'habitation (2 maisons individuelles et la réhabilitation d'un corps de ferme avec la création de 2 logements locatifs.
- Enfin un programme de logements locatifs sociaux (23 logements prévus) est actuellement en cours de construction au sein du lotissement Jean Eschard



La zone d'extension prévue au POS (NA) au pied du versant et qui s'étendait sur une surface d'environ 2 hectares n'a pas été ouverte à l'urbanisation.

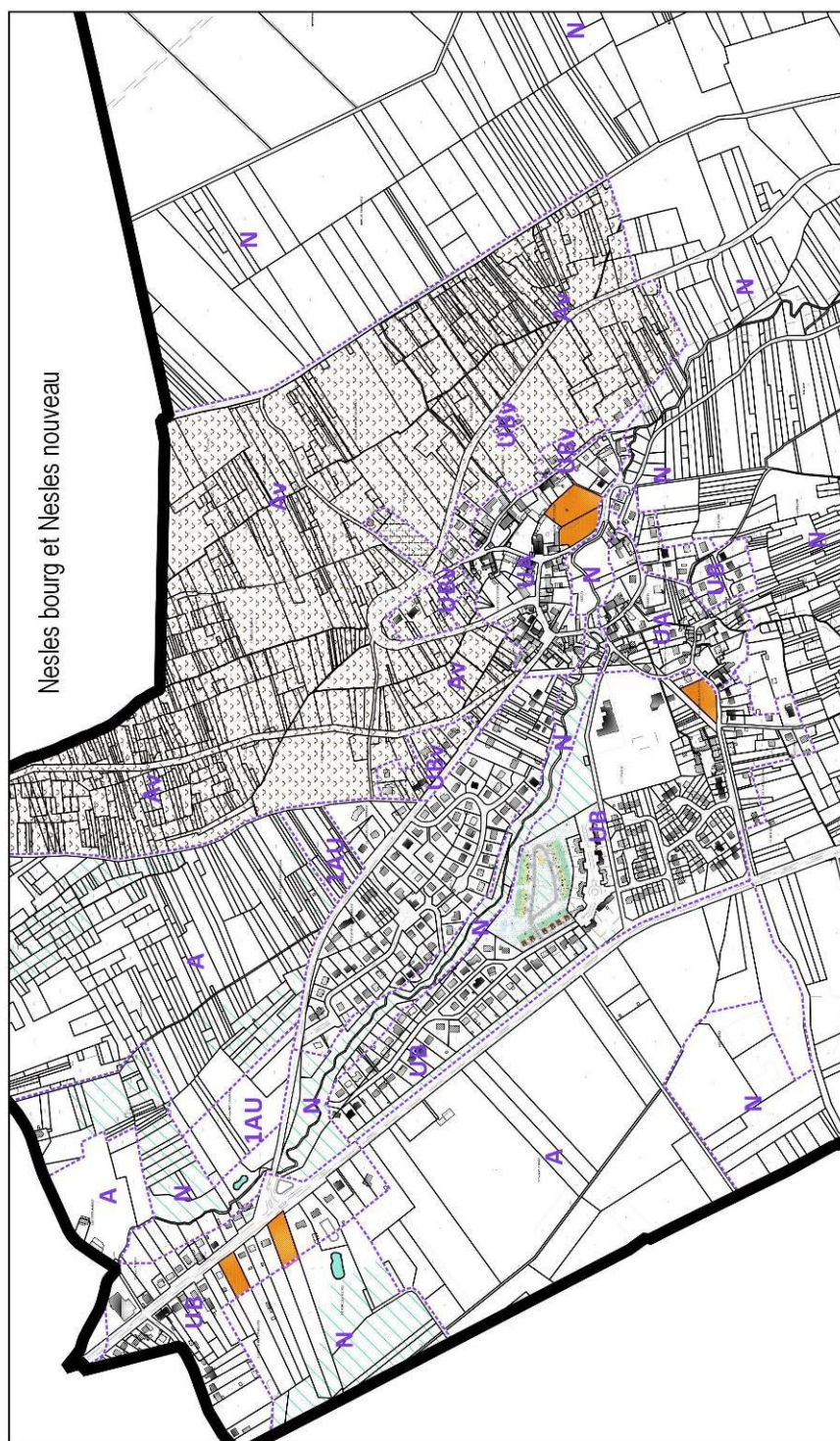
➤ Ainsi entre 2000 et 2015, 5.70 hectares de terrains principalement à vocation agricole ont été artificialisés sur le territoire communal de Nesles-la-Montagne.

5] Identification des capacités de densification

On dénombre plusieurs terrains libres desservis par les réseaux (eau, assainissement, voirie) au sein de la zone bâtie du territoire communal de Nesles-la-Montagne que l'on peut estimer à 1.93 hectare. Ces capacités d'accueil seront prises en compte dans la définition du projet de développement de la commune.

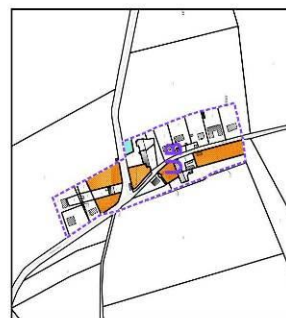
- ➔ Dents creuses centre bourg : 1 hectare
- ➔ Dents creuses hameaux de Pétret et Balloy : 93 ares

En comptant un taux de non-réalisation (non utilisation des opportunités foncières par les ayants droits ou utilisation à des fins autres que l'habitat) de 50 % et une densité moyenne de 35 logements par hectare, ces espaces libres permettraient théoriquement d'accueillir environ une trentaine de constructions nouvelles



Nesles bourg et Nesles nouveau

Hameau de Pétret



Hameau du petit Ballois



Localisation des dents creuses au sein du bourg
et des deux hameaux
Echelle 1/8500ème